

VISÓ

GIBRALTAR

FACTICE PARADIS



Édito



Ornées d'un château fort et d'une clé en or, les armoiries de Gibraltar se dressent fièrement sur le drapeau depuis 1502. Elles ont été octroyées par une ordonnance royale de la reine Isabelle de Castille.

Pointe sud de l'Europe. Un rocher. Il surplombe la mer et protège une minuscule cité. Gibraltar. Confetti méconnu, centre de tous les intérêts. Un des territoires les plus riches du globe. Le gardien du détroit demeure posé là, bastion britannique aux portes de l'Afrique. Une forteresse sous surveillance.

Le Brexit fait chanceler ce morceau de Royaume-Uni. Les sujets de la reine Elisabeth II ont quitté l'Union européenne en 2016, entraînant avec eux le territoire d'outre-mer. Depuis, la conclusion d'un accord, maintes fois reportée, le plonge dans l'incertitude. L'épilogue n'aura pas lieu avant encore plusieurs mois. Que faire en cas de fermeture de sa frontière, qui brouillerait les relations avec le Vieux Continent ? Dans ce marasme politique, les relations se crispent, parfois verrouillées. La population se prépare. Elle revendique son identité. Brandit fièrement sa volonté d'autodétermination. Jongle entre l'anglais et l'espagnol, pour ne parler qu'un seul langage.

La colonie tente encore de s'extirper de son étiquette d'ancien paradis fiscal – question de réputation – mais l'argent fait toujours son bonheur. Pourtant, elle se différencie aisément d'un Monaco

rutilant, au luxe tapageur. Gibraltar ne ressemble à rien d'autre qu'à lui-même. S'y mêlent arabesques et bâtisses d'influence génoise, allées pittoresques et imposantes tours grises que la mer viendrait presque lécher.

Le territoire cache son charme dans sa singularité. Il s'extirpe de son environnement, respire par contraste. Pour continuer de prospérer, il puise sa main d'œuvre dans une Andalousie sinistrée. Chaque matin, une foule traverse la piste d'atterrissage – faisant office de frontière – et quitte son pays pour la journée. L'ultracapitalisme en action, avec son lot de promesses et d'excès. L'utopie de Cervantes contre la dramaturgie de Shakespeare.

Océane Provin et Théo Putavy

Cette année, Visó adopte de nouveau l'écriture inclusive. Ce n'est plus un choix, mais bien une nécessité pour pointer du doigt les usages sexistes de la langue. Ce numéro comporte des formulations comme le doublet (les étudiantes et les étudiants), l'accord de proximité, que Racine utilisait déjà (« Ces trois jours et ces trois nuits entières ») et les termes épïcènes (le personnel soignant). La rédaction a décidé d'écarter le point médian (acteur-riche-s). Il facilite certes le passage à l'inclusif, mais peut contrarier le confort de lecture. Une décision qui nous engage à explorer les nombreux autres outils à disposition pour évoluer vers une langue égalitaire.

15 000
transfrontaliers et transfrontalières
viennent travailler à Gibraltar chaque jour

pour une population de

34 003

personnes en 2021,
soit environ celle d'Agen



L'anglais est la langue officielle
mais on parle aussi espagnol
et llanito

Âge moyen
35,5 ans

43,6 en Espagne
et 42,2 en France

ESPAGNE

MAROC

GIBRALTAR



Monnaie



La livre gibraltarienne
est indexée
sur la livre sterling

Taux de chômage

0,08 %

Celui de la France est de 7,4 %
et celui de l'Espagne 13,33 %

PIB par habitant

93 659 \$

soit deux fois plus
que celui de la France
et parmi les cinq plus élevés au monde.

6,8 km²
et un PIB comparable
à celui du Canada

Trois siècles sous l'Union Jack

1704

L'amiral anglais George Rooke s'empare de Gibraltar lors de la guerre de Succession d'Espagne. Les tensions débutent entre les deux royaumes autour de ce bout de terre.



1830

La Grande-Bretagne fait de son territoire une colonie britannique et lui donne un rôle militaire majeur en raison de sa position stratégique à l'entrée de la Méditerranée.



2002

Un nouveau référendum est organisé le 7 novembre : la population de Gibraltar confirme à 99 % son attachement à la couronne britannique.

2020

Sortie de l'Union européenne et accord du Nouvel An entre le Royaume-Uni et l'Espagne sur Gibraltar. Il garantit la mobilité des personnes et des marchandises entre les deux régions.

2021

Le Conseil de l'Union européenne autorise l'ouverture de négociations entre l'UE et le Royaume-Uni, en vue d'un accord concernant Gibraltar.

2022

L'accord, prévu pour avril 2022, est repoussé à une date indéterminée. Parmi les grands enjeux : le sort du personnel transfrontalier et la fiscalité aux douanes.

1713

À l'issue de la guerre de Succession d'Espagne, le traité d'Utrecht accorde à la Grande-Bretagne la « pleine et entière propriété de la ville et des châteaux de Gibraltar, conjointement à son port, défenses et forteresses ». Depuis, les gouvernements britannique et espagnol interprètent différemment le traité. Londres revendique Gibraltar comme une partie intégrante de son territoire. L'Espagne, elle, considère que propriété ne signifie pas souveraineté.



1967

Un référendum sur l'autodétermination est organisé le 10 septembre à Gibraltar. 99,6 % de la population expriment la volonté de rester sous la souveraineté britannique.

1969

Le 8 juin 1969, la frontière est définitivement fermée. Depuis 1968, elle était verrouillée par le gouvernement espagnol qui avait décidé un blocus économique du territoire, en réponse au référendum d'autodétermination. Elle ne rouvrira qu'en 1985.

2016

96 % des habitantes et habitants du Rocher ont voté contre le Brexit. Ils souhaitent obtenir un statut spécial leur permettant de rester dans l'Union européenne.



© Wikipedia Commons

Le détroit des conquérants

À l'origine du nom « Gibraltar », un certain Tarik ibn Ziyad. Chef de guerre berbère, au service de la dynastie des Omeyyades, il pose, en premier, le pied sur le Rocher lors de la conquête musulmane de la péninsule ibérique au VIII^e siècle. Lorsqu'il meurt, en 720, le territoire

prend le nom de *djibr al Tar(ik)*, le « mont de Tarik ». Au XVIII^e siècle, le Royaume-Uni a cartographié en premier le sud de l'Espagne. Fixant pour les siècles à venir le titre officiel de ce lieu stratégique. Pourtant, d'autres noms étaient possibles, comme la baie

d'Algésiras, le détroit de Tarifa ou le golfe de Tanger. À vol d'oiseau, 31 kilomètres séparent Tarifa – la ville la plus au sud de l'Espagne – de Tanger, contre 56 kilomètres entre Gibraltar et Tanger.



Pas de singes, pas de colonie

Selon la légende, si les macaques disparaissent de la montagne, celle-ci cessera d'être britannique. Un mythe auquel l'ancien Premier ministre anglo-saxon, Winston Churchill croyait dur comme fer. En pleine Seconde Guerre mondiale, alors qu'il ne reste que six singes,

le « vieux lion » décide de prendre les choses en main. Le 2 septembre 1944, il impose que « le nombre de singes vivant à Gibraltar ne descende jamais en dessous de 24 », afin d'éviter leur disparition. Des macaques berbères sont alors importés du

Maroc et présentés à la population avant d'être relâchés sur l'*Upper Rock*, accessible en téléphérique. Aujourd'hui, environ 200 primates constituent l'attraction principale des touristes, au risque d'y perdre son sac à dos. Gibraltar pourrait bien rester britannique « forever ».

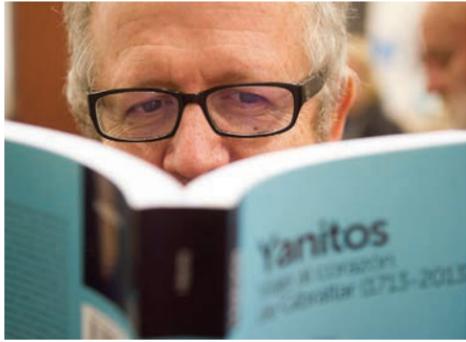




GRAND ENTRETIEN

« Gibraltar est la fille du néocapitalisme »

L'écrivain et journaliste Juan José Téllez s'est attaché toute sa vie à décrypter le Rocher. Avec son œil averti, cet Andalou scrute les conséquences futures du Brexit.



© DR

Juan José Téllez, né à Algésiras en 1958, est un écrivain engagé qui a consacré toute sa vie à retracer l'histoire des invisibles, des perdants et des perdants de Gibraltar. Ce bastion britannique est devenu une véritable obsession depuis son enfance, subjuguée par l'envergure du Rocher de la baie. Auteur de plus d'une dizaine de livres, dont *Yanitos* (2003), d'essais, de recueil de poésies et de romans, ses ouvrages auscultent la vie des corsaires, des pêcheurs, des agents secrets et d'autres personnages anonymes qui ont peuplé la péninsule tout au long de son histoire. Cofondateur et directeur du journal *Europa Sur*, il couvre l'actualité du Campo de Gibraltar – la communauté de communes la plus au sud de l'Andalousie –, dans les années 1990. Aujourd'hui, il travaille comme journaliste indépendant dans plusieurs programmes, sur une radio andalouse. Cet « *apatride* » déchiffre avec justesse l'énigme de Gibraltar. Un territoire récemment bousculé par les questions de sa frontière face aux négociations du Brexit.

« Gibraltar est une société très classiste, dans le sens de la lutte des classes de Karl Marx »

VISÓ : Vous êtes écrivain, poète, journaliste, vous avez vécu toute votre vie au plus proche du détroit de Gibraltar.

Comment vous définir ?

Juan José Téllez : Je viens du pays des victimes de ce détroit. C'est un territoire très grand dont je suis un apatride, car je ne suis pas précisément une victime, mais je vis avec elles. Dans une plus large mesure, je me définis comme un citoyen du détroit. Un Andalou fasciné par Gibraltar, profondément attaché au Maghreb. Ma vraie patrie, c'est la Méditerranée, la mer qui borde toutes ces terres.

Le Rocher semble fondamental dans votre œuvre littéraire et votre imaginaire...

Pour nous, habitants de la baie, le Rocher est une sorte d'icône géographique. Un totem dont l'existence nous rappelle à quel point les Gibraltariens ont une histoire et une vision du monde différente de la nôtre. Tout ça a entretenu chez moi le mystère, le mystère du Peñón [ndlr, le Rocher]. J'ai toujours eu cette fascination pour ce monde où tout paraît si proche et si distant à la fois. Quand je suis allé vivre à Cadix à l'âge de 12 ans, j'étais surpris de voir que la mer était aussi étendue. Pour moi, nous vivions à côté d'un grand lac dont les frontières étaient l'Espagne et le nord du Maghreb. Enfant, j'avais l'habitude d'explorer ce territoire quand la frontière était encore ouverte, avant 1969. Là-bas, je mâchais du chewing-gum, je mangeais du chocolat et du beurre. Des denrées impossibles à trouver à Algésiras. C'était comme une corne d'abondance, une sorte de paradis où les gens étaient payés plus cher.

Prochainement, l'accord du Brexit déterminera l'avenir de Gibraltar. Cela vous inquiète ?

Rendez-vous compte, la dernière fois que Gibraltar s'est retrouvé face à un traité d'une aussi grande importance, c'était en 1713, avec le traité d'Utrecht. Un accord signé entre les rois absolutistes, qui n'avaient pas compris, à l'époque, que le peuple pouvait décider lui-même de son sort. Aujourd'hui, il existe une possibilité de convergence, à la seule condition que toutes les parties cèdent. Avec sa vision colonialiste, la Grande-Bretagne doit renoncer à gouverner seule sur le Rocher. L'Espagne doit abandonner toutes revendications liées à la souveraineté de la péninsule. Et les Gibraltariens doivent accepter l'abandon de cette frontière en dur, telle qu'ils la connaissent. Des deux côtés de la bordure, les peuples espagnol et britannique ont été pris en otage par les intérêts des politiciens. Aujourd'hui, nous avons la possibilité de retrouver la souveraineté de notre vie quotidienne. Mais la réalité est celle-ci. Avec la montée du nationalisme, il est fort probable que l'actuel gouvernement espagnol (ndlr, dirigé par le socialiste Pedro Sánchez), ne soit pas réélu. Tout porte à croire que l'Espagne sera dirigée par une droite patriote composée du Partido Popular en alliance avec Vox, parti d'extrême droite. Ce qui menacerait cette opportunité unique pour Gibraltar.

Si l'Espagne et l'Union européenne semblent disposées à trouver un compromis, que pensez-vous de la position de Boris Johnson, l'actuel Premier ministre de Grande-Bretagne ?

Le gouvernement britannique se soucie plus de l'Irlande du Nord que de ce petit Rocher. Les Gibraltariens ont voté massivement contre le Brexit, mais leur allégeance au Royaume-Uni reste incontestable. Pourtant, l'actuel

Premier ministre britannique et les ministres précédents ont déjà tenté d'utiliser Gibraltar comme monnaie d'échange. Je crois qu'il existe une volonté claire de la part des gouvernements gibraltarien et espagnol de parvenir à ce pacte. Côté britannique, cette volonté est déjà moins palpable. Le problème, ce sont les fameuses lignes rouges, les questions importantes, à savoir celles de la souveraineté quotidienne, et d'une certaine manière, de psychologie. En cas d'accord, le port et l'aéroport seront pleinement contrôlés par l'Union européenne. Pour un Gibraltarien, voir un gendarme de la Guardia Civil contrôler les passeports à l'entrée et à la sortie de ces deux points stratégiques peut donner la chair de poule. Je le comprends, bien sûr. Mais il faut surmonter ses craintes et saisir les règles de ce nouveau monde. Sous peine de souffrir des démons du passé, soit un retour à une frontière fermée, comme en 1969.

En cas d'échec des négociations, qui a le plus à perdre avec le Brexit ?

Le peuple. Les gens qui habitent ici. Et surtout, les travailleurs transfrontaliers dont la situation est la plus précaire. Le gouvernement de Gibraltar a cependant élaboré un plan B, en cas d'échec des négociations du traité. Concrètement, il a prévu des ponts d'approvisionnement de biens et de nourriture par mer, par air, pour contourner les contrôles aux frontières, qui seront sans doute très difficiles en cas de non-accord. Les trente camions qui rentrent tous les lundis à Gibraltar pour ravitailler le territoire ne pourront plus aussi facilement passer, en plus des problèmes économiques et diplomatiques. La vie quotidienne risque d'être affectée.

Comment dépeindre Gibraltar, une petite société avec 44 cabinets d'avocats et d'avocats, où règne la parole de l'establishment ?

C'est une société très endogamique, infiltrée par des avocats dans la sphère politique. Par exemple, Peter Caruana, l'ancien ministre en chef – l'équivalent du Premier ministre en France –, entre 1996 et 2011 était le gendre de Joseph Emmanuel Triay, le directeur de l'un des plus grands cabinets d'avocats. Le social-démocrate Peter Montegriffo, qui aspirait à devenir ministre en chef, travaille dans le plus gros cabinet d'avocats, Hassans. Il a dû abandonner ses ambitions politiques, car son projet pouvait entrer en collision avec son métier. Autre exemple, avant de fermer la frontière en 1969, le dictateur Franco a offert la possibilité à Gibraltar de rejoindre l'Espagne grâce à un système juridique d'autonomie politique. Bien sûr, cet accord n'était pas crédible. Les seuls défenseurs d'un tel pacte étaient les avocats du cabinet Triay. Les journaux les ont qualifiés de « pigeons », en opposition aux faucons probritanniques. C'était un lynchage médiatique.

Vous vous intéressez aussi aux autres strates de cette société...

Gibraltar est un melting pot*, dans lequel la sphère religieuse a plus d'influence que la sphère culturelle. Ici les religions coexistent, il n'y a pas de situation de racisme ou de xénophobie majeure. Il n'y a jamais eu d'incident de ce genre, comme il peut en exister partout en Europe. En même temps, Gibraltar est une société très classiste, dans le sens de la lutte des classes de Karl Marx. Mais cette bataille économique entre les classes n'est pas visible. Le niveau de vie est assez important, beaucoup plus qu'à La Línea de la Concepción. Cette ville espagnole, de l'autre côté de la frontière, est minée par 42 % de chômage. ... / ...

« C'était comme une corne d'abondance, une sorte de paradis où les gens étaient payés plus cher »

* Assimilation de populations immigrées de différents horizons dans une société homogène.

Comment Joshua Hassan, ministre en chef de Gibraltar de 1964 à 1969 et de 1972 à 1987, considéré comme un héros national, a-t-il façonné l'histoire de l'exclave ?

C'était un homme très drôle, plein d'ironie. Un proespagnol, chroniqueur taurin dans un petit journal ibérique, *La República*. Il est parti en Angleterre, comme tout le monde, lors du grand exode de la Seconde Guerre mondiale. Là-bas, il s'est imprégné de la culture britannique. Il était le neveu de Rafael Cansinos Assens, l'écrivain et journaliste sévillan, ami de Jorge Luis Borges. Dans les années 1950, il est parti à Madrid pour étudier et travailler. Il avait une connaissance du milieu séfarade, dont il faisait partie. Enfin, cet homme politique est devenu un emblème, le défenseur de l'identité gibraltarienne face au colonialisme britannique.

Dans quelle mesure Fabian Picardo, l'actuel ministre en chef, serait-il le digne héritier de Joshua Hassan ?

Fabian Picardo est un homme avec un sens de l'idéologie développé, ouvert aux contradictions. Il croit beaucoup en son projet politique au sein du Parti travailliste, mais il a la capacité de faire des compromis. Je pense qu'il est conscient du moment historique dans lequel l'État est plongé. Surtout, il aime ce qu'il fait. Il pourrait devenir un héros national, entrer dans l'histoire. Un peu comme Hassan l'a fait d'ailleurs. Dans tout ce marasme, Fabian Picardo est le politicien qui joue le plus sa carrière. Pour l'Espagne, Gibraltar est un territoire insignifiant. Pour le Royaume-Uni, la question est presque banale. Alors que pour lui, sa vie et sa carrière politique sont ici, entre les citoyens gibraltariens. Il lui reste encore deux ans pour réussir.

Aujourd'hui, avec l'essor des jeux en ligne et de la cryptomonnaie, le Rocher se spécialise dans de nouvelles économies...

Le gouvernement est revenu aux grandes théories libérales de Manchester, une ville de Grande-Bretagne, devenue l'exemple type d'une société industrielle et capitaliste. Gibraltar est un territoire d'analyse pour comprendre les mécanismes de l'économie planétaire, ses contradictions, sa manière de s'accommoder, de s'adapter. Pour moi, Gibraltar est la fille du néo-capitalisme et de la mondialisation.

Selon vous, quel livre illustre le mieux l'identité de cette citadelle au décor romanesque ?

La presqu'île est, selon moi, un petit Macondo. Un village fictif, le décor du roman *Cent ans de solitude* de García Márquez. Un microcosme, une petite société qui reflète et explique les enjeux qui traversent le monde entier. Dans ma vie, je me suis attaché à raconter cette histoire. Je n'ai cessé d'explorer le territoire et je me suis rendu compte qu'il s'agissait du détroit et pas de Gibraltar, de Ceuta ou de Melilla. J'ai cherché à comprendre le mécanisme de survie des identités. Pour ma génération, l'Espagne c'était Rome, c'était al-Andalus, c'était les Séfarades. Tout ce qui nous composait, avant qu'on nous impose une histoire officielle, celle des Rois Catholiques et du Cid Campeador, un chevalier mercenaire chrétien, héros de la *Reconquista**. ▴

« Un microcosme,
une petite société
qui reflète
et explique
les enjeux
qui traversent
le monde entier »

*En français, la Reconquête.
La reprise de la péninsule ibérique
par les Rois Catholiques de 722 à 1492,
date de la chute de Grenade.

Propos recueillis par Raphaël Lardeur

Dans l'album photo de Juan José Téllez...



© Ana Sánchez, 2005



© DR, 1985

« La pointe de l'Europe,
à l'extrémité de Gibraltar,
est un lieu puissant.

Ici, on voit les côtes marocaines
et la cime du mont Abyle.
Le détroit prend une dimension
mythique, fait à la mesure
des titans et non
des êtres humains »

« Une amitié est née
avec Joshua Hassan.
Je l'admirais car

il s'est battu toute sa vie,
jusqu'en 1988, pour
le mouvement des droits civiques
gibraltariens »

SOMMAIRE

6 Grand entretien

« Gibraltar est la fille du néo-capitalisme »

L'écrivain et journaliste Juan José Téllez s'est attaché toute sa vie à décrypter le Rocher. Avec son œil averti, cet Andalou scrute les conséquences futures du Brexit.

14 Décryptage

L'interminable Brexit

Oublié dans les accords initiaux, Gibraltar attend toujours d'être fixé sur son sort.

La forteresse convoitée

20 Fabian Picardo, gardien des clés

Le populaire ministre en chef, confronté au défi du Brexit, se retrouve sous le feu des projecteurs.

24 Britanniques au prix du chaos

En 1968, une journée d'émeutes entraîne la fermeture de la frontière avec l'Espagne pour dix-sept ans.

26 L'immigration, quand ça arrange

Le Rocher n'est pas une terre d'accueil pour les personnes migrantes. Exception faite aux personnes marocaines.

29 Les grandes oreilles du détroit

Par sa position géographique, le passage a toujours été une place militaire stratégique.

Le phare de la fortune

34 Le règne des « barristocrates »

Les avocates et avocats ont fait main basse sur la vie politique locale.

38 Le Rocher a la cote

Alors que les jeux en ligne représentent la première ressource économique du territoire, Gibraltar se lance dans les cryptomonnaies.

41 Station-essence des mers

Le bunkering est la principale activité du port. En dépit des risques de pollution qu'elle engendre.

L'auberge britannique

46 Habiter Gibraltar

Mosaïque de portraits de personnes fières de leur identité et de leurs origines.

48 Llanito, un spanglish andalou

Entre l'anglais et l'espagnol, le llanito fait office de dialecte local, parlé par deux tiers de ses habitantes et de ses habitants.

49 Identité britannique, médaille de guerre

Pendant la Seconde Guerre mondiale, toute la population a été évacuée. Un moment fondateur.

52 Coexister

Quelle que soit leur religion, toutes les communautés ont appris à vivre ensemble.

54 Surianne, « la fille du sud »

Cette chanteuse du détroit s'inspire du pop-rock anglais et du flamenco pour interpréter son premier album.

Drôle de village

58 Serial Noceur

Gibraltar s'est imposé comme le Las Vegas européen des mariages.

60 Et la montagne accouche d'un building

Face au défi du manque de place, les projets d'extension sur la mer se multiplient.

66 Un choix sous omerta

L'avortement, interdit jusqu'en 2021, reste encore une démarche taboue.

68 La revanche des amateurs

Le championnat de football s'appuie sur les joueurs locaux, au détriment des étrangers, pour développer son équipe nationale.

L'ombre du Rocher

72 Parias du labeur

Environ 15 000 personnes traversent la frontière chaque jour. Une main-d'œuvre indispensable à la prospérité de Gibraltar.

76 Portfolio La Línea, miroir inversé

Ses rues colorées riment avec précarité. Une ville voisine, un autre monde.

87 Spanish connection

Affectée par le narcotrafic, la ville frontalière espagnole tente de combattre cette image de plaque tournante de la drogue.

90 Les reines désargentées

Ces femmes luttent contre les clichés, le machisme et la pauvreté. Portraits.

FUN FACTS



Jusqu'en 1929, la population de Gibraltar conduisait à gauche mais face aux accidents à la frontière, elle s'est alignée sur l'Europe



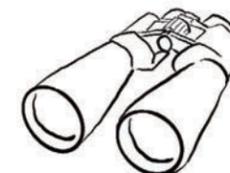
Il y a 250 personnes licenciées au club de cricket de la ville



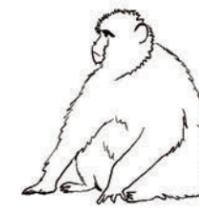
Sur les plaques d'immatriculation, il est inscrit GBZ : « Great Britain Zone »



John Lennon et Yoko Ono s'y sont mariés le 20 mars 1969



Depuis la pointe sud, on voit les côtes africaines, situées à 14 kilomètres



8 000 canidés et 200 singes peuplent le Rocher



Il pleut en moyenne six jours par mois en mars à Gibraltar, soit l'intégralité de notre séjour



L'interminable Brexit

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne plonge Gibraltar dans le flou. Les négociations n'en finissent plus, se crispent sans cesse autour des mêmes nœuds : le passage de la frontière espagnole et la fiscalité.

Les chaussures crissent sur les carreaux blancs du poste-frontière. Agglutinés dans l'entrée exigüe, les badauds tendent leurs papiers d'identité aux agentes et agents espagnols, puis britanniques. Un coup d'œil inattentif et les voilà passés du pays de Cervantes à celui de Shakespeare. Direction Main Street, pour faire tourner les bars, les restaurants, et les commerces. « Notre économie est dépendante de cette libre circulation. Chaque jour, près de 15 000 travailleurs traversent la frontière », amorce Paco Oliva, auteur du roman *Love letter to La Línea de la Concepción*. Penser au Brexit lui donne des sueurs froides. « En cas de "no deal", tous les passeports devront être vérifiés et tamponnés. Ce qui signifie entre deux et six heures de queue, tous les jours. Vous imaginez ? » Le gouvernement gibraltarien, lui, l'a envisagé. À la frontière, des portiques transparents ont été installés. « Ces bornes électriques accélèrent les contrôles d'identité », explique Joseph Garcia, ministre chargé du Brexit sur le Rocher. Dix appareils disposés en rang d'oignons suffiront-ils aux milliers de passages quotidiens ? « Probablement pas, reconnaît-il, mais la taille des postes-frontières n'est pas extensible. » Le gouvernement a mis à disposition de la population un livret de conseils à suivre en cas de mésentente avec l'Union européenne (UE). Sur la couverture du

fascicule, une inscription en lettres majuscules : « Get Ready » (Soyez prêt). Joseph Garcia l'affirme : « Nous devons prévoir à la fois un accord et un "no deal". »

Du retard dans les négociations

Voilà deux ans que Gibraltar se prépare : il a quitté l'UE en même temps que le Royaume-Uni, en janvier 2020, contre la volonté du peuple. Lors du référendum, 96 % avaient voté pour rester dans l'Union. À quelques minutes de la conclusion du Brexit, les gouvernements britannique et espagnol s'étaient alors coordonnés pour garantir le passage des personnes et des marchandises entre les deux régions. Cet accord, appelé « New Year's Eve agreement », court sur quatre ans. Depuis son instauration, les contrôles d'entrée par le port et l'aéroport de Gibraltar sont assurés par l'agence européenne des frontières, Frontex. L'Espagne a été désignée comme l'État membre responsable de veiller au respect des normes d'accès à l'espace Schengen. « En se basant sur ce premier cadre, nous continuons à réfléchir à notre future relation avec l'UE », ajoute le Monsieur Brexit de la péninsule. Les pourparlers ont repris en octobre 2021, lorsque la Commission européenne a obtenu l'aval du Conseil pour relancer les négociations avec le Royaume-Uni sur Gibraltar. « À l'origine, le

Le 10 septembre, jour du National Day, la population de Gibraltar commémore le référendum d'autodétermination de 1967. Ce jour-là, elle s'était prononcée à près de 100 % pour rester britannique.
© P.-P. Marcou/AFP

2016

23 juin. 52 % des Britanniques votent pour sortir de l'UE. À Gibraltar, 96 % disent « non » au Brexit.

2018

14 novembre. Un premier accord est trouvé avec l'UE. Il est rejeté trois fois par le Parlement britannique.

2019

17 octobre. Une nouvelle résolution est conclue entre Londres et l'UE.

2020

9 janvier. La Chambre des communes donne le feu vert.

2021

1^{er} janvier. Le Royaume-Uni quitte officiellement l'UE. Gibraltar fait l'objet d'un arrangement particulier, toujours en discussion.

Dans la résidence du gouverneur de Gibraltar, le portrait officiel de la reine rappelle la souveraineté britannique sur son territoire d'outre-mer.
© Ludvine Ducellier

traité était prévu pour Pâques 2022 », regrette à demi-mot Joseph Garcia. Et pour cause, l'agenda de l'UE s'est vu quelque peu chamboulé, « entre l'Irlande du Nord, le Covid-19, ou encore la guerre en Ukraine ». Le retard pèse sur la population. « Le gouvernement ne fait qu'annoncer le recul de l'échéance », accuse John, ancien professeur à la retraite, rencontré à la Garrison Library. Assis sur le rebord d'une table, il se désole de la situation : « Comment conclure un accord quand l'une des parties veut du blanc, l'autre du noir, et qu'il n'y a aucune nuance de gris entre les deux ? »

Schengen et harmonisation fiscale

Au total, sept cycles de négociations ont été menés par 18 fonctionnaires du Royaume-Uni et de Gibraltar à la Commission. Au cœur des discussions, la libre circulation des personnes. La frontière terrestre avec La Línea disparaîtrait au profit de contrôles effectués directement à l'aéroport et au port du Rocher par Frontex. « Et surtout aucun agent espagnol sur notre territoire », promet une source proche du pouvoir qui demande à rester anonyme. Difficile aussi d'accepter que l'Espagne soit l'État membre responsable des contrôles sur place, de la gestion des visas, des permis de séjour et des demandes d'asile.

L'harmonisation de la fiscalité de Gibraltar à celle de l'UE est l'autre enjeu crucial de ces pourparlers. « Le Rocher ne peut pas intégrer l'union douanière européenne telle quelle, car il n'applique pas de taxe sur la valeur ajoutée. Introduire cet impôt représenterait un énorme effort bureaucratique et un changement radical dans la vie économique de la région », prévient la même source anonyme. Des négociations sont en cours afin de mettre en place un système de taxation des marchandises aligné sur celui de l'Espagne, notamment sur l'alcool, le tabac et le carburant. Actuellement, un paquet de cigarettes de la marque Marlboro coûte environ 3,70 euros contre 5 euros en Espagne. « Cela effraie beaucoup les commerçants. Ils craignent de ne plus être assez compétitifs », précise le consul de France, Pierre Fayaud. L'objectif est d'endiguer la contrebande, et « d'atteindre un développement économique et social équilibré de la région », avance la Commission européenne.



« Nous devons prévoir à la fois un accord et un “no deal” »

possible. » L'UE souhaiterait que la Cour européenne puisse intervenir au Royaume-Uni et dans son exclave, et être saisie en cas de litige sur l'interprétation du droit de l'Union. Une proposition pour le moment décriée par Londres. En matière environnementale, l'instance européenne imposerait au Rocher le respect des conventions internationales sur la gestion des ballasts, de grands réservoirs équipant certains navires. Leur vidange s'effectue avec de l'eau de mer. Réalisée dans de mauvaises conditions, cette opération peut entraîner des perturbations environnementales (voir page 65).

Chambement des relations internationales

« Gibraltar est un poste militaire stratégique important, à la fois pour le Royaume-Uni et les États-Unis », analyse Javier Triay, avocat de l'exclave. Cette zone est envisagée comme un lieu de passage pour les sous-marins américains avec des escales temporaires pour le ravitaillement ou la maintenance (voir page 29). Peut-être est-ce la raison de l'attachement des Britanniques à leur péninsule ? « Londres ne soutiendra notre territoire que dans la mesure où cela sert ses intérêts. » Andrew Canessa, professeur d'anthropologie à l'Université d'Essex, abonde : « La plupart des Britanniques ne se soucient pas du tout de Gibraltar. » Depuis 2016, aucun locataire de Downing Street n'a fait le déplacement afin de rassurer le peuple gibraltarien.

« Paradoxalement, la relation avec l'Espagne n'a jamais été aussi bonne », songe Joseph Garcia. En 2018, le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy a laissé place à celui du social-démocrate Pedro Sánchez, « plus pragmatique, et intéressé par le développement d'une zone de prospérité partagée dans le Campo de Gibraltar ». Avec le retrait du Royaume-Uni, l'Espagne pèse davantage sur la scène européenne. Pourtant, le confetti britannique continue de se projeter dans l'ombre paternaliste du vieil empire. « Fini le droit de veto du Royaume-Uni à Bruxelles pour défendre le Rocher, constate Andrew Canessa. Les Gibraltariens ont toujours eu pour fantasme d'être secourus par la Royal Navy. Cela n'arrivera plus. » ▽

Camille Bigot et Carla Monaco

Janet Howitt, militante écologiste, s'inquiète, quant à elle, de l'impact du Brexit sur l'environnement.

« Les citoyens d'un pays membre peuvent faire appel à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pour tout problème juridique lié à la pêche, la pollution... À Gibraltar, ce n'est plus



Joseph Garcia, numéro deux du gouvernement, est en charge des négociations du Brexit. Il assure que les relations avec l'Espagne n'ont jamais été aussi bonnes. © Ludvine Ducellier

Irlande du Nord, l'autre « border » sensible

Une autre frontière existe entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE) : la ligne de séparation entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Une frontière quasi invisible depuis les accords de paix de 1998. Seul hic ? Le Brexit fait de nouveau craindre le rétablissement d'une frontière physique entre les deux Irlande, après trois décennies d'affrontements entre unionistes et républicains. Depuis janvier 2021, un protocole de l'UE maintient l'Irlande du Nord à la fois dans le marché commun européen et dans l'espace douanier britannique. Les contrôles des produits du Royaume-Uni ont été installés dans les ports nord-irlandais de Belfast, afin d'éviter la question sensible de la frontière. Mais le texte est toujours en discussion et Londres menace de suspendre unilatéralement les dispositions douanières post-Brexit spécifiques à l'Irlande du Nord. Depuis plus de quatre ans, le sort de la plus petite nation du Royaume demeure incertain.

LA FORTERESSE CONVOITÉE

*Dominant le détroit, Gibraltar aiguise les appétits.
Revendiqué par l'Espagne, menacé par le Brexit,
le territoire britannique demeure éminemment
stratégique.*



Fabian Picardo, gardien des clés

Ministre en chef depuis onze ans, il dirige la politique du territoire, fait taire oppositions et critiques. Face au Brexit, il entre dans la lumière.



Fabian Picardo a toujours eu cette fibre, l'âme d'un animal politique en plus. » Au pied du Rocher, il nous a parfois fallu faire preuve d'un solide acharnement, mais aussi d'un peu de chance, pour enquêter sur Fabian Raymond Picardo, 50 ans, le populaire ministre en chef de Gibraltar. Ces premiers mots, nous les avons obtenus à la terrasse d'un café, de la bouche d'un de ses amis d'enfance. Jon Santos, anthropologue et ancien directeur régional de Thomas Cook en Afrique et au Moyen-Orient, l'a côtoyé durant ses études en Angleterre. Au moment de cette rencontre fortuite, le ciel se couvrait, annonçant une tempête de sable venue du Sahara. En parallèle, toutes les portes du John Mackintosh Square, la place du Parlement, se refermaient devant nous, les unes après les autres. Dans cette péninsule secrète, il n'est pas commun, ni admis, de se prêter aux commentaires sur la gestion politique. Peter Montegriffò, chargé de la finance chez Hassans, principal cabinet d'affaires de Gibraltar, a épousé deux carrières. Avocat, puis ministre du Commerce et de l'Industrie à la fin des années 1990, il nous l'avait garanti quelques jours plus tôt : « *Personne ne vous parlera.* »

Il faut dire que l'heure n'est pas aux bavardages, dans la dernière ligne droite des négociations du Brexit. Nous parvenons tout de même à croiser Clive Golt, porte-parole du gouvernement, à la terrasse du café Latino's sur Main Street. Le seul restaurant, dit-on, à servir de la cuisine andalouse. En anglais, en espagnol et en llanito, il annonce la couleur. Les déclarations gouvernementales sont soumises à un protocole. Autrement dit, un mail, des questions écrites, un appel, mais peu de rencontres physiques. On redoute les dérapages.

Le journal local, le *Gibraltar Chronicle* nous apprend que Fabian Picardo est en déplacement à Londres pour échanger avec Liz Truss, ministre britannique des Affaires étrangères. Sur les photos, le cinquantenaire pose devant un drapeau gibraltarien, souvent sérieux, rasé de près, les cheveux grisonnants brossés en arrière et le costume cintré impeccable. La carrure d'un bon vivant et le ventre bedonnant. L'accord sur le Brexit semble compromis et un échec des négociations frapperait un sérieux coup au territoire britannique et à sa main d'œuvre transfrontalière. Fabian Picardo se retrouve au cœur des pourparlers entre Madrid et Londres. Un jeu d'influences duquel il pourrait ressortir en grand vainqueur en cas d'accord.

Comme d'autres personnages de la vie publique gibraltarienne, Fabian Picardo a exercé une brillante carrière d'avocat. Sa mère, Magda, fut l'assistante personnelle de Sir Joshua Hassan, premier

ministre en chef de l'histoire de Gibraltar et fondateur du plus influent cabinet d'affaires de la localité. Selon la rumeur, sa vocation est née à l'âge de 13 ans, alors qu'il visitait les bureaux du héros national. Avec un père employé au ministère de la Défense, Fabian Picardo a été élevé à la bonne école. Grâce à une bourse d'études offerte par Gibraltar en 1988, il a été formé à l'Oriel College d'Oxford.

Le fils prodige

Il a ensuite rejoint en 2003 le Parti travailliste socialiste de Gibraltar (GSLP), a été élu député la même année, avant de devenir ministre en chef en 2011. Sa femme, Justine Olivero, avec qui il a trois enfants, a rejoint le cabinet Hassans. Fabian Picardo possède une maison en Espagne dans la charmante et luxueuse ville de Sotogrande, située à 25 kilomètres de la frontière. On raconte qu'il aime passer ses week-ends dans cette ville côtière à la

jolie marina et au green de golf impeccable.

Réélu pour deux nouveaux mandats, en 2015 et en 2019, Fabian Picardo, Gibraltarien de naissance, a acquis une solide image d'enfant prodige. Il a offert au Rocher deux nouvelles écoles, une université, une nouvelle banque et une marina large de 700 places. Il a également permis à sa population d'être la première nation à se faire entièrement

« Il a offert au Rocher deux nouvelles écoles, une université, une nouvelle banque et une marina large de 700 places »

vacciner, s'offrant même la diplomatie de fournir des doses de vaccins au voisin espagnol dans un contexte de tensions diplomatiques. Un porte-parole du gouvernement abonde : « *Fabian Picardo a, bien sûr, cette idée d'autodétermination. Quand on discute avec la population, les gens disent qu'il est celui qui leur permettrait de rester gibraltariens.* »

Le sens de la proximité est l'une de ses « *forces* » pour Jon Santos, même au moment où l'accord du Brexit se fait attendre. « *On sait que Picardo fait son possible. Même si on peut ne pas être optimiste, les gens se doutent que tout est mis en œuvre pour obtenir un accord profitable aux siens. Je n'ai même plus le temps de le voir autour d'un verre de vin* », glisse-t-il en souriant. Son ministre du Business, Vijay Daryanani, est de son côté encore plus dithyrambique, évoquant « *un homme d'État d'un calibre différent* », que les gens « *arrêtent dans la rue pour le saluer et le remercier. Il est capable de diriger de plus grands pays. Voilà à quel point il est bon. C'est un vrai leader. Il entrera dans l'histoire* », assure-t-il.

Ses ministres ne sont pas les seuls à encenser la gestion picardienne quand nous les questionnons à ce sujet. Un avocat et journaliste proche du gouvernement vante la chance du territoire britannique d'avoir un homme politique comme lui, « *capable de*

parler d'égal à égal avec Boris Johnson ou Pedro Sánchez», tout en étant « responsable d'une ville de 34 000 habitants. C'est une gamme et un répertoire assez large ».

Une communication verrouillée

Mais il faut se méfier des statues. Derrière sa représentation lisse et exemplaire, une communication fermée, à la limite de la paranoïa, d'un ministre qui cherche à polir son image jusqu'à l'obsession.

En 2018, un petit scandale a fendu l'image. Le 8 mai 2018, GBC, la chaîne de télévision locale rapporte qu'un résident de Gibraltar a été contraint de publier des excuses sur Facebook après avoir formulé des critiques à l'encontre de Fabian Picardo. Sur le réseau social, il « reconnaissait

que sa déclaration était diffamatoire et fautive, et qu'il regrettait les dommages causés au ministre en chef et à sa famille » pour des « allégations très graves et infondées d'abus de pouvoir et de corruption », décrivait le média local. Il lui avait été offert la possibilité de se rétracter et de s'excuser au lieu de s'exposer à une action en justice, ce que cet habitant a fait.

En 2021, Keith Azopardi, chef de file du GSD, parti social-démocrate d'opposition et ancien membre du gouvernement, dénonçait le procédé, utilisé selon lui à plusieurs reprises pour « faire taire les récalcitrants en usant de procédés légaux ». À titre d'exemple, un employé de Gibelec, le fournisseur d'électricité public, avait été mis à pied pour avoir accusé Fabian Picardo de « jeter les travailleurs sous le bus » sur Twitter. Le salarié – qui refuse de divulguer son identité – avait été soutenu par le syndicat Unite the Union puis réaffecté à son poste. Lui aussi avait dû formuler des excuses. « Les gens ont peur d'exprimer leurs critiques de crainte d'être bombardés de lettres et de menaces juridiques. Cela étouffe le débat et dilue la responsabilité publique », écrivait Marlene Hassan Nahon, cheffe du parti Together Gibraltar, dans un manifeste publié en 2019 sur le site de la formation politique. Même l'opposition se referme face à nos prises de contact. L'heure pourrait être à l'union nationale. Au moment où se joue l'avenir du territoire, l'omerta semble de mise. Gino Sanguinetti, directeur de la Fine Arts Gallery et fonctionnaire au ministère de la Culture, est l'un des rares à s'élever pour regretter un « manque d'opposition politique du moment ».

À défaut d'avoir pu interroger le principal intéressé, Fabian Picardo, nous avons fini par retrouver certaines de ses déclarations publiques, dont ces mots glissés à *El País* en janvier 2021,



En 2016, Fabian Picardo prononce un discours lors du National Day à Casemates Square. ©J.Guerrero/AFP

preuve de son engagement pour ses compatriotes : « Je continuerai à défendre ce qui est important pour Gibraltar avec la même ténacité. Je suis une personne qui, lorsqu'elle est stressée, mange plus. J'espère au moins finir cette période avec le même poids. » D'ici là, il aura peut-être retrouvé le temps de savourer un verre de vin sur Main Street avec son collègue de fac. ▀

Tom Masson et Océane Provin

« Les gens ont peur d'exprimer leurs critiques de crainte d'être bombardés de lettres et de menaces juridiques »

Tarmac trafic



La frontière entre Gibraltar et l'Espagne est l'une des plus petites au monde avec 1,2 kilomètre. © Lucile Bihannic

Après la frontière, la piste d'atterrissage de l'aéroport est un passage obligé. Des milliers de personnes la traversent chaque jour pour rejoindre le centre-ville.

L'alarme retentit. Trois salves sonores. Sur le trottoir, comme sur la route, le feu tourne au rouge. L'accès au tarmac est bouclé. Un avion décolle dans quelques minutes. Gros 4x4, scooters, trottinettes électriques, piétons et piétonnes s'impatientent.

À Gibraltar, la seule route depuis le continent passe par la piste de l'aéroport. Insolite, mais peu pratique en cas de fortes affluences. La traversée marque la frontière avec l'Espagne. Unique en Europe. De chaque côté, une lourde chaîne pointue en métal fait office de herse, raclée sur le sol par un douanier nonchalant.

Deux compagnies aériennes, Easy-jet et British Airways, affichent quelque 5 000 vols par an – exclusivement en direction du Royaume-Uni – pour plus de 11 millions d'allées et venues par la route. Les bouchons apparaissent en fin de journée, au moment où les travailleurs et travailleuses regagnent leur domicile. « Huit heures d'attente, ça reste le record », soupire Begoña, la cinquantaine, employée à la station-service Cepsa.

Le projet d'un large tunnel sous la piste est envisagé depuis 2008 par le gouvernement de la citadelle pour éviter de bloquer la circulation à l'arrivée des avions. « Cela nous faci-

literait la vie », approuve Miguel, frontalier de 57 ans. Il entend cette annonce depuis qu'il est enfant. En 1939, les presque deux kilomètres de goudron servaient d'aire d'atterrissage d'urgence pour la Royal Navy. L'aéroport est toujours utilisé par l'armée britannique. Réacteurs encore vibrants, un mastodonte anthracite estampillé Royal Air Force se pose au sol – entre un charter Easy-jet et un jet privé – devant les yeux intrigués ou fatigués. Bruit de chaîne qu'on déplace. Alarme rapide. Barrières qui s'ouvrent. Et la horde se déverse sur le tarmac. ▀

Lucile Bihannic



Les infrastructures ont été rénovées par le gouvernement en 2012 pour 85 millions d'euros. Le terminal a été agrandi pour atteindre 16 900 mètres carrés.

© Lucile Bihannic



Le matin, les travailleurs et travailleuses arrivent à passer en évitant les avions. Le soir, la sortie est plus aléatoire. Et les bouchons quotidiens. © Emma Rodot



Les contestataires prennent d'assaut la place de l'hôtel de ville dans l'après-midi, comme le montre cette photo parue dans le Gibraltar Post du lundi 8 avril 1968.
© Gibraltar National Archives of HM Government of Gibraltar

6 avril 1968

Britanniques au prix du chaos

Un projet d'accord avec l'Espagne conduit à une journée d'émeutes d'une violence inédite. La population se révolte pour défendre son identité britannique. Un mois après, le général Franco ferme progressivement la frontière. Pour dix-sept ans.



La foule enfonce la porte d'entrée. Je monte à l'étage pour protéger la famille car des projectiles brisent les fenêtres », raconte d'une voix rocailleuse Christopher Finch, âgé de 20 ans en 1968 et policier en service lors des émeutes. À l'étage se trouve Javier

Triay, 6 ans à l'époque : « Des agents entrent dans notre appartement et déplacent tous les meubles vers notre porte d'entrée. Je panique. On me dit de rester dans une pièce et bien sûr je ne le fais pas. Je vais dans ma chambre, je regarde par la fenêtre, qui donne sur Irish Town. La rue est pleine de gens qui hurlent, certains brandissent même des torches allumées. » L'habitation et le bateau des Triay sont incendiés. Une nuit et une journée de violences, au cours desquelles les forces de police procèdent à 35 arrestations. Du jamais vu sur ce confetti méditerranéen d'ordinaire si tranquille.

Cinquante-quatre ans plus tard, l'avocat rejoue exceptionnellement la scène, assis dans un bureau du cabinet qui porte le nom de sa famille, sur Irish Town, où il mène sa carrière. Le même cabinet vandalisé avec la maison en 1968. Son père aussi était avocat. Il dirigeait le mouvement des Doves, ces notables qui avaient secrètement entamé des pourparlers avec l'Espagne sur l'appartenance de Gibraltar. Avant de s'adresser au peuple dans la presse et déclencher l'embrassement.

Le 1^{er} avril 1968, ils publient, dans le *Gibraltar Chronicle*, une lettre pour ouvrir la voie à un dialogue avec le gouvernement espagnol, qui réclame alors la souveraineté du Rocher. Sujet tabou. « Nous sommes de plus en plus à Gibraltar à être convaincus que la seule solution réside dans un accord négocié tant avec les Britanniques qu'avec les Espagnols », écrivent-ils. Ils paraissent pourtant bien isolés. Sept mois plus tôt, 99,6 % de l'électorat gibraltarien avait voté pour rester britannique. Seuls 44 votes s'étaient exprimés pour la souveraineté espagnole sur plus de 12 000 bulletins. « Et le jour d'après, il y avait une annonce dans le *Chronicle*. "À vendre, 44 valises" », glisse l'historien Richard Garcia. Débat tranché.

Brexit sans frontière

À la suite du sentiment massif anti-espagnol mis au jour durant les émeutes, Franco se retrouve dans l'impasse diplomatique. Un mois après, le 6 mai 1968, il verrouille la frontière. Elle sera définitivement fermée l'année suivante. « Absolument personne ne s'y attendait », témoigne Walter, septuagénaire né à Gibraltar. La main-d'œuvre transfrontalière composée de 7 000 travailleurs et travailleuses s'est retrouvée coincée. « La plupart des femmes de Gibraltar n'avaient jamais travaillé. Elles ont été obligées de prendre les emplois des Espagnols. Ma mère a commencé à nettoyer les casseroles de soupe à l'hôpital », abonde-t-il.

« Ceux qui avaient de la famille en Espagne devaient traverser en bateau par Tanger, se faire vacciner contre le choléra, puis rejoindre Algésiras. Sinon, ils allaient à la frontière où il y avait cent mètres de distance pour crier les nouvelles à leur famille »,

« Ceux qui avaient de la famille en Espagne devaient traverser en bateau par Tanger »

mime John, croisé aux archives de la Garrison Library dans le centre historique. Qu'importe le cours de la vie, tant que Gibraltar reste britannique. « Le gouvernement espagnol a commis une curieuse erreur, opine l'ancien policier Christopher Finch. En fermant la frontière, il a renforcé le sentiment d'identité des Gibraltariens. »

Avec le Brexit, la scène semble se rejouer aujourd'hui. Si l'exclave britannique veut garder le lien avec l'Europe et rester fidèle à son vote contre la sortie de l'Union, elle est désormais contrainte de trouver un accord avec sa voisine ibérique. Et voilà que les Triay, longtemps « dépeints comme des traîtres », se retrouvent face à une étonnante résurgence de l'histoire.

La mémoire à vif, assis sous les portraits de ses aïeux avocats, Javier Triay comprend que l'époque a joué contre sa famille. « Ce que les gouvernements veulent maintenant, c'est ce que mon père essayait de leur offrir dans les années 1960 », explique-t-il avec rancune. Mais pas question de s'exposer de nouveau à l'opinion publique pour une famille qui, de génération en génération, jure détester la politique. ▲

Camille Bigot et Maxime Giraudeau



Javier Triay a repris le cabinet d'avocats fondé par ses aïeux en 1905, en photo derrière lui.
© Maxime Giraudeau

L'immigration, quand ça arrange

En dépit de sa position stratégique dans le détroit, Gibraltar n'est pas une terre d'accueil pour les migrantes et les migrants. Pourtant en 1969, le territoire ouvrait ses portes à la main-d'œuvre marocaine.



La plupart des femmes et des hommes migrants, venus d'Afrique, arrivent dans les eaux territoriales espagnoles, en quête d'une meilleure vie en Europe. © Salvamento Marítimo

41 945

personnes migrantes en provenance du continent africain sont arrivées sans papiers sur le territoire espagnol en 2021, selon le ministère de l'Intérieur

Du haut de son rocher, le gouvernement gibraltarien semble loin de la catastrophe humanitaire qui se déroule chaque année sous ses yeux. En 2021, l'ONG espagnole Caminando Fronteras, défenseuse des droits des personnes migrantes, a déploré 4 400 décès ou disparitions lors de la traversée du détroit jusqu'à l'Espagne. Deux fois plus que l'année précédente, marquée par la crise sanitaire. Ces chiffres glaçants ne semblent pourtant pas émouvoir la péninsule britannique. Mais le gouvernement a peu de raisons de s'inquiéter : rares sont les migrantes et les migrants qui souhaitent s'établir à Gibraltar, ou même y faire escale. La nécessité de franchir une double frontière, britannique puis espagnole, constitue un obstacle pour les individus qui aspirent au nord de l'Europe. « Après avoir dérivé, ils finissent par arriver sur notre côte sans le faire exprès », explique Francis Borastero-Porter, avocat gibraltarien spécialisé dans l'immigration illégale.

La sévère politique migratoire du Rocher n'encourage pas cette prise de risque. « Pour eux, il n'y a pas de place. Le territoire est trop petit », ajoute cet ancien policier qui a troqué l'uniforme pour la robe. Après leur arrestation et leur audience devant le tribunal, les personnes migrantes sont placées en prison. « Il n'y a pas de centre pour les accueillir ici », affirme Ali Doussi, voix rauque, président de l'association des Marocains à Gibraltar. Le gouvernement se défait en disant qu'il n'y a pas assez d'espace pour en construire un. Ce ne sont pas des criminels, la prison n'est pas leur place. »

La forteresse n'a pas toujours adopté cette attitude musclée envers le destin des migrants. En 1969, face à la fermeture de la frontière décidée par Franco, l'exclave leur a ouvert les bras. Par opportunisme, Gibraltar souhaitait accueillir des ouvriers venus des quatre coins du monde : Portugal, Malte, Jamaïque, Maroc... Il fallait remplacer, au pas de course, les emplois transfrontaliers espagnols. « En 1969, 1 500 Marocains se sont bousculés à l'entrée du seul port de la péninsule », relate Michael Netto, syndicaliste de Unite The Union à la retraite, qui connaît bien ce bout d'histoire.

Dans le local de l'association des Marocains à Gibraltar, orné de mosaïques, Ali Doussi précise : « Ils ne parlaient pas un seul mot d'espagnol. Ils débarquaient par bateau, sans rien. » Ses parents lui ont raconté la traversée, car lui n'avait pas le droit de les rejoindre. « Puisque je suis né au Maroc, je ne pouvais pas étudier à Gibraltar. » Séparé de sa famille, Ali les retrouve en 1977, comme boucher. Un métier éloigné de son domaine d'études, le commerce, mais la seule façon pour lui d'obtenir un permis de travail, synonyme de porte d'entrée dans la citadelle.

« C'était toujours mieux qu'au Maroc »

Mohammed, ancien ouvrier de 68 ans au corps éprouvé par des années d'efforts, entre à son tour dans le local. Il fait partie de la deuxième vague des 5 500 Marocains arrivés dans les années 1970 sur le Rocher. Discret habitant de la péninsule depuis un demi-siècle, il se rappelle être arrivé en 1974 avec son frère. Avec pour seuls viatiques ses mains pour travailler et « l'aide de Dieu ». Très vite, l'homme se retrouve maçon, presque par hasard. « J'ai construit le local dans lequel nous sommes », ironise-t-il.

À l'époque, il partageait une chambre privée avec son frère. Une situation rare, car la majorité des ouvriers dormaient entassés à cinquante dans des dortoirs à Casemates, dans le quartier de Main Street. Les conditions de travail étaient difficiles : grandes amplitudes horaires, faibles salaires. « C'était toujours mieux qu'au Maroc », résume ce taiseux.

Mohammed n'a jamais ressenti de racisme. L'accueil de la population gibraltarienne, narre-t-il, fut « cordial ». Mais les lois de l'époque étaient très sévères. Dans les an-

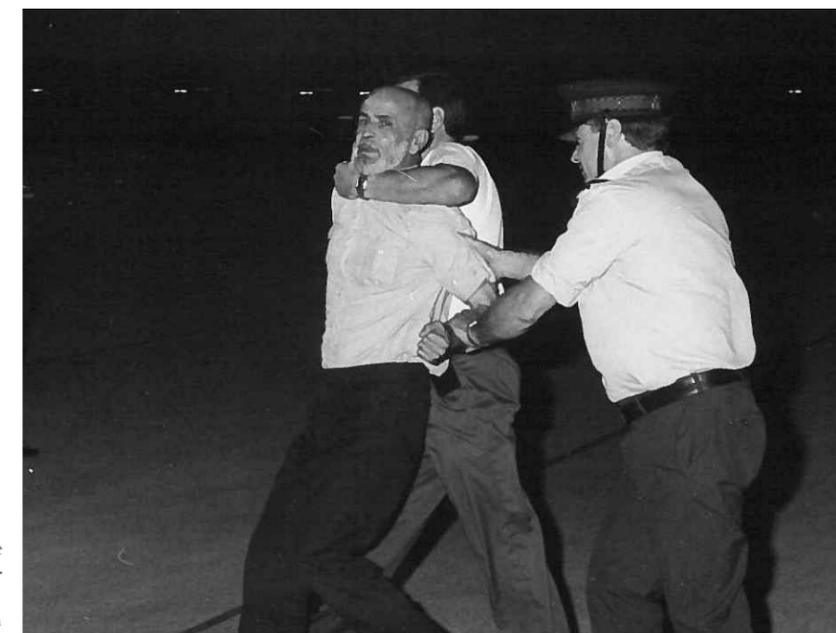
Régulièrement, les travailleurs marocains organisaient des sit-in sur la piste de l'aéroport de Gibraltar pour empêcher le renvoi de leurs femmes enceintes.

© Archives de Unite the Union

« Pour Gibraltar, il n'y a pas de place. Le territoire est trop petit »



Dans les années 1970, la majorité des ouvriers marocains étaient logés à Casemates Square, dans des conditions précaires. © Archives de Unite the Union



Entre
800
et 1 700
euros

C'est le prix
à payer pour traverser
illégalement le détroit,
selon l'Organisation
internationale
pour les migrations

nées 1970-80, la police traquait les Marocaines au ventre rond. « S'ils apprenaient que l'une d'elles était enceinte, on la renvoyait dans l'avion direction Rabat », précise Ali Doussi. Les enfants nés de deux parents marocains sur la péninsule subissaient le même sort.

Devenir Britannique, une première victoire

Plus de cinquante ans plus tard, la moitié de ces travailleurs sont repartis, 3 500 vivent encore sur le petit territoire. Parmi eux, 98 % ont reçu la nationalité britannique. Une victoire obtenue de haute lutte. « Il a fallu attendre 2011 et l'arrivée de Fabian Picardo au pouvoir afin d'observer les premières naturalisations », souffle Ali Doussi.

La procédure cache, malgré tout, une réalité difficile. « Ils ne pensaient pas faire leur vie ici, regrette le directeur de l'association. Ils n'ont pas épargné ou pensé à acheter des biens immobiliers. » Beaucoup vivent encore dans des logements insalubres à l'âge de 60, 70 ans. L'arrivée tardive de leur dossier dans la liste d'attente gouvernementale d'accès au logement constitue une autre discrimination.

Dans le bar Jury's, au cœur de la presqu'île, Sumaya Achad, la fille de Mohammed, raconte sa jeunesse. Elle fait partie de la première génération de Gibraltariens et de Gibraltariennes nées de deux parents marocains. Ils sont 400 sur ce bout de terre. À l'inverse de son père, elle a profité d'une vie normale, à l'abri de ce qu'elle qualifie, elle, de « racisme d'État ».

« Le racisme n'est jamais frontal, il est insidieux, comme en politique », précise Sumaya Achad, avocate dans le syndicat, qui ne se sent pas représentée. Sur les 17 parlementaires, personne n'est issu de la communauté du nord du Maghreb. Pourtant, celle-ci pèse pour 10 % de la population. « J'ai envie de créer mon propre mouvement politique afin de me battre », poursuit-elle. En attendant, la jeune femme de 26 ans soutient Marlene Hassan Nahon, leader du parti Together Gibraltar et par ailleurs fille de Joshua Hassan, ancien ministre en chef. « La seule qui nous regarde dans les yeux en nous disant, "vous comptez". »

Juliette Brossault et Raphaël Lardeur



Trempees et éprouvées par leur traversée, les personnes migrantes reçoivent des vêtements secs à leur arrivée. Imma, 29 ans, infirmière à la Croix-Rouge espagnole gère le stock. © Raphaël Lardeur

En Espagne, un reste de compassion

À quelques kilomètres de Gibraltar, immigrer n'est pas plus enviable. Mais davantage considéré. Des associations ou des organisations non-gouvernementales, comme la Croix-Rouge, en partie financée par l'Union européenne, s'évertuent à recueillir les personnes secourues en mer. Kits de rechange, nourriture, douche, espace médical... Tout est prévu dans le préfabriqué de l'ONG à quelques kilomètres de La Linea de la Concepción. Ce centre créé en 2018 peut accueillir jusqu'à 100 personnes. En attendant qu'elles soient prises en charge par les forces de police.

« Porter assistance »

Leur profil : « de type subsahariens, des hommes qui ont la vingtaine pour la plupart. Des femmes parfois et quelques mineurs », détaille Miguel Domingo, le porte-parole. Le centre tente d'effectuer une première identification, de cerner leur état psychologique – « la plupart arrive en état de choc, totalement désorientée » – mais l'objectif est surtout « de leur porter assistance ».

À Algésiras, une ville portuaire au sud de l'Andalousie, l'association Algeciras acoge accompagne les migrantes et les migrants dans leur nouvelle vie depuis 1991. « Nous avons pour objectif de les aider, de dénoncer l'inaction de l'Union européenne, ainsi que la violation des droits humains », affirme le président Jesús Mancilla, les coudes posés sur la table du rudimentaire local. Cours d'espagnol, aide administrative, lutte pour améliorer les conditions de détention... Une assistance menacée par la montée de l'extrême droite en Espagne.

Juliette Brossault et Raphaël Lardeur



Les grandes oreilles du détroit

Dans la rade, la base militaire sert de garage aux sous-marins britanniques et américains. © Emma Rodot

Toutes les puissances du monde circulent entre l'Atlantique et la Méditerranée. Depuis la péninsule, des systèmes de surveillance sont déployés au nom du renseignement militaire.

Février 2022. Quatre navires de guerre russes remontent le détroit de Gibraltar vers l'est. Quelques jours passent et la guerre éclate en Ukraine. « Gibraltar est la clé entre l'Atlantique et la Méditerranée. Il permet notamment l'accès à la mer Noire. Aujourd'hui, son importance s'est démultipliée », amorce Jesús Verdú Baeza, chercheur en droit international à l'université de Cadix (Espagne). Le bras de mer est agité. Les courants de l'Atlantique croisent ceux de la Méditerranée dans un couloir de 14 kilomètres, jusqu'à 900 mètres de profondeur, entre l'Afrique et l'Europe. Le passage constitue un verrou ouvert sur le Moyen-Orient. Une voie incontournable entre la Baltique et la mer Noire, première porte à franchir pour les navires du Kremlin en route vers l'Ukraine depuis la Sibérie. Près de 1 000 bateaux militaires, de tous les pavillons, l'empruntent chaque année. Pas moins de 110 000 cargos de commerce s'ajoutent au brassage. Sémaphore de Londres, lanterne de Washington, « Gibraltar n'est pas important pour Gibraltar », décrypte le journaliste espagnol

Luis Romero, ancien rédacteur en chef d'*Europa Sur*. *Ce qui importe, c'est son détroit.* » La péninsule a de tout temps été stratégique. Les Maures y ont bâti un château défensif. Les Britanniques ont accueilli des soldats et entreposé des armes dans les 55 kilomètres de tunnels calcaires.

Une partie d'échecs en sourdine

« Depuis le XVIII^e siècle, le détroit joue un rôle crucial, d'abord pour l'Espagne, puis pour le Royaume-Uni et les États-Unis. Son contrôle est toujours essentiel pour la sécurité de l'Occident », complète le professeur Jesús Verdú Baeza. Une partie de la population se souvient de la réquisition de la forteresse pendant la Seconde Guerre mondiale. On souffle qu'en cas de crise majeure, les frontières se fermeront de nouveau.

Pourtant, les infrastructures défensives paraissent moins visibles qu'à une certaine époque, noyées sous les commerces et les projets immobiliers. Seuls 300 Britanniques, Gibraltariennes et

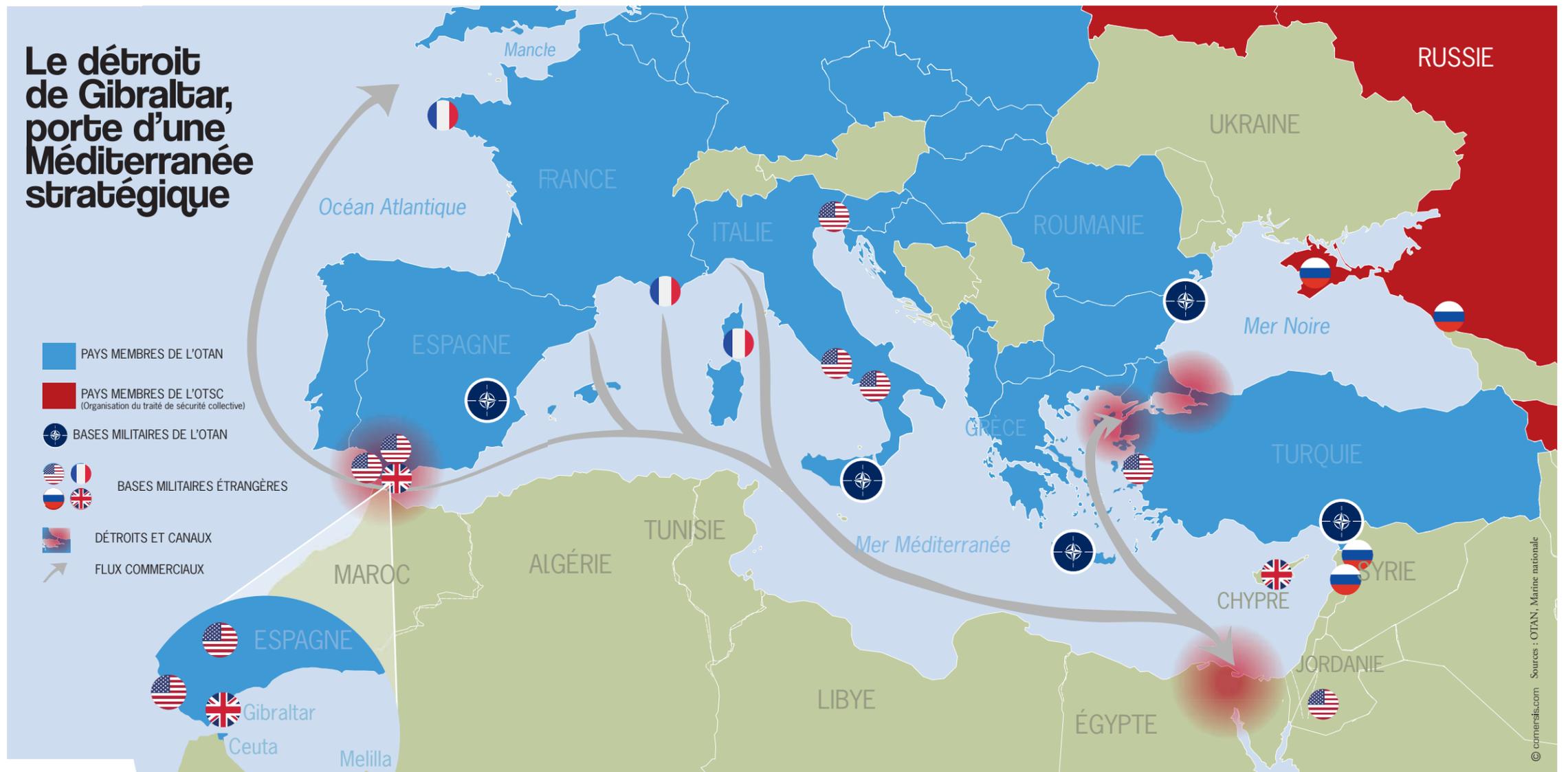
Gibraltariens travailleraient aujourd'hui pour les Royal Forces, Navy et Air Force sur le territoire. « *La présence militaire n'est plus ce qu'elle était, mais elle est toujours là* », remarque Andrew Canessa, anthropologue à l'université d'Essex (Royaume-Uni). La péninsule s'est récemment dotée d'un nouveau « *phare* » afin d'épier les pays voisins : un radar longue portée installé début mars 2022. Il détecte tous les objets volants dans un rayon de 185 kilomètres, du drone à l'avion de chasse. Au fond de l'eau, des câbles et des sonars louvoient parmi les roches, enfouis sous le sable. Aucune rotation d'hélice n'échappe à ces mouchards ultra performants. Gibraltar capte les ondes sonores étrangères, les enregistre, les analyse. Les armées britannique et américaine – qui disposeraient elles aussi d'installations de surveillance – scrutent les sous-marins russes. « *Le jeu habituel du Royaume-Uni et des États-Unis est d'obtenir des informations. Celui des Russes est d'éviter les systèmes de surveillance du détroit, de différentes manières* », analyse le chercheur Jesús Verdú Baeza. Les sous-marins du Kremlin s'accordent sur une parade pour brouiller les signaux : ils s'accrocheraient aux cargos pour ne faire qu'un aux yeux et aux oreilles des capteurs.

Base arrière pour l'arme nucléaire

Le Rocher dispose aussi d'une autre arme : sa rade de protection, ceignant le port. Celui-ci accueille de façon régulière des sous-marins de nationalité britannique et américaine. La base effectue des travaux de maintenance, recharge les engins subaquatiques en provisions, escales « *intermédiaires* » pour les sous-marins, entre deux missions. La rade constitue un lieu protégé au cœur d'un détroit stratégique. Seule pression : « *L'Espagne interdit à Gibraltar d'entreposer des armes nucléaires sur son territoire. Les sous-marins dotés de l'arme atomique – et non de la seule propulsion – restent, en principe, en dehors du port* », décrit le journaliste Luis Romero. Autre installation sous-marine, un tunnel logerait discrètement des engins alliés, sous la surface de la Méditerranée à l'est du sphinx de calcaire. La pointe ibérique garde bien ses secrets. Le Campo de Gibraltar, territoire le plus méridional de l'Andalousie, regroupe aussi des centres d'opérations. La pointe abrite une base de la marine américaine en Europe, à Rota (près de Cadix). Et, de l'autre côté du détroit, Madrid dispose de pions avancés à Ceuta et Melilla, exclaves espagnoles au Maroc. Le professeur Jesús Verdú Baeza souligne que le bassin est truffé d'agents du renseignement. Gibraltar, nid d'espionnes et d'espions ? « *Le passage est doublement transfrontalier avec l'Afrique du Nord. Il génère une dynamique et des confluences uniques en Europe. La présence d'agences et de services d'information est fascinante à cet égard. C'est un endroit clé pour obtenir des renseignements sur les narcos, les mafias qui contrôlent les flux migratoires, les marchandises et la lutte contre le terrorisme djihadiste.* » Bien placé, le petit caillou méditerranéen se mue en carrefour de l'espionnage planétaire. ▴

Maxime Dubernet de Boscq, Carla Monaco et Emma Rodot

Le détroit de Gibraltar, porte d'une Méditerranée stratégique



Le détroit est un triangle géostratégique clé pour le renseignement militaire, encore plus dans le nouvel ordre mondial dicté par la guerre en Ukraine. Lieu de contrôles face à l'Afrique, l'embouchure constitue un espace de cybersurveillance majeur pour le Royaume-Uni et les États-Unis. L'Espagne joue aussi un rôle majeur avec les enclaves stratégiques de Ceuta et de Melilla au Maroc.

Goulot ouvert

Impossible, en principe, de verrouiller le détroit de Gibraltar. Tous les sous-marins et les navires – même militaires – peuvent y circuler sans ingérence marocaine, espagnole ou britannique. Le passage eurafricain bénéficie d'un statut international depuis 1982, à l'inverse des détroits turcs du Bosphore et des Dardanelles. Le chef d'État Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs bloqué l'accès à la mer Noire aux pavillons russes au déclenchement de la guerre en Ukraine. Sauf à ceux retournant à leur port d'attache...

Menace dans l'air

Après une fuite radioactive dans le sous-marin nucléaire britannique *HMS Tireless* en mai 2000, un autre sous-marin percute un navire marchand dans la baie d'Algésiras le 20 juillet 2016. « *Il n'existe aucun protocole de coordination en cas d'accident nucléaire entre l'Espagne et le Royaume-Uni, entre l'Espagne et Gibraltar* », s'inquiète le chercheur Jesús Verdú Baeza. Le confetti distribue des pastilles d'iode aux habitants, à ingérer sur demande du gouvernement en cas de rejet radioactif. Aucun plan du même genre n'est prévu en Andalousie.

Serpent de mer

Depuis 1869, le projet de tunnel reliant le Maroc à Gibraltar revient sur la table des négociations, au bon vouloir des relations entre le Maroc et l'Espagne. Le dernier en date : un tunnel sous-marin ferroviaire de 28 kilomètres sous le détroit, dans une galerie creusée à 300 mètres de profondeur. Les personnes opposées à cette initiative pointent du doigt son coût exorbitant, estimé à cinq milliards d'euros.



LE PHARE DE LA FORTUNE

*Au paradis des affaires, gouvernance rime avec finance.
Et fiscalité avec prospérité. Bienvenue dans un système
où l'entre-soi fait loi.*



Le bâtiment du plus grand cabinet, Hassans (à l'arrière-plan), jouxte la mairie.
© Maxime Asseo

Le règne des « barristocrates »

Depuis 1996, Gibraltar est dirigé par des avocats d'affaires. Primauté des finances, gestion entrepreneuriale et endogamie sont dénoncées par les groupes d'opposition.

On compte 39 avocates et avocats par kilomètre carré à Gibraltar. En France, cette proportion s'élève à 0,12. La grande majorité des 264 personnes inscrites au barreau officie dans le droit des affaires. Au pays des finances, la profession, regroupant l'essentiel des cerveaux locaux, est qualifiée en interne « d'éminence grise ». Une élite politico-économique, formée à Oxford ou à Londres, bien insérée dans la vie publique. Sur les 13 ministres en poste, sept portent la robe noire de « barrister ». Depuis l'élection du dirigeant social-démocrate Peter Caruana, en 1996, le poste de ministre en chef demeure réservé à des avocats d'affaires. Partenaire chez Triay & Triay, un des cabinets les plus puissants du Rocher, il a été battu aux élections générales de 2011 par l'actuel chef du gouvernement, le travailliste Fabian Picardo. Il a bâti sa carrière chez Hassans, la plus grande firme du territoire. Avant eux, Sir Joshua Hassan, héros national et fondateur de l'entreprise légaliste avait occupé la fonction, entre 1964 et 1969 puis de 1972 à 1987. Le cabinet est implanté dans une imposante tour blanche du quartier neuf de Midtown. Il abrite au quotidien 90 spécialistes du droit. L'équipe fait la réputation de l'institution, voguant entre l'immense hall marbré et les baies vitrées du Madison Building. Sur le registre du barreau, les mêmes patronymes reviennent sans cesse : Triay, Hassan, Caruana, Feetham, Isola... Les grandes familles de l'exclave se reproduisent dans une forme « d'inceste politique, mou et sans réelle opposition », critique un proche du gouvernement qui préfère rester anonyme. L'endogamie et la cooptation sont la règle. « Je pense qu'être avocat est devenu contagieux au niveau local, tempère Levi Attias, juriste chez Attias & Levy. En psychologie, on appelle cela le "principe de familiarité". »

Seul à souffler des vents contraires, le parti de gauche Together Gibraltar dénonçait en 2019 une « barristocratie », qu'il définit comme « une forme de gouvernement dans laquelle le pouvoir est détenu par une oligarchie de cabinets d'avocats et d'élites monopolisant les opportunités ». Le groupement progressiste, doté d'un unique siège au Parlement, pointait aussi les failles et le manque de diversité sociale d'une gouvernance faite par et pour les « corporate lawyers » (« avocats d'affaires » en français). « Un plus large éventail de milieux, d'opinions et d'expériences au Parlement permettrait à des personnes d'horizons différents de contribuer aux débats plutôt que d'avoir des avocats et encore des avocats », suggère Levi Attias.

« Notre modèle économique actuel profite clairement aux cabinets d'affaires, pouvait-on lire dans le manifeste de Together Gibraltar en 2019. Un simple coup d'œil aux services fournis, qui constituent la majorité de notre produit économique, devrait suffire à brosser le tableau. » Plus récemment, en mars 2022, Marlene Hassan Nahon, cheffe du parti, a ravivé les braises. Fille de Sir Joshua Hassan, l'historienne de 46 ans a toujours navigué dans les cercles du pouvoir, poursuivant l'héritage de son père, militant pour les droits civiques. Dans un billet de blog, relayé dans un tweet le 15 mars dernier, elle a exigé la transparence la plus totale du gouvernement quant aux sanctions appliquées aux oligarques russes. Profitant du sujet d'actualité, ses critiques se sont ensuite portées sur l'ensemble d'un système économique, qu'elle considère dépassé et trop fragile pour affronter la marche du monde. « Pendant longtemps, le modèle offshore à faible taux d'imposition a apporté une grande richesse dans les caisses de notre gouvernement, a-t-elle admis. Mais les choses ne sont plus ce qu'elles étaient. » La parlementaire ne mâche pas ses mots pour dénoncer un fonctionnement, selon elle, criblé de « clientélisme, népotisme » et de « corruption ».

Un discours jugé irresponsable et fustigé par un représentant de l'establishment gibraltarien : « *Il arrive à Together Gibraltar de remettre en question l'ensemble de notre modèle économique, sans prendre en compte les énormes efforts fournis au cours des quinze dernières années pour demeurer une juridiction à faible imposition, en pleine conformité avec les normes de transparence. Il est très dangereux de parler ainsi. La moitié de la population dépend de cette économie.* »

Stratégie payante

Le gouvernement assume sa stratégie. Les grands cabinets fréquentés par la classe politique se spécialisent dans des « *travaux transactionnels utilisant des structures basées à Gibraltar* ». Le territoire a connu un long historique de sociétés offshore. Le procédé de re-localisation reste tout à fait légal. Le cabinet Hassans, par exemple, affirme sur son site Internet être « *capable de monter des structures sur-mesure pour les clients privés en créant des trusts et des sociétés à l'intérieur et à l'extérieur de Gibraltar* ». Une loi appliquée depuis 1996¹ permet de domicilier son entreprise sur le territoire, si un ou une secrétaire désignée y réside. Il suffit d'une inscription au registre du commerce et d'une boîte aux lettres louée à une entreprise locale. Gibraltar offre un taux d'imposition sur les sociétés de 12,5 %. Un des plus bas d'Europe (20,6 % en moyenne dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, OCDE). Les intérêts des entreprises ne sont pas imposables et il n'y a pas de TVA. En 2013, le confetti comptait déjà 18 000 firmes enregistrées pour un peu plus de 30 000 habitantes et habitants. Depuis, les chiffres officiels se font discrets. Contacté par *Visó*, le bureau des statistiques nationales de Gibraltar confirme qu'il ne « *publie pas de données sur le nombre de compagnies enregistrées sur le territoire* ». Les avantages fiscaux de l'exclave britannique lui ont permis d'atteindre une croissance de 4,5 % en 2019. En France, elle était de 1,5 %.

Le territoire est parvenu à ne plus figurer sur les catalogues de juridictions non coopératives de l'Union européenne ou de l'OCDE. Pendant vingt ans, il est malgré tout resté sur la liste des paradis fiscaux établie par l'Espagne. Il en est sorti en mars 2021 après la signature d'un traité de coopération, obligeant le Rocher à décourager l'évasion fiscale venue d'Espagne. Le futur accord autour du Brexit pourra renforcer le rôle de paradis des finances de Gibraltar ou, au contraire, lui nuire. Les avocates et avocats ajustent leurs plaidoiries dans l'arène politique. ▴

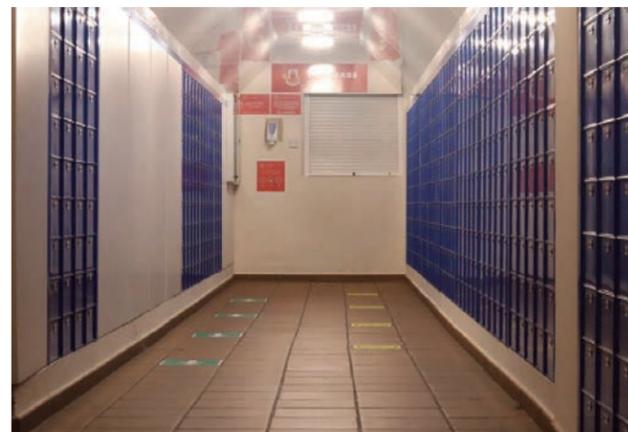
Tom Masson et Océane Provin

¹La loi de régulation des sociétés de 1996 précise : « Une société domiciliée en dehors de Gibraltar et domiciliée dans un État concerné peut, si sa constitution et la loi applicable dans la juridiction où elle a été constituée l'autorisent, demander à établir son domicile à Gibraltar. »

« *Le pouvoir est détenu par une oligarchie de cabinets d'avocats et d'élites* »

Qu'est-ce qu'un paradis fiscal ?

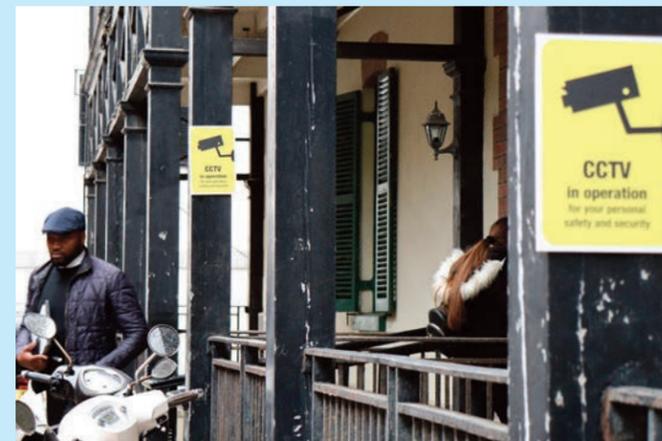
Communément, un paradis fiscal se définit comme un pays ou un territoire proposant des fiscalités très faibles, voire inexistantes. Les taux d'imposition sont jugés plus bas et beaucoup plus attractifs en comparaison de ceux pratiqués dans les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le degré de transparence et d'opacité, sur les informations livrées par les banques ou les entreprises situées dans ces territoires sont aussi un critère important. C'est ce qui permet de distinguer un paradis fiscal d'un paradis financier. Dans l'imaginaire collectif, Gibraltar semble conserver cette image bien ancrée de paradis fiscal. Pourtant, le territoire britannique ne figure plus sur les catalogues de juridictions non coopératives de l'Union européenne ou de l'OCDE depuis mars 2021. Ce n'est pas le cas d'autres territoires ou pays, comme les Fidji, Guam, Samoa ou encore et surtout le Panama, pays d'Amérique centrale au cœur du scandale des révélations des Panama Papers. Cette affaire désigne la fuite de plus de 11,5 millions de documents confidentiels détaillant des informations sur plus de 214 000 sociétés offshore ainsi que les noms de leurs actionnaires. La liste des paradis fiscaux reste mouvante. Il y a un an, à l'image de Gibraltar, Anguilla, la Dominique et les Seychelles ont aussi pu sortir de la liste noire des paradis fiscaux de l'Union européenne, en contrepartie d'engagements pris pour répondre aux demandes de transparence de l'UE.



Des milliers d'entreprises sont domiciliées à Gibraltar. La plupart n'ont pas de bureaux mais juste une boîte aux lettres. © Julie Malfoy

« Big hermano » is watching you

Accrochées aux panneaux de signalisation, fixées aux arbres et au-dessus des toilettes publiques, des centaines de caméras de surveillance surplombent la ville.



Des caméras de surveillance se logent jusque dans l'intimité de la nef de la cathédrale de la Sainte-Trinité, entre l'orgue et l'autel. © Emma Rodot



Le long des bâtiments, au-dessus des passants, des panneaux jaunes « CCTV in operation » préviennent : vous êtes observés, « pour votre sécurité personnelle ».

Surveillance 24/24, difficile d'échapper à l'anonymat. 73 « CCTV » (de l'anglais closed-circuit television) sont déployées par la Royal Gibraltar Police sur les 6,8 kilomètres carrés du territoire. Soit un œil pour 466 habitantes et habitants, sans chiffrer les incalculables dispositifs privés et gouvernementaux. Depuis les falaises, les caméras contemplant la ville comme des aigles. Idem à la frontière. Diffusion en direct sur internet. Selon Joshua Marrache, guide à l'office de tourisme : « *Ici, tout le monde garde l'œil ouvert. Historiquement, c'est une manière de se protéger, de rester solidaire face aux menaces, à l'ennemi commun.* » Comprenez l'Espagne. ▴

Carla Monaco et Emma Rodot

Le Rocher a la cote

Malgré des avantages fiscaux et une réputation qui font sa force, le secteur des jeux d'argent en ligne s'inquiète des répercussions du Brexit.



Les jeux d'argent en ligne sont la première source de revenus à Gibraltar. © Julie Malfroy

Dans ces 55 kilomètres de galeries creusées dans la roche, clignotent et scintillent des ordinateurs connectés au monde entier : c'est le trésor caché de Gibraltar. Ces immenses serveurs voient transiter une grande part des mises des paris et jeux d'argent en ligne. Ils sont la première source de revenus du territoire britannique. On y compte une trentaine d'entreprises et près de 3 500 personnes salariées, rien que pour ce secteur qui représente plus de 25 % de son PIB.

Dès le début des années 1990, à une époque où les paris étaient encore pris par téléphone, Gibraltar s'est imposé comme la capitale des jeux d'argent en Europe. Les bookmakers et bookmakeuses anglaises avaient décidé de poser leurs valises à Gibraltar, attractif sur le plan fiscal, pour éviter de payer les droits de douane en vigueur à Londres. « Entre 2003 et 2006, Partygaming et 888, deux entreprises anglaises, ont quitté les Caraïbes car elles avaient mauvaise réputation, ce qui nuisait à leurs activités. Gibraltar était en concurrence avec Malte, l'île de Man et Alderney

pour les accueillir. Et les deux se sont installées sur le Rocher », explique Peter Montegriffo, avocat du cabinet Hassans, qui aide les sociétés de jeux dans leurs projets d'installation. « Quand Partygaming est entré en Bourse, après s'être installé ici, sa valeur était quatre fois supérieure à celle de British Airways. Ces réussites ont fait de Gibraltar un lieu central dans le secteur des jeux d'argent. »

À la différence des autres territoires, comme à Malte où les entreprises du secteur se comptent par centaines, Gibraltar a fait le choix d'une sélection drastique. Parmi les prérequis, autoriser uniquement des opérateurs ayant pignon sur rue. Le but : combattre le blanchiment, difficile à contrôler avec des entreprises fantômes. Comme se targue Andrew Lyman, le responsable gouvernemental de la régulation des jeux d'argent : « Nous savions que les jeux de hasard étaient une activité controversée. Lorsque les opérateurs ont de vrais bureaux, leur contrôle est plus simple. »

Une position confirmée par Nicholas Macias, directeur des opérations de l'Association des jeux et paris de Gibraltar (GBGA), chargée de représenter les opérateurs auprès du gouvernement local. « Nous devons être très vigilants. Certains pays accueillent des entreprises qui fautent, pour ensuite les condamner et leur faire payer des amendes. Eh bien, pourquoi leur avoir donné une licence dès le départ ? À quel point ces gens sont-ils bons, sont-ils des opérateurs de premier ordre ? Toutes ces questions ont contribué à façonner notre réputation. »

À contrepied de Malte

Contrairement à Malte et d'autres îles qui n'avaient pas la place d'accueillir le personnel de centaines d'entreprises qui y sont immatriculées, la situation de Gibraltar multiplie les avantages. Deux tiers des personnes qui travaillent dans le secteur des jeux

en ligne et de la finance vivent côté espagnol. Clément Loubière a profité de cet environnement exceptionnel. Ce trader français pour un groupe de paris en ligne – et ancien footballeur – habite à trente minutes de la frontière. « Quand tu arrives à Gibraltar, tu es là soit pour la finance, soit pour le pari en ligne. Mais le point commun, c'est que tous les salariés ou presque vivent en Andalousie, avec un cadre de vie incroyable. »

Brexit : faites vos jeux

Toutefois, avec autant de personnel transfrontalier, la question du Brexit n'a pas manqué d'inquiéter le secteur, qui craint une restriction de la libre circulation des personnes. Andrew Lyman reconnaît « qu'il pourrait être plus difficile de recruter des salariés qui n'auraient pas tous la place, ou le budget, de se loger à Gibraltar ». Le régulateur veut tout de même croire que « les entreprises voudront toujours s'installer côté gibraltarien, en particulier si la menace d'une fermeture des frontières s'éloigne grâce à un accord sur la libre circulation ».

D'un point de vue économique, les inquiétudes en cas d'échec des négociations autour de l'accord du Brexit restent réelles, mais modérées. Malgré des départs comme celui du Français Betclit il y a quelques années, 75 % des jeux en ligne britanniques, mastodonte du secteur, proviennent de Gibraltar. L'exclave compte aussi profiter de l'ouverture de nouveaux marchés. À l'exemple du marché américain, qui a connu en 2018 une libéralisation des paris sportifs. Avec l'objectif de rester, encore un peu plus longtemps, le berceau des jeux d'argent sur internet. Si Gibraltar aime prendre les paris, c'est rarement à son désavantage. ▲

Tom Masson et Théo Putavy

Eldorado 2.0

Le 29 avril s'est ouvert à Gibraltar la première foire d'art NFT (« jeton non fongible » en français) en Europe. Il s'agit d'œuvres numériques, dont l'authenticité est assurée par une blockchain, une base de données digitale, sécurisée et accessible publiquement. Cette nouvelle forme d'art digitale a déjà séduit les plus grandes marques dans le monde. Gucci, Dolce & Gabbana ou encore Adidas ont vendu leur premier NFT.

Javier Arrés est un des artistes NFT les plus reconnus sur le plan international. Précurseur dans ce milieu, il se définit comme un créateur de « jouets visuels ». Ses œuvres ultra-détaillées s'inspirent de paysages fantas-

tiques, d'architecture ou de machines. Cet Espagnol, originaire d'Andalousie, a déjà vendu pour plus d'un million de dollars d'œuvres.

La Bourse rachetée

En 2021, le marché des NFT a représenté 25 milliards de dollars de vente dans le monde. « Beaucoup de gens pensent que cela va à l'encontre de l'art traditionnel, mais ces œuvres numériques sont le futur. Les artistes ont de nouvelles possibilités et de nouveaux outils pour créer à l'infini », explique-t-il. Des biens qui peuvent s'acheter grâce à des cryptomonnaies (monnaies numériques).

Mais conscient de l'effet spéculatif de ces dernières, Javier Arrés ne préfère prendre aucun risque : « Dès que quelqu'un m'achète une œuvre avec des cryptomonnaies, j'encaisse mon argent. Je ne joue pas avec ça. Je suis un artiste, pas un trader ! » Pour lui, Gibraltar pourrait bien devenir « une place reconnue pour ce marché en Europe » grâce à sa position stratégique, au sens fiscal du terme. L'exposition de NFT du printemps 2022 s'est déroulée dans les locaux de Xapo Bank, la première crypto-banque physique en Europe, qui a décidé de s'installer à Gibraltar. Un choix pas si anodin au vu du contexte financier local. La Bourse de Gibraltar est en

effet en passe d'être rachetée à 90 % par la société de blockchain Valereum. Ainsi, la place financière deviendrait la première dans le monde à autoriser l'échange entre des actions et des crypto-actifs.

Suisse de la Méditerranée

Le président de Valereum, Richard Poulden a déclaré dans un communiqué qu'il s'agissait « d'une étape très importante vers la prise de contrôle de la Bourse de Gibraltar ».

Une révolution qui, menée à bien, bouleverserait le monde de la finance. Les États-Unis ont déjà prévenu qu'ils pourraient mettre en place des sanctions en cas de validation de ce projet. En attendant, la success story du Rocher est comparable à celle de la Suisse, qui a fait le choix de se spécialiser dans des secteurs bien précis comme les montres de luxe, les banques ou le chocolat. Comme il l'a fait avec les jeux en ligne, le territoire britannique compte bien s'appuyer toujours un peu plus sur ces secteurs de niche avec une expertise inégalée.

Gibraltar pourrait notamment saisir une nouvelle opportunité avec le cannabis médicinal, qui séduit de plus en plus en Europe. Fort de son dynamisme et de sa capacité à flairer les bonnes affaires, il compte à sa manière devenir la petite Helvétie de la Méditerranée. ▴

Nicolas Azam



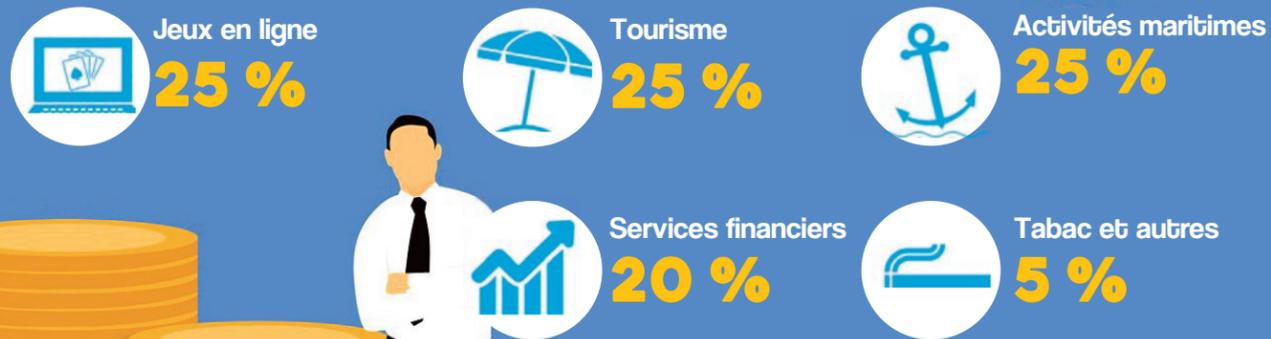
Aujourd'hui, le bitcoin et l'ethereum sont les deux principales cryptomonnaies utilisées pour acheter des NFT.
© quoteinspector.com

Station-essence des mers

Les cargos s'entassent à l'horizon, prêts à s'avitailer en carburant. Le port de Gibraltar a fait du bunkering son activité principale, au détriment de l'environnement.



Une économie polarisée



Source : Gouvernement de Gibraltar

© Corentin Alloune

© Maxime Graudeau



Quand le soleil brille sur la baie d'Algésiras, le Rocher capte les dernières brumes matinales et joue les trouble-fête. Le militant écologiste Antonio Munoz, front dégarni et visage rond tirailé par trente années de lutte, l'observe depuis les plages au nord de la colonie britannique. « Avec ces nuages,

on dirait que Gibraltar est une raffinerie », s'alarme-t-il. L'image rejoint la réalité : chaque jour, une quinzaine de cargos y passe pour s'avitailer en carburant. Du fond de la baie, devant la raffinerie du géant Cepsa, la figure de l'activisme local raconte le théâtre des opérations pétrolières à l'œuvre. C'est ici, en terre espagnole, que les bunkers gibraltariens viennent s'approvisionner. Les ouvriers tout sourire du centre d'hydrocarbures saluent Antonio, « el luchador » (« le combattant », en français), quand il passe en voiture devant la fresque financée par la multinationale pour colorer ses murs et son image. Même le personnel du géant des hydrocarbures semble perplexe face à la plus grande station-essence de Méditerranée.

À la croisée des routes maritimes internationales, plus de 110 000 navires par an transitent par le détroit. 5 735 sont venus s'avitailer dans les eaux de la péninsule en 2021. Le bunkering, ou soutage en français – les opérations d'approvisionnement d'un bateau en hydrocarbures en mer –, constitue l'activité principale du port de Gibraltar. Lors d'une opération de soutage, un cargo et un pétrolier se positionnent côte à côte, reliés par d'im-

posants tuyaux. « Vous pouvez lancer une entreprise de bunkering comme vous pouvez ouvrir un restaurant. Mais il y a l'étoile au Michelin et la cafétéria. Non pas que l'un ou l'autre soit mauvais, néanmoins nous avons tendance à opter pour les normes de sécurité du premier », fait miroiter Vijay Daryanani, ministre du Business, du Tourisme et du Port depuis octobre 2019. En cuisine, il y a 19 navires, répartis en quatre brigades de compagnies privées (Cepsa, Gib Oil, Minerva Bunkering et Peninsula Petroleum) autorisées à exercer dans la baie.

Le plus grave accident en 2021

« L'activité du bunkering croît de manière importante », affirme Lewis Stagnetto, biologiste et chef de la section marine de la société d'ornithologie et d'histoire naturelle de Gibraltar. Selon les autorités du port, il s'agit du plus important site de bunkering en Méditerranée. Même si le ministre référent ne communique pas le chiffre d'affaires de ce « business privé », il reconnaît que sa « position stratégique » participe à son développement. « Nous sommes à l'entrée de la Méditerranée », argumente-t-il. « C'est un avantage de commercer avec Gibraltar. » Une vraie station-essence flottante à l'entrée de la mer la plus polluée du monde.

Et ce, au grand dam des associations environnementales. Entre les risques de marées noires, les émissions de gaz à effet de serre, les rejets de fumées, le bruit, voilà un terrain de lutte fertile. « La pollution la plus importante est celle due aux fuites de pétrole », déclare Lewis Stagnetto. Le problème, ce sont les conséquences à long terme

du pétrole dans l'eau. Il affecte les invertébrés, leur cycle de vie, il réduit la taille des poissons, et la fécondité. Une seule fuite de pétrole peut affecter l'écosystème pendant dix ans. »

Des fuites ? Elles sont « en moyenne inexistantes » (sic), selon les autorités du port. La dernière remonte pourtant au 12 février 2021. Un déversement causé par un problème de valve sur un navire battant pavillon libérien lors d'une opération de soutage dans la baie. « Il s'agissait d'un accident. Avant celui-ci, le dernier dans nos eaux remontait à plus de dix ans », affirme le ministre Vijay Daryanani, avec son ton sec d'ancien homme d'affaires.

Le militant, Antonio Munoz et ses collègues ne sont pas restés sans réagir face à cet incident. « Nous avons déposé

plainte car c'est la plus grosse fuite de pétrole qu'il n'y ait jamais eu dans la baie », single-t-il. Pour lui, l'accident est dû à un manque de contrôle des autorités de Gibraltar.

« Je me rappelle patauger dans le pétrole »

Les incidents apparents semblent se raréfier grâce au lobbying mené par les associations environnementales pour améliorer les normes. « Nous ne pouvons pas laisser l'industrie se développer sans réglementation. Nous avons donc poussé, poussé et poussé encore, et aujourd'hui, les normes sont beaucoup plus strictes », raconte Janett Howitt, la co-créatrice de l'ONG Environmental Safety Group. Assise dans le local incrusté au cœur des fortifications de Wellington Front, la sexagénaire se remémore : « Je me rappelle, petite, avoir pataugé dans le pétrole au bord de la baie d'Algésiras, mes bottes en caoutchouc aux pieds. »

Cette bataille environnementale est entravée par le contexte géopolitique. En raison du Brexit, l'exclave britannique n'est plus soumise aux normes européennes. Même si le gouvernement semble enclin à poursuivre dans ce sens, l'auto-contrôle sera de mise. Avec tous les risques qui s'ensuivent. Une tâche d'huile dans un océan de règles. ▽

Juliette Brossault et Maxime Giraudeau



5735 cargos ravitaillés

EN 2021
+10 % par rapport à 2020



4 MILLIONS

de mégatonnes de carburant délivrées chaque année



7^e PORT MONDIAL

en bunkering, en volume

© Corentin Alloune

Source : Maritime Fairtrade, Ship & Bunker, Gibraltar Port Authority



La raffinerie de Cepsa est entourée d'une fresque, financée par le géant pétrolier pour redorer son image. © Maxime Giraudeau

Gros bateau blanc cherche drapeau

Quand on est riche et qu'on a le pied marin, immatriculer son yacht est très facile.

Si vous n'êtes pas oligarque et russe, comme le malheureux Dimitri Pumpianski dont le très cher *Axioma* (75 millions de dollars) a été saisi à Gibraltar en mars, le Rocher est le lieu idéal pour enregistrer votre yacht. Désigné « pavillon de complaisance », l'équivalent maritime d'un paradis fiscal, par la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF), le drapeau gibraltarien a tout pour plaire !

Les 900 petits veinards qui l'arborent bénéficient de tous les avantages britanniques – présence diplomatique dans le monde entier, huitième zone économique exclusive mondiale et beauté de l'Union Jack – sans les inconvénients – inspection annuelle obligatoire, taxe sur le tonnage horripilante et stations balnéaires aux eaux frisquettées. Le territoire sait se montrer accueillant. Toute personne citoyenne de l'Union européenne et de pays amis comme le Panama, Monaco, ou la Suisse peut immatriculer très facilement son yacht.



Le port reçoit parfois la visite de navires plus grands que les autres. © Anthony Derestiat

Mieux encore, il serait dommage de ne pas profiter de la fiscalité avantageuse du territoire pour les sociétés offshore. Et puis « Tartempion Ltd » sonne mieux que « Jean-Charles Tartempion » sur le titre de propriété, non ? Plusieurs entreprises ne s'y trompent pas en proposant sur internet un service clé en main prenant en charge la création d'une société offshore et l'immatriculation du bateau, pour des frais moyens d'environ 1 500 euros. Une broutille à la mer ! ▽

Anthony Derestiat

L'AUBERGE BRITANNIQUE

*Au carrefour de la Méditerranée, la péninsule abrite
une identité bigarrée. Les langues, les origines
et les croyances se mêlent autour du flegme anglais.
British forever pero...*



Habiter Gibraltar

Les résidentes et résidents défendent leur identité héritée de l'histoire. Il en émane un attachement assumé au territoire. Et une grande fierté.

Paulette Finlayson

Atablée autour d'un café avec une amie de toujours, Paulette, la soixantaine sportive, dirige une académie de danse depuis trente-huit ans. Huit années passées en Angleterre lui ont permis de devenir danseuse professionnelle. « Avant, la pratique n'était pas accessible à Gibraltar. Elle était réservée aux personnes aisées, se souvient-elle.

Au fond de moi, j'ai toujours eu envie de montrer qu'une Gibraltarienne modeste pouvait le faire. » L'artiste ne se considère pas britannique. Elle regrette le manque d'activités culturelles. « Il y a des spectacles mais ce n'est pas le même niveau que dans une grande capitale. » Dans l'artère commerçante, boutiques d'alcool et de cartouches de tabac à bas prix foisonnent. Un unique théâtre. Aucune librairie. Dans son école, Paulette vient de lancer un nouveau cours destiné aux adultes. Un bon moyen de combler un vide dans sa cité d'origine.



Laurence Gross

Depuis sa pharmacie, Laurence observe sa clientèle et les gens qui passent. « Ici se mélangent les cultures anglaise et espagnole. C'est un bel environnement. » À 54 ans, ce natif du

Mexique – mais de parents gibraltariens – reste attaché à l'aspect familial du territoire. Brodé en vert, « Family » détonne sur sa blouse grise d'où dépasse une chemise à carreaux. Il a choisi ce terme pour nommer son officine, ouverte en 2014. « On travaille dans la bonne humeur », précise-t-il, le regard fier. Il emploie un autre pharmacien et trois préparatrices, dont deux espagnoles. Sa femme, aussi. « Je m'entends très bien avec elle, sauf en politique, plaisante-t-il, avant de préciser plus sérieusement, on peut se balader avec la kippa sur la tête sans problème. » Le Rocher comme un kaléidoscope.



Simon Courtney Looms

Sur la route qui longe Catalan Bay, Simon chemine à grandes enjambées. Ses mains reposent sur les sangles de son imposant sac à dos. Le poids l'oblige à se courber. À l'intérieur, une voile de parapente – « au cas où il y aurait assez de vent pour s'exercer ». L'adepte de sports extrêmes nous montre le tunnel au fond de la baie. « Là-bas, il y a des dizaines de grottes au-dessus de la mer, décrit ce quinquagénaire longiligne. Parfait pour le deep water soloing » : sur ces anfractuosités, Simon grimpe sans corde puis se laisse tomber dans l'eau. Il a été le premier à pratiquer cette discipline dans la région. Anglais, propriétaire de plusieurs appartements à Gibraltar, cet aventurier amateur habite ici depuis une vingtaine d'années. « La météo permet une activité quotidienne, l'eau reste à 15 degrés. » Simon franchit la rambarde qui sépare la route de la falaise et crapahute jusqu'à la roche blanche. La mer clapote. La ville s'efface. Seuls les porte-conteneurs rappellent le bouillonnement humain au loin. Du climat méditerranéen à la proximité avec l'Espagne ou le Maroc, résider à l'extrémité de l'Europe a ses avantages. Un mode de vie privilégié, loué par les Llanitas et Llanitos. De retour de son excursion au bord de la côte est, il rejoint les ruelles pavées de Main Street. En l'espace de cent mètres, Simon y rencontre sa femme, son beau-père et salue de la main plusieurs autres connaissances. « En réalité, Gibraltar est une bulle », sourit-il.



Gerard Wood

Les archives nationales se limitent à un bâtiment minuscule niché dans une cour résidentielle. Gerard, 43 ans, y travaille depuis huit ans. Le passionné d'histoire – une figurine de Napoléon trône au coin de son bureau – n'a pas étudié à l'université pour connaître le passé de la citadelle. « Je l'ai connu en fouillant les archives. »

Avec son large sourire et ses cheveux courts, Gerard assure qu'il ne quittera jamais la ville où il est né. Mais le Brexit l'inquiète. Et si la frontière se fermait de nouveau comme en 1969 ? « L'histoire se répète, marque-t-il en frappant la table. Les gens d'ici ne veulent pas que leur vie tranquille soit perturbée. Mais nous ne pouvons ignorer nos relations avec l'Espagne. » Un crève-cœur pour le quadragénaire qui, pour décliner son identité, mélange anglais et espagnol. « Digo, I am Gibraltarian. * * » « Je le dis, je suis Gibraltarien. »



Kaisa Pitt

La semaine, Kaisa, 34 ans, travaille à Ocean Village – trois minutes chrono depuis son domicile – pour le Dolphin Safari. La compagnie propose des excursions en mer à la rencontre des cétacés.

Elle s'occupe de l'accueil, renseigne la clientèle en anglais ou en russe. Au fil de la conversation, Kaisa lâche joyeusement des bribes d'espagnol – ou plutôt de llanito, mélange anglo-espagnol typique de la citadelle (lire page 48). Son fils de 8 ans ne le parle pas. « Le seul lien avec l'Espagne, c'est pour le shopping ! » s'amuse-t-elle. Le dimanche, Kaisa traverse la frontière avec sa famille pour rejoindre le Campo. Sur son téléphone défilent les photos bucoliques d'un pique-nique au bord d'un étang. « Lorsque je vais voir ma sœur au Royaume-Uni, je suis déprimée. » Vrai vague à l'âme sudiste.



Francisco Oliva

Pour le retrouver au milieu de Casemates Square, il faut repérer l'imperméable vert et le parapluie noir. Au moment de s'asseoir à la terrasse du Café Solo, ses gestes sont posés et élégants. « J'ai l'habitude qu'on m'appelle Paco, c'est le diminutif de Francisco Javier Oliva. » Crâne rasé et bouc taillé, l'ancien journaliste du *Gibraltar Chronicle* est désormais chargé de communication pour le gouvernement. Éternel optimiste, le natif de l'exclave vient de sortir un livre sur son enfance et ses vacances à La Línea de la Concepción. « L'identité est une question complexe et individuelle. Je suis un écrivain, pour moi, c'est le langage et les mots, les pensées sensibles, les affects et la culture, développe-t-il. On ne peut la borner à une catégorie de style de vie. » Inspiré par le melting-pot ambiant, Francisco porte un regard lucide sur l'évolution de sa cité. « Aujourd'hui, la langue espagnole est perdue. À l'école, les enfants l'apprennent comme un idiome étranger. L'anglais est devenu un élément de classe sociale. Pour éviter les préjugés culturels, mieux vaut parler british. » Ponctué de « bueno », son discours laisse penser que le llanito a encore quelques années devant lui.

Lucile Bihannic, Ludivine Ducellier, Maxime Giraudeau et Mathilde Muschel

© Lucile Bihannic, Anthony Derestiat, Ludivine Ducellier et Mathilde Muschel

Le llanito, un spanglish andalou

Warne
avertissement

Si l'anglais s'impose comme langue officielle, le llanito est celle du quotidien. Ce dialecte aux influences multiples est parlé par plus de deux tiers de la population.

« Wapo, dame una cup of coffee por favor ! » (« Beau gosse, donne-moi une tasse de café s'il te plaît »). Au Splendid Bar, l'un des plus anciens pubs de la ville, les phrases en llanito fusent. Dennis, le directeur de l'établissement, pratique au quotidien ce patois. « Le llanito, c'est la langue parlée quand tu es avec tes amis, ta famille et avec l'ensemble de la population locale », décrit le quadragénaire entre deux commandes aux accents anglo-andalous.

Défini soit comme un mélange d'anglais et d'espagnol – à la manière du spanglish – soit comme un dialecte espagnol parlé à Gibraltar, le llanito (ou yanito) s'érige en étendard de

langue vernaculaire pour la population locale depuis les années 1970.

Ce « sous-dialecte », selon le professeur Garcia Gomez, est imprégné du multiculturalisme de la citadelle britannique. Alors, des

mots de la haketia (un dialecte judéo-espagnol parlé au Maroc), du génois, de l'italien, du maltais, de l'arabe et du portugais viennent s'immiscer dans les conversations.

Dans son ouvrage *Yanitos, Viaje al corazón de Gibraltar* (Yanitos, voyage au cœur de Gibraltar) publié en 2013, le journaliste Juan José Téllez décrit le llanito comme « la langue de l'affect, de l'amour, de la famille, des amis, des proches. Le mot de passe linguistique de ceux qui partagent la même identité ».

D'autres, à l'instar d'Alyx, serveuse au Latino's Restaurant, parlent de « gibraltish » pour évoquer cet idiome. La jeune femme de 21 ans précise qu'elle utilise au quotidien des expressions espagnoles avec ses camarades. « Holà cara ! » (« salut, toi ! »), cite-t-elle en exemple sur un ton enjoué.

« C'est comme deux langues en une. Si tu vis ici depuis un long moment, tu apprends à penser à la fois en espagnol et en anglais. Et, au quotidien, tu mélanges les deux », décrit Sébastien, directeur du restaurant The Lord Nelson. D'où les nombreux « tenkiu » – déformation de l'anglais « thank you » – entendus le long de Main Street.

Afoto
photo

Toutefois, une partie de la population du Rocher déplore que ce mélange semble peu à peu se diluer dans une certaine uniformité.

Un mélange linguistique déclinant

Le guide touristique Tito Vallejo Smith estime que « le llanito est en train de disparaître ». Ce féru de linguistique de 73 ans a d'ailleurs rédigé un dictionnaire sur le sujet, pour conserver une trace écrite de ce vocable méditerranéen si spécifique. Il pointe comme cause de l'effacement progressif du llanito « le manque d'éducation des jeunes générations » sur le sujet, plus en prise avec internet ou la télévision et leur « dimension internationale », qui favorise de facto l'anglais. Mais, au Splendid Bar, à peine l'heure du « tea time » dépassée, les traditions perdurent. Au milieu du vacarme, un client se lève. « Me voy al mobi, see you pronto ! » (« Je vais à la voiture, à bientôt »), lance-t-il au « boss » Dennis, qui lui rétorque : « ciao mate ! » (« salut l'ami ! ») ▶

Nicolas Azam, Florian Mestres
et Théo Putavy

Tenkiu
merci

Neseri
garderie

Aplay
jouer

Canboi
cow-boy

Identité britannique, médaille de guerre



Après des années de guerre, les familles évacuées de Gibraltar retrouvent le Rocher. Plus britanniques que jamais. © Gibraltar National Archives of HM Government of Gibraltar

En 1940, en pleine Seconde Guerre mondiale, la population civile est évacuée. Un événement décisif qui a cimenté l'appartenance au Royaume-Uni.

« J'avais deux ans quand ma mère, mes deux frères et moi-même avons dû évacuer le Rocher. » Joe Gingell, 84 ans, est l'une des dernières personnes à pouvoir encore raconter l'évacuation de Gibraltar. Attablé dans un café du quartier des affaires, il se remémore l'événement, traumatisant et fondateur de l'identité britannique de la péninsule.

En 1940, alors que la Seconde Guerre mondiale a débuté, le gouvernement britannique décide d'évacuer 16 000 personnes pour transformer intégralement l'exclave en base militaire. La famille de Joe est déplacée vers Tanger au Maroc. Toutefois, après la capitulation de la France et la mise en place du régime de Vichy, elle part pour Londres.

Pendant quatre ans, Joe découvre les horreurs de la guerre et survit même à un bombardement : « Notre mère était partie chercher à manger. Puis, tout d'un coup, nous avons entendu avec mon frère une grosse explosion », se rappelle le vieil homme d'une voix rocailleuse. « Nous aurions pu mourir », ajoute-t-il les larmes aux yeux.

Dans la famille de Joe, pourtant d'origine espagnole, cette expérience a conforté une appartenance anglo-saxonne : « À notre retour,

nous nous sentions vraiment britanniques. Nous ne voulions pas être associés à Franco. » Pourtant, au début du XX^e siècle, l'identité de la population puise l'essentiel de ses racines dans la culture espagnole. Les mariages mixtes entre un Gibraltarien et une Espagnole sont la norme. Mais l'effort de guerre bouleverse le sentiment d'appartenance nationale.

Angliciser la population

« Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement britannique a mis en place une politique pour angliciser la population », explique Gareth Stockey, ancien professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nottingham au Royaume-Uni. Consciente de la nécessité de rattacher le Rocher aux traditions de la Couronne, Londres décide de réformer le système éducatif pour que la population sente « plus britannique ». Le chercheur propose toutefois de nuancer le « mythe » de la Seconde Guerre mondiale. Et souligne l'engouement de la visite de la reine Elisabeth II en 1954.

« Gibraltar a pris de la distance avec l'Espagne et le régime de Franco à compter

de cette date. Les restrictions à la frontière débutent et, chaque année qui passe, les Gibraltariens se montrent de plus en plus britanniques », souligne Gareth Stockey.

« Un effet kinesthésique »

Selon l'anthropologue et sociologue Andrew Canessa, professeur à l'université d'Essex au Royaume-Uni, la mise en place d'une frontière contrôlée a eu un effet « kinesthésique », créant un mélange de crainte et d'appréhension sur la population.

« Quand, en plus de traverser la frontière, vous devez montrer votre passeport, cela rajoute de l'anxiété, surtout quand de l'autre côté il y a une dictature », signale-t-il.

La Seconde Guerre mondiale et le régime franquiste ont réveillé un patriotisme anglo-saxon jusqu'ici latent chez les locaux. « À Gibraltar, l'identité britannique reposait sur deux piliers : la sécurité politique et économique, conclut Andrew Canessa. Aujourd'hui l'identité, c'est d'être ni être espagnol, ni britannique mais gibraltarien. » ▶

Nicolas Azam

La fierté libérée

Pas facile d'être queer en terre conservatrice. Des personnes se battent pourtant pour faire rayonner le drapeau arc-en-ciel sur la péninsule.

« La vie de pédé à Gibraltar, c'est beaucoup plus dynamique et vivable aujourd'hui qu'hier » (sic), s'exclame Ajit Karnani, gibraltarien et militant pour la cause LGBTQ+. Cet homosexuel de 59 ans, coiffé de son plus beau béret, a vu une évolution de la vie queer sur la péninsule.

Sortir du placard

Jusque dans les années 1990, l'exclave était marquée par des traditions catholiques bien ancrées et particulièrement conservatrices. Pointés du doigt, insultés et parfois battus, les membres de la communauté LGBTQ+ n'attendaient qu'une chose : s'enfuir au Royaume-Uni, dans des villes où ils seraient mieux acceptés.

En 1982, Ajit s'est réinstallé sur ses terres d'origine après avoir vécu en Angleterre, près de Londres. Mais il n'a tenu que deux ans. Passer d'une ville où être soi est banal à un territoire conservateur était toujours compliqué : « Impossible de revivre ici quand on a habité une grande ville. »

Toute la communauté arc-en-ciel n'a néanmoins pas pu partir. Ajit affirme que certaines de ses connaissances sont restées sur la péninsule et ont fait semblant d'être hétérosexuelles : « Certaines se sont même mariées. Elles disent qu'elles réussissent quand même à être heureuses. Moi, je reste perplexe... »

« Renforcer la communauté »

Aujourd'hui, le refrain est différent. « Maintenant, vous pouvez voir des couples homos se tenir la main. Comme si c'était normal. Il y a trente, quarante ans, vous ne pouviez pas le faire », souligne le militant.

Certaines habitantes et habitants de la péninsule veulent même dynamiser la vie queer, à l'image de Coco Ferecha, drag queen bien connue des nuits gibraltariennes. Née sur la presqu'île, elle a déménagé au Royaume-Uni à l'âge de 21 ans. Avant un retour à Gibraltar avec son compagnon. « Nous voulions contri-

buer à renforcer la communauté LGBTQ+ et à amener l'art du drag sur le territoire. »

Objectif atteint. Elle fait son show parfois, dans l'un des principaux bar gay-friendly, The Kasbar. Un établissement niché dans les souterrains de Castle Street, une « safe place » pour la communauté LGBTQ+ du Rocher. Coco Ferecha se souvient de sa première performance dans ce bar. Elle s'est déroulée en octobre 2021. « J'étais submergée par l'amour et le soutien de la communauté locale », assure la drag queen, avec émotion. Des associations émergent aussi afin de dynamiser la vie queer au sein de la citadelle britannique, comme le Gibraltar LGBTQ+ Committee. Créée en juin 2021, l'association, composée de neuf personnes gays, lesbiennes, trans et non-binaires a déjà lancé plusieurs projets. Raygan Martinez, chargé de communication à l'association, explique que l'un de ses objectifs est d'introduire l'histoire

des LGBTQ+ dans le programme scolaire au lycée. « Les anciennes générations sont très difficiles à convaincre », soupire-t-il.

Le prochain défi : la première pride de Gibraltar, qui se déroulera le 25 juin 2022. Au rendez-vous, des stands de prévention, des débats et une marche symbolique qui commémore les émeutes de Stonewall*, un tournant pour les droits queer. « En un an, c'est agréable de voir ce qui a été réalisé par notre association », ajoute Raygan Martinez.

Ajit se réjouit de l'arrivée de l'événement sur son territoire : « Je vis à Londres aujourd'hui, mais je veux venir pour cette première pride. Je vais enfin pouvoir, ici à Gibraltar, exprimer ma fierté d'être libre et gay. »

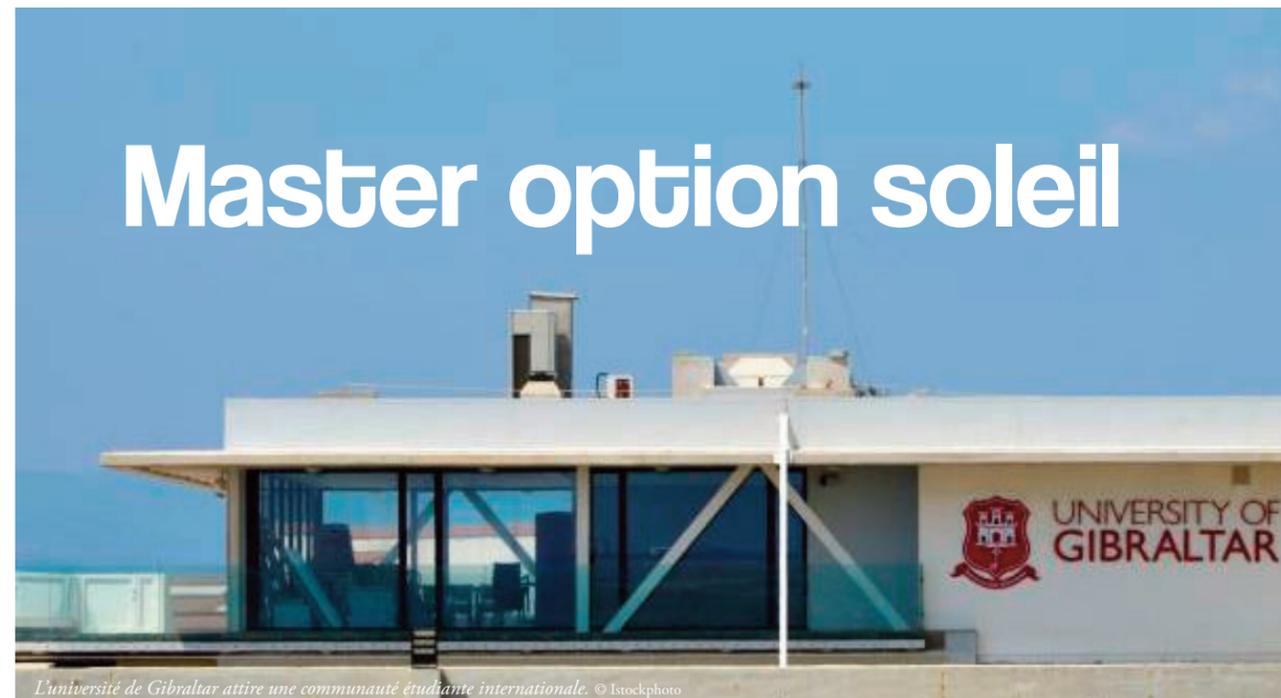
Corentin Alloune

*événements violents survenus à l'encontre de la communauté LGBTQ+ en 1969 à New York, suite à un raid de la police.



Les couleurs du drapeau arc-en-ciel défilèrent à Gibraltar pour la première fois en juin. © Julie Malfoy

Master option soleil



L'université de Gibraltar attire une communauté étudiante internationale. © Istockphoto

La récente université tente de se démarquer avec des diplômes de choix et son décor de carte postale. Les étudiantes et étudiants internationaux sont séduits. La jeunesse locale un peu moins.

Elle est flambant neuve, d'un blanc immaculé qui éblouit. Sur les vestiges d'une ancienne base militaire, puis d'une école des forces armées britanniques, l'université de Gibraltar surplombe la mer. Sur Instagram, les étudiantes et étudiants affichent leur lifestyle idyllique au pied du phare d'Europa Point. Fiches bristol sur la plage avant de passer sans transition au verre de spritz.

Le climat et le décor attirent des élèves du monde entier. Comme Chynyara, étudiante de 26 ans originaire du Kirghizistan : « Je n'avais jamais vu l'océan. D'ici, on peut même voir le continent africain. En plus, il fait rarement moins de 20 degrés. »

À l'image de son territoire

L'université de Gibraltar valorise les singularités du territoire avec quelques filières de choix : science maritime, administration des affaires, entrepreneuriat, soins infirmiers... En mars 2022, un centre de recherche sur les comportements de jeu et l'utilisation des jeux vidéo a même été inauguré. Créée en 2015, l'université accueille 437 élèves. Un nombre modeste qui a tout de même presque doublé en sept ans. Une bonne surprise pour Adrianna, Gibraltarienne d'origine. Elle s'est inscrite en master de science mari-

time pendant la pandémie, ne sachant que faire après l'obtention de son bachelor dans une université réputée d'Angleterre. « À Sussex, nous étions une centaine. À Gibraltar, environ 13. Les promos sont plus petites, les professeurs beaucoup plus à l'écoute qu'au Royaume-Uni. »

London Calling

Lorsqu'on visite l'université, on ne rencontre pas beaucoup de jeunes du Rocher. Pour Sergio Ballantine, enseignant tuteur d'espagnol, poursuivre ses études outre-Manche demeure une tradition : « Aujourd'hui, tous ceux qui ont une place dans une université anglaise peuvent y aller gratuitement. Le gouvernement paye leurs études et leur offre en plus un billet aller-retour par an. » Les inscriptions à l'université de Gibraltar montrent que la jeunesse locale se tourne surtout vers les cursus professionnalisants, comme les diplômes de personnel soignant et d'enseignement.

Dans son bureau, Awantha Dissanayake, professeur responsable du master « science maritime et changement climatique », montre fièrement des petits drapeaux épinglés sur son tableau en liège. Brésil, États-Unis, Singapour, Canada... En tout, 22 nationalités ont défilé sur les bancs du programme, très prisé

par les disciples venus d'ailleurs. « Il y a plus d'étudiants étrangers que de Gibraltariens. Mais je pense qu'avec le Covid, il y a eu davantage d'étudiants locaux, comme moi », constate Adrianna. D'après les statistiques de l'année 2020-2021, 63 % des étudiantes et des étudiants sont britanniques. À noter que la nuance entre recrues de Gibraltar et du Royaume-Uni n'est pas prise en compte dans les données.

Sergio Ballantine souligne que certains diplômes ne peuvent pas concurrencer l'excellence des universités d'outre-Manche : « Au Royaume-Uni, vous avez de meilleures offres de formation, plus avantageuses en termes de carrière. Dans le domaine de la santé par exemple, la formation dans l'hôpital de Gibraltar, avec sa seule unité de soin intensive, n'a rien à voir avec celle des grands hôpitaux de Londres ou d'Edimbourg, spécialisés dans plusieurs domaines. » Auréolé du prestige d'Oxford ou de Cambridge, le royaume continue d'aimer la frange la plus ambitieuse de la jeunesse gibraltarienne. À l'inverse, l'université de Gibraltar, avec ses allures de Club Med, joue la carte postale à fond. De quoi séduire de jeunes essaïms britanniques en manque de vitamine D. ▀

Corentin Alloune et Carla Monaco



Coexister

Sur les murs de la cour de l'église Sainte-Marie-la-Couronnée, érigée sur une ancienne mosquée, se trouvent des arabesques. © Emma Rodot

Un héritage islamique discret

Arabesques, vestiges de jardins verdoyants et château témoignent de la domination musulmane qui a pris fin en 1462.

Avant d'être espagnole puis britannique, sous influence chrétienne, Gibraltar fut une terre d'islam. Cette période islamique a pris fin en 1462 à Gibraltar et en 1492 dans l'ensemble de l'Espagne. L'ère musulmane constitue le plus long intervalle de domination en ce lieu : 727 ans. Elle passera ensuite sous contrôle du Royaume-Uni, jusqu'à nos jours. Quel héritage reste-t-il de la période mauresque ?

C'est à l'orée de la conquête musulmane de la péninsule ibérique que fut entreprise la construction d'une fortification en pierre sur les hauteurs. Connue sous le nom de château Maure, elle est l'une des rémanences majeures de la période arabe de Gibraltar. Dans les vestiges de cette forteresse, la célèbre tour de l'Homage est la plus haute de la période islamique dans l'Espagne médiévale.

Art décoratif oriental

On retrouve ici et là, dans la ville, des arabesques, ces motifs muraux typiques de l'art décoratif islamique. Ils parsèment la cour intérieure de l'église Sainte-Marie-la-Couronnée, érigée sur une ancienne mosquée. Devant ces fresques de jeunes palmiers ont été plantés, une façon de réhabiliter le jardin verdoyant de l'ancien lieu de culte mahométan. On décèle cette architecture hispano-mauresque sur les façades et dans les parties communes des bâtisses les plus anciennes de la ville. Le Splendid Bar, l'un des plus anciens pubs du territoire, a conservé et restauré ce décorum oriental. Il émaille désormais la partie basse des murs de l'établissement. Visible à certains endroits de la cité britannique, cette

mémoire n'a pour autant pas été transmise à l'école. Les programmes scolaires ont été rédigés et édités, après la Seconde Guerre mondiale, au Royaume-Uni. Peu de place pour les spécificités gibraltariennes. Des évolutions sont néanmoins constatées depuis quelques années. « *Les élèves ont maintenant des visites organisées au château Maure pour en apprendre plus sur cette période* », précise Raquel, une habitante de 21 ans.

L'islam, troisième religion à Gibraltar

De nos jours, le territoire abrite 1 166 musulmans et musulmanes (selon les chiffres du gouvernement de 2012). La cohabitation religieuse dans un espace aussi exigu se déroule sans trop d'accrocs, note Joshua Marrache, guide auprès de l'office de tourisme de Gibraltar. « *Il y a ici des catholiques, des protestants, des juifs, des musulmans, des hindouistes. On coexiste tous sur un tout petit espace, en essayant de ne pas empiéter les uns sur les autres* », observe-t-il. D'autres ont une lecture quelque peu différente, allant jusqu'à déceler une forme de repli des différentes minorités religieuses. « *On a l'impression que tout le monde vit en harmonie, mais la réalité est tout autre : les communautés ne se mélangent pas, ne se côtoient pas* », glisse un juriste qui a souhaité garder l'anonymat. En 1997, sur la pointe sud de l'exclave, la mosquée Ibrahim-al-Ibrahim a été financée par l'Arabie saoudite pour un total de près de six millions d'euros. Son minaret de 71 mètres s'élève face à l'azur méditerranéen. Comme une manière de renouer avec l'héritage islamique du Rocher. ▲ Florian Mestres et Emma Rodot

Les Séfarades de la citadelle

La présence séculaire de cette petite communauté a résisté aux aléas de l'histoire.

Vendredi soir, 20 h 30. On se croirait à Jérusalem. Main Street, la rue principale est bondée. Les hommes portent des kippas et les femmes sont vêtues de jupes allant au-dessous du genou. L'office de shabbat vient de prendre fin, tout le monde sort de l'édifice. Joshua Marrache, casquette sur la tête, ouvre les « portes du ciel » (« *Shaar Hashamayim* » en hébreu), la plus ancienne synagogue encore active de Gibraltar, bâtie en 1724. Guide de l'office de tourisme, le sexagénaire s'assoit dans le lieu de culte aux imposants lustres en argent. Il raconte avec fierté l'histoire de ses ancêtres, « *des marchands, originaires de Tétouan au Maroc, qui ont émigré sur le Rocher il y a trois cents ans* ».

Il faut remonter à l'expulsion des juifs et juives d'Espagne en 1492 par les Rois Catholiques pour comprendre l'exode des Séfarades. Chassée de la péninsule ibérique, une partie de la communauté est partie vers l'Afrique du Nord. Elle n'a pu revenir y vivre qu'après 1713, lorsque le territoire est passé sous domination britannique, suite au traité d'Utrecht.

« Un endroit où l'on se sent en sécurité »

Au XX^e siècle, la Seconde Guerre mondiale et le blocus de Franco forcent une nouvelle fois les Séfarades à l'exil. Levi Attias, avocat et représentant de la communauté, témoigne de son histoire familiale : « *Pendant la guerre, ma mère est allée au Maroc, la famille de mon père au Royaume-Uni. Après cet événement, les Gibraltariens du monde entier ont souhaité y revenir, car c'est un endroit où l'on se sent libre de pratiquer notre culte, en sécurité* ». L'avocat avale une gorgée de cappuccino avant de préciser : « *Les Britanniques n'ont pas aidé à ce retour, mais la détermination était*



Kippas sur la tête, ces hommes se promènent sur Main Street. © Mathilde Muschel

grande. » Levi Attias insiste de son accent british : « *Une identité gibraltarienne forte s'est consolidée au Royaume-Uni, où une association pour l'avancement des droits civiques a été fondée par Sir Joshua Hassan, ancien ministre en chef*. »

Aujourd'hui, il y a 763 juifs et juives sur les 34 000 âmes du Rocher, soit 2,4 % de la population (selon les chiffres du gouvernement de 2012). Peu nombreux, mais particulièrement pratiquants. C'est cette singularité qui a inspiré son sujet de thèse à Ayelet Mamo Shay, israélienne, installée depuis une quinzaine d'années. « *Ici, 90 % des juifs sont orthodoxes pratiquants. C'est essentiel : il n'y aurait plus de lieu de culte si personne ne pratiquait la religion* », souligne la femme d'affaires, autrice et chercheuse sur les petites communautés juives à travers le monde. Gibraltar compte quatre synagogues, deux épiceries casher et deux restaurants. Une petite Jérusalem en terre andalouse. ▲

Mathilde Muschel

Une population majoritairement catholique

Détrompez-vous, Gibraltar n'est pas une terre anglicane. On y compte environ 70 % de catholiques. La religion du Vatican est forte d'au moins 23 000 fidèles, un évêque, Carmel Zammit, et neuf paroisses. Pourtant, toutes les églises – sauf une – ont été brûlées par la Couronne à son débarquement en 1704. Le royaume a tenté d'implanter le protestantisme (aujourd'hui

cinq lieux de culte). Table rase du catholicisme espagnol. Ce qui ne l'a pas empêché de ressusciter. Des très nombreuses personnes originaires d'Italie, de Malte, d'Espagne et du Portugal émigrent au fil des siècles vers la forteresse.

Une communauté catalane de 500 pratiquantes et pratiquants s'ancre à l'est et nomme un bout de mer « Catalan Bay » (lire

page 60). Le culte s'enracine. Tito Vallejo Smith, guide, ancien militaire et llanito pur jus, raconte que l'Église autorisait les mariages interreligieux à condition que les enfants soient catholiques. « *Il y a des chrétiens avec des noms juifs, des noms arabes*. » Façon tour de Babel.

Emma Rodot



Surianne, « la fille du Sud »

La chanteuse gibraltarienne partage ses compositions aux accents de flamenco et de pop anglaise. Son premier album sortira à l'été 2022.

Un éclat de rire lumineux traverse le Café Solo. Comme une éclaircie dans un dimanche après-midi pluvieux et frais sur Casemates Square. Installée devant une tasse de thé, Surianne Dalmedo – longue chevelure noire de jais et frange alignée – entonne une chanson, imaginant une guitare entre ses mains. La chanteuse s'apprête à sortir son premier album. À 43 ans. Son credo, « *Keep on smiling* » (« garde le sourire »), est à l'image de son optimisme à toute épreuve. La seule manière d'imaginer faire carrière lorsque l'on vit ici. À Gibraltar, la création ressemble à un parcours semé d'embûches. Il n'existe aucun studio d'enregistrement. La seule salle allouée par le gouvernement se réduit à un sous-sol. « *Lorsqu'il pleut, l'humidité abîme le matériel.* » Ultime possibilité : se réfugier chez des proches, dans des pièces privées. La débrouille. Mais la passion est plus forte chez Surianne. Portée par l'héritage de son clan. Chez les Dalmedo, la musique est une affaire de famille. De son grand-père accordéoniste à sa mère pianiste, en passant par son arrière-grand-mère chanteuse. Elle se souvient des moments passés sur les genoux de son père à l'écouter jouer de la guitare, de ses collections d'albums de Led Zeppelin ou encore des Pink Floyd. Le journal intime qu'elle tenait lorsqu'elle était enfant s'est transformé en une suite de mélodies.

Retour aux sources

À 18 ans, Surianne quitte le cocon familial et s'envole pour le Royaume-Uni. « *À Gibraltar, le territoire est trop limité. Il fallait partir pour faire de la musique.* » Elle travaille pour des maisons de disques, joue avec plusieurs groupes britanniques amateurs en

parallèle de ses études en architecture et design. Mais « *Gibraltar est dans [son] ADN* », alors elle rentre vingt ans après, enchaîne les concerts dans les bars du centre-ville.

Le micro lâché, elle retrouve son poste de soutien auprès d'enfants. « *J'aimerais avoir une carrière à plein temps mais aussi proposer des ateliers avec des adolescents et les aider à traverser des traumatismes grâce à la musique* », projette-t-elle en s'inspirant de sa propre expérience. Dans sa chanson « *My Angel* », elle aborde le deuil de sa grand-mère. Sur le Rocher, c'est dans la maison de « *son mentor* » – Luis Chapolina, membre du groupe Leventer Breeze – qu'elle esquisse ses textes. Sa recette miracle : « *Luis, ses tapas et un verre de vin* », annonce-t-elle. Surianne est une épicurienne assumée.

Ses chansons sont à l'image de ses origines. Un melting-pot d'influences britanniques, marocaines et espagnoles. Une fusion entre le blues, le jazz et le flamenco. « *L'improvisation et la passion* » font de Surianne une « *chanteuse non-conventionnelle* », comme elle se définit. « *C'est une boule de feu*, vante son acolyte. *Elle dégage quelque chose que peu d'artistes savent faire.* » Sur scène, Surianne se saisit des textes, les ancre par sa présence et sa voix suave, pleine. Le regard moqueur, Luis décrit une femme « *pleine d'énergie, exigeante et parfois autoritaire* ».

Cet été, elle rejoindra la Grande-Bretagne pour participer à un festival. L'objectif : réaliser une tournée pour « *rentabiliser les frais du voyage et mettre de l'argent de côté pour garantir le financement de [son] album* ». Surianne et son binôme ont encore quelques mois pour parfaire le projet de « *la fille du Sud* ». Avec en toile de fond, la volonté de travailler avec le sourire. ▲

Ludvine Ducellier



L'ex-Miss Monde a été la plus jeune mairesse de Gibraltar. © Tony Evans

Du podium à la mairie

Pendant deux ans, Kaiane Aldorino Lopez, ancienne Miss Monde, s'est retrouvée à la tête de la mairie de Gibraltar.

Surprise générale, tension diplomatique. En 2009, Kaiane Aldorino Lopez déjoue tous les pronostics et remporte le titre de Miss Monde à Johannesburg (Afrique du Sud), obligeant l'Espagne, qui conteste la souveraineté de Gibraltar, à reconnaître sa victoire. Fous de joie devant ce pied de nez au voisin, les Gibraltariennes et Gibraltariens font d'elle un symbole national et en 2011, la Miss devient la première

femme à recevoir les clés de la ville. Bis repetita en 2017. Fraîchement élue mairesse de Gibraltar, Kaiane Aldorino Lopez s'est fendue d'un « *nous sommes britanniques et le serons toujours* ». Son statut d'édile n'aurait pourtant dû être qu'une fonction honorifique et peu politique... au grand dam du voisin ibérique.

Maxime Dubernet de Boscq



DRÔLE DE VILLAGE

À la fois Las Vegas et Dubaï, avec une pointe de conservatisme et des singes narquois : sept kilomètres carrés de curiosité.



Serial noceur

C'est l'endroit le plus facile pour convoler en Europe. Il suffit d'y passer une nuit, de disposer d'un passeport et d'un certificat de naissance.

Paul et Theresa, la cinquantaine, ont trouvé leurs témoins dans la rue pour pouvoir se marier. © Mathilde Muschel

Dans la même journée, Adrian Traverso, officier exécutif du petit bureau de l'état civil de Gibraltar, peut répéter le même discours quatre fois d'affilée. « La cérémonie durera trois heures », s'exclame-t-il en accueillant le dixième couple de la semaine dans la salle où trône le portrait de la reine Elisabeth II. « Je rigole, cela ne prendra que quinze minutes. »

Même blague répétée depuis six ans – date de ses débuts dans le métier. L'officier se fait appeler « Mr Happy » : « c'est un travail heureux, vous voyez des gens joyeux », souligne-t-il. Adrian Traverso a une casquette à son effigie et se dit « influenceur de l'amour ». Il se prend en photo avec chaque couple qu'il marie et la partage sur sa page Instagram. Il explique fièrement avoir participé à l'émission française *Mariés au premier regard*, diffusée sur M6, et en montre un extrait à tous les couples qu'il unit.

Robe blanche, cheveux parfaitement coiffés d'un serre-tête à perles, Sonja arrive, son bébé à un bras, son futur époux Jonny à l'autre. Ils retrouvent devant le bureau de l'état civil leur photographe attitrée pour la journée, ainsi que la wedding planneuse, Michele Osborne. Les deux femmes seront leurs témoins. Quoique. « Vous ne voulez pas me remplacer ? », nous lance la photographe, qui en voit passer tous les jours. Journaliste mène à tout.

« Seuls nos parents sont au courant », confie Sonja. Le couple s'est rencontré à Majorque. Elle est croate, lui anglais. Les deux vivent au Royaume-Uni. L'organisatrice s'occupe de tout : du bouquet de fleurs à la réservation de la chambre d'hôtel, jusqu'à la traduction des papiers demandés.

La ballade de John et Yoko

« Gibraltar est l'endroit le plus rapide et le plus facile pour se marier en Europe » explique Shireen Cantrell, de Rock Occasions, une autre organisatrice de mariages. Il suffit d'y passer une nuit, de disposer d'un passeport et d'un certificat de naissance pour sceller son union. L'afflux des jeunes mariés ne risque pas de se tarir de sitôt à Gibraltar, capitale du mariage depuis que John Lennon et Yoko Ono s'y sont dit oui. C'était en 1969, comme en attestent une photo du couple devant le rocher et le célèbre single des Beatles, « *The ballade of John and Yoko* ». À leur tour, Scott et Cherifa viennent unir leurs destins. Pas de robe blanche, ni de fleurs, les deux tourtereaux sont accompagnés de trois de leurs proches. Cherifa interrompt l'officier et échange sa paire de baskets pour une paire de talons hauts juste avant la cérémonie. Elle est taiwanaise, lui nord-irlandais et repartiront, bague au doigt, s'installer en Asie.

Le business de l'amour est florissant : 1 500 noces sont célébrées chaque année. 90 % des couples sont internationaux, selon l'officier Adrian Traverso : « J'ai uni des gens de tous les pays. Si j'avais une carte du monde, et que je mettais des épingles dessus, vous ne verriez plus la carte, mais uniquement des épingles. »

Mathilde Muschel



John Lennon et Yoko Ono se sont mariés à Gibraltar en 1969. © UPI/AFP



God Save the calentita

Francis Sené présente fièrement les deux plats phares de son restaurant : la calentita (à gauche) et la torta de acelga. © Maxime Asseo

Héritière d'une histoire multiculturelle, la cuisine gibraltarienne résiste à l'expansion des fast-foods.

Au croisement de Tuckey's Lane et Irish Town Street, dans le centre de la péninsule, l'équipe d'un petit restaurant s'affaire pour servir sa clientèle. Dès 10 heures, les commandes affluent au Tasty Bites : des bolas de anis, du pastel de coliflor ou bien du rolitos. Tout est là pour satisfaire les papilles de la population du Rocher. Mais aussi celles des intrépides qui oseront se lancer dans cette aventure gustative.

La cuisine de Gibraltar est empreinte d'une myriade de cultures, relève le chef du Tasty Bites, Francis Sené. « Les principales influences sont espagnoles, arabes, maltaises et génoises », précise Justin Bautista, auteur d'ouvrages culinaires et spécialiste de la gastronomie gibraltarienne.

La calentita est un des mets qui représente, selon lui, le mieux le territoire. Il s'agit d'une galette composée de farine de pois chiches, d'eau, d'huile d'olive, de sel et de poivre. Apparue au XVI^e siècle lors de l'arrivée de migrants génois, elle était vendue dans la rue, au cri de « *calentita, calentita* », encore chaude sur un morceau de papier.

L'héritage génois est aussi présent dans d'autres recettes, comme la tarte aux épinards nommée *torta de acelga*. Contrairement à la version italienne, elle ne contient pas d'œufs. Le rosto, plat de viande et de pâtes, est quant à lui lié à l'histoire maltaise. Le potaje de berza est un ragoût typique

d'inspiration espagnole, aux notes parfumées et pimentées de chorizo, de laurier et de poivre noir. Malheureusement, la tradition de ces plats se perd : « Les gens n'ont plus le temps de cuisiner. Beaucoup de travail, plus autant de pauses... », regrette Francis Sené. Justin Bautista ne désarme pas : « Il est important de maintenir ces traditions en vie. En les perdant, c'est une partie de notre patrimoine qui s'évapore. »

Un héritage à conserver

La transmission de cet héritage passe principalement par les familles, les aînés, qui « adorent nourrir et transmettre », témoigne ce dernier. Encore faut-il que les jeunes de la péninsule, qui s'envolent souvent pour leurs études au Royaume-Uni, gardent l'envie de faire perdurer cet art culinaire.

Au fil des années, Francis Sené a remarqué que les restaurants alentour devenaient de simples stands de fish and chips ou de burgers. Des plats rapides à consommer. Pour autant, le chef du Tasty Bites n'en démord pas et poursuit sa quête d'une cuisine locale de qualité. Pour ce faire, il est accompagné d'un « personnel qualifié ». Il a besoin d'une équipe qui connaît les spécificités des divers plats. Comme lui, certaines Gibraltariennes et Gibraltariens ont compris les atouts de cette cuisine qui permet à la citadelle britannique de rayonner. Les recettes sont adap-

tées au goût du jour et à différents modes de vie (véganisme, sans gluten ou bien casher). Une cuisine moderne qui garantit la préservation culinaire de ce patrimoine. ▶

Corentin Alloune et Maxime Asseo

« Il est important de maintenir ces traditions en vie. En les perdant, c'est une partie de notre patrimoine qui s'évapore »



La calentita est une galette traditionnelle à base de pois chiches. © Gibmetal77

Et la montagne accouche d'un building

Les limites entre terre et mer ne sont pas figées.

Contre le manque de place, le petit territoire s'étend sur les eaux à coups de projets immobiliers faramineux.

L'une des six tours des Hassan Centenary Terraces, haute de 90 mètres. Le complexe, bâti sur des gravats jetés dans la mer, fend les eaux de la Méditerranée. © Emma Rodot



Que la montagne est laide. Nue, aride, bétonnée. Des pelleteuses s'affairent sur ces tas de gravats gagnés sur la mer. 30 mètres de haut, 200 en longueur, presque autant de large. La décharge jouxte les falaises de Gibraltar au nord de sa côte est, la plus sauvage. Au sommet, des pièces de carrelage usées se mêlent à des vieux parpaings. Cela fait quinze ans que la poubelle surplombe la Méditerranée, gavée par des tonnes de déchets goudronnés, grattés lors de travaux de démolition ou d'excavation du Rocher. Chef de chantier, Aurelio Ortiz déterme les racines du projet : « Une loi [ndlr, le Landfill Act de 2002] interdit d'utiliser ou de se débarrasser des gravats après un chantier. Alors, tous ceux du territoire sont envoyés ici pour être recyclés. »

Du béton qui vaut de l'or

Au pied de la colline, trois tours de 33 étages sont déjà sorties des eaux. Structures creuses. Les Hassan Centenary Terraces se dressent sur un remblai grisâtre, bitumé, mélangé à de la terre sèche. Les vagues chatouillent les orteils des géantes encore inoccupées. Le trio va bientôt doubler afin d'ajouter 665 logements dits « abordables ». 2 837 euros le mètre carré, contre 6 073 en ville. L'État prend en charge la moitié du prix d'achat. Une aubaine pour la population llanita, dans un marché immobilier en proie à l'inflation. Politique sociale d'ampleur dans un lieu où le libéralisme économique règne en maître ? « C'est aussi une manière d'empêcher que des Espagnols viennent coloniser le territoire en achetant tout, explique Ortiz. Les gens ne sont en fait propriétaires qu'à 50 %, ils ne peuvent donc pas revendre à qui ils veulent. »

Jessica Reilly a bénéficié de cette aide dans un quartier attenant, composé d'appartements couleur mandarine, coincés entre l'aéroport et la mer. Cette comptable, malgré des revenus confortables, apprécie la mesure : « Il devient de plus en plus compliqué pour les habitants de Gibraltar d'accéder au logement. Si les subventions n'existaient pas, je ne pourrais même pas vivre ici. » Une once d'inquiétude pointe dans sa voix : « Les travaux sont une perturbation massive pour le paysage, les riverains. Je ne sais pas quelle sera la suite, dans combien de temps ils seront terminés. Il est difficile d'obtenir des informations du gouvernement à ce propos. »

Celui-ci estime l'impact économique du quartier flottant à 2,5 milliards de livres (environ 3 milliards d'euros) en dix ans. « Ce sera phénoménal, le plus grand projet de l'histoire de Gibraltar. Il y

aura de nouvelles maisons, des bureaux, des espaces commerciaux, des zones urbaines et des espaces verts, s'enthousiasme sans mesure Vijay Daryanani, ministre du Business, du tourisme et du port. Bien sûr, ce sera très bon pour l'économie. »

Et tant pis pour l'écologie. « Nous sommes très exposés. Les habitants demandent de l'emploi, la sécurité sociale. Le reste... Cela ne préoccupe pas », regrette Janet Howitt, cocréatrice et porte-parole de l'ONG Environmental Safety Group. Elle précise que ses rapports avec le ministre de l'Environnement sont plus que cordiaux et qu'elle participe à ses commissions. L'activiste analyse les circonvolutions du territoire depuis les années 2000 dans son petit local de Line Wall Road. Des pancartes s'accumulent. Dessins pastels de baleines aux murs. La militante s'interroge en servant du thé bergamote trop infusé : « Pour nous, le plus gros problème reste la raffinerie, dans la baie d'Algésiras (voir page 41). Alors, pourquoi des journalistes français s'intéressent-ils à ces extensions ? »

L'une des réponses se trouve en mer. Le comblement des fonds affecte la patelle ferrugineuse, mollusque méditerranéen en danger d'extinction et protégé par l'Union européenne. L'association espagnole Verdemar Ecologistas en Acción a déposé trois plaintes contre le projet, en raison d'effets ressentis jusqu'à La Línea, la ville espagnole voisine. En 2005, le biologiste Darren Fa, aujourd'hui directeur de recherches à l'université de Gibraltar, observait que « la majeure partie des terres récupérées en mer montrent des signes d'instabilité et des mouvements de roche. Elles souffrent d'affaissement, d'effondrements périodiques, ce qui n'est pas propice à l'établissement d'organismes intertidaux rocheux », comprendre la patelle, qui s'accroche aux récifs à marée basse.

Grignoter l'azur

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne a aussi changé les perspectives. « La côte n'est qu'un seul écosystème. Maintenant, l'environnement est coupé en deux, géré par deux entités aux paramètres déséquilibrés. Le Brexit est terrible de ce point de vue », analyse Janet Howitt. L'Europe possède peu de leviers d'action contre cette gloutonnerie.

Pourtant, Gibraltar s'est toujours développé en repoussant son littoral (voir carte page 63). En témoigne le projet Victoria Keys, une future marina en plein milieu du port, à l'ouest, où des dizaines de camions déversent chaque jour les gravats de la montagne. À l'exception de la vieille ville qui grimpe sur les hauteurs, la majorité des quartiers récents sont bâtis sur des terres

poldérisées. Avant 1939, l'aéroport n'était qu'une grande dune de sable séparant l'Espagne du Rocher. La pratique est gravée dans l'ADN du territoire. Question de survie, même pour les écolos : « *Le Covid a frappé l'économie. Nous sommes une petite nation, pointe la porte-parole d'Environmental Safety Group. Gibraltar est une ville, nous n'avons plus d'espace pour construire. Il n'y a pas beaucoup d'options pour survivre... On pousse pour que ces travaux aient le moins de répercussions possibles.* »

Tyran d'eau

L'exclave s'étire. Son trait de côte mue. Au désarroi de l'Espagne mitoyenne. Madrid et l'Union européenne se réfèrent au traité d'Utrecht de 1713, qui ne prévoit aucune délimitation des eaux territoriales. Pas de légitimité en mer pour Gibraltar en dehors des eaux du port. À l'inverse, le Royaume-Uni revendique une souveraineté de trois milles nautiques en vertu du droit international. Dans cette bataille d'autorité, l'expansion rebat les cartes : selon le voisin, les constructions sont réalisées dans son espace maritime. « *L'Espagne n'a pas bougé et n'a pas eu envie d'es-*

sayer de trouver une solution, même au sein de l'Union européenne », regrette Fernando Maura, membre du parti centriste espagnol Ciudadanos, engagé sur cette question à l'époque où il était eurodéputé, entre 2014 et 2015. « *Gibraltar n'est pas dans les priorités des différents gouvernements.* » Un manque d'intérêt qui se ressent aussi dans la population, ce qui n'inciterait pas l'Espagne à agir. Et de compléter : « *De toute façon, il nous sera impossible de régler la question de Gibraltar si on ne peut pas résoudre le problème de la pauvreté dans le sud de l'Andalousie, qui survit grâce aux emplois transfrontaliers.* »

Dans ce jeu du « qui met la pression ? », le Rocher entend bien revendiquer son territoire de gré ou de force, y compris sous les eaux. Au bout de la piste de l'aéroport, des récifs artificiels ont été déposés dans les fonds marins de la baie. Officiellement, il s'agit de préserver les écosystèmes en empêchant les chalutiers espagnols de venir se servir ici. Et officieusement, de gagner quelques lieues sous les mers. ▲

Anthony Derestiat et Emma Rodot

Entre deux eaux

Catalan Bay s'anime en fin de journée. Au Social Club, on refait le monde autour d'une bière. Seule une route sépare sa terrasse de la grande bleue. À 500 mètres, l'immense décharge, remplacée à terme par une grande marina. De quoi bouleverser la vie des gens de ce petit coin atypique.

« *Ceux qui viendront s'installer à côté ne parleront pas italien !* » s'exclame Gino Robba, un sexagénaire, habitant du village façonné par des familles génoises pratiquant la pêche. Sur les boîtes aux lettres, des noms aux consonances italiennes. « *Ce n'est pas le même mode de vie, pas les mêmes coutumes et surtout, pas les mêmes revenus.* » Coupée de la ville par l'immensité du Rocher, la baie s'est créée une identité à part. Un harmonieux mélange des styles méditerranéen et britannique. Les conversations sont espagnoles, ce qui n'empêche pas le Seawave Bar de servir un excentrique burger œuf-bacon-saucisse sauce Jack Daniel's.

Déjà fragilisée par l'érosion, la plage perdra elle aussi de son charme. Une histoire de bancs de sable déplacés par les courants, bouleversés par les 50 mètres gagnés sur le littoral. « *Quand j'étais jeune, on pouvait re-*



Partie intégrante du quotidien des habitants de Catalan Bay, la décharge s'étend toujours, à quelques mètres du village. © Emma Rodot

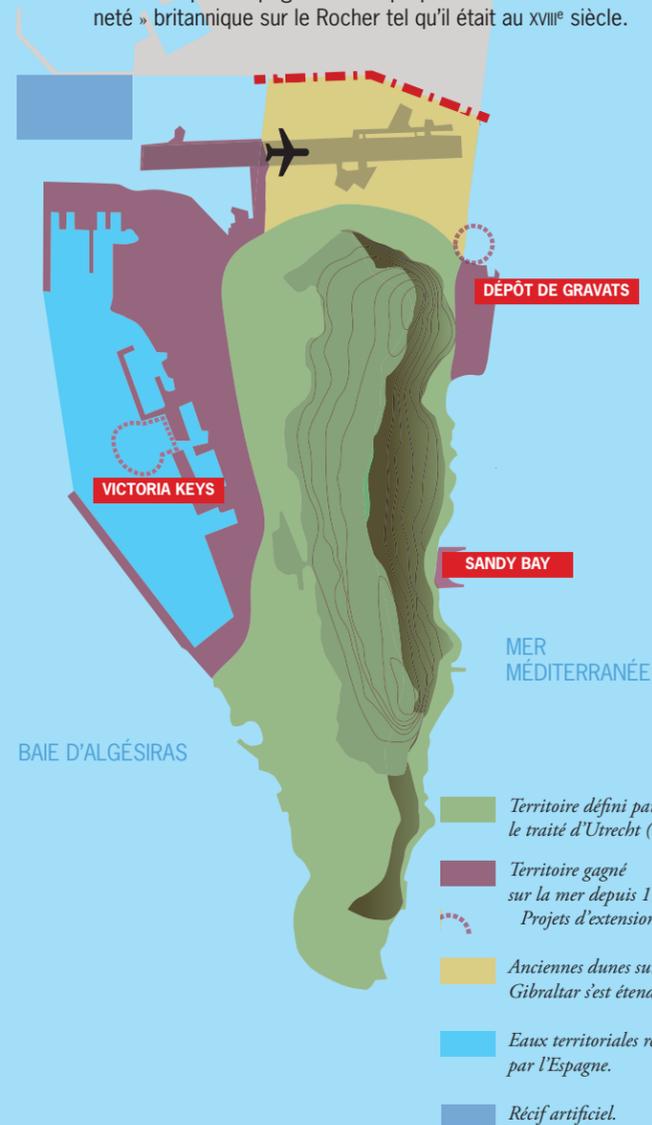
monter jusqu'à la frontière en longeant la plage », rappelle Martin Richard, un natif âgé de 67 ans. Une fois le hameau traversé, au coin opposé de la baie, un autre projet pharaonique se prépare. Un hôtel Hilton cinq

étoiles, balcons végétalisés et piscine vue mer. Le seul de Gibraltar. Il remplacera le mythique Caleta Hotel qui, lui, avait le malheur de n'avoir que quatre étoiles. ▲

Anthony Derestiat et Emma Rodot

Gibraltar no limit

Depuis 1713, Gibraltar s'étend sur la mer et sur la dune qui le sépare de l'Espagne. Les contours du territoire n'ont plus grand-chose à voir avec ceux fixés par le traité d'Utrecht, qui ne mentionne ni frontière ni eaux territoriales. Un vide juridique qui réside dans la reconnaissance par l'Espagne d'une « propriété » et non d'une « souveraineté » britannique sur le Rocher tel qu'il était au XVIII^e siècle.



VICTORIA KEYS

Nouveau projet en gestation pour la décennie à venir : le luxueux quartier Victoria Keys. Depuis 2020, 120 000 mètres carrés émergent des eaux dans le port. © Government of Gibraltar



DÉPÔT DE GRAVATS

Les gravats issus des chantiers sont collectés, puis entreposés près du rivage. Parmi eux : du ciment, des parpaings, du carrelage, broyés par des bulldozers avant d'être utilisés comme remblai pour les projets d'extension en mer. © Anthony Derestiat



SANDY BAY

À l'est, la plage de Sandy Bay plonge dans la Méditerranée. Créées de toutes pièces, ses digues modifient les courants. 50 000 tonnes de sable y ont été apportées. Sur la plage, des villas fissurées, fouettées par les vents marins. © Juliette Brossault

Sur les traces de Néandertal

Des cavernes classées au patrimoine mondial de l'Unesco sont des lieux de recherches scientifiques privilégiés sur les origines de l'humanité.

Une grotte perceptible à même le blanc de la falaise se dessine, à quelques centimètres au-dessus de la mer. Découvert en 1907, le complexe de Gorham est un ensemble de quatre cavités formées dans du calcaire. 100 mètres de long et 35 de hauteur au niveau de l'entrée.

Depuis 2016, le site est classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Certaines traces exceptionnelles d'occupations par les Homo neanderthalensis remontent à plus de cent mille ans. Ce bout de territoire est aussi reconnu comme leur dernier lieu de vie, il y a trente deux mille ans. Des restes de phoques, de volatiles et même des aigles chassés par ces femmes et hommes préhistoriques y ont été retrouvés.

Dans son bureau où s'agglutinent des centaines d'ouvrages sur les

origines de l'humanité, Clive Finlayson, directeur du musée national de Gibraltar et paléanthropologue, se réjouit. Ses collaborateurs et collaboratrices enchaînent les trouvailles. « Dans l'image archétypale, on représente toujours l'homme de Néandertal brutal et trapu, en train de chasser le mammouth. Nos travaux montrent qu'il est en réalité beaucoup plus intelligent qu'on ne le pensait », affirme le scientifique de 67 ans aux cheveux mi-longs poivre et sel. « J'ai 2 % d'ADN commun avec l'homme de Néandertal », glisse-t-il en souriant. Comme une bonne partie de l'humanité.

En 2014, Clive Finlayson et ses équipes annoncent la découverte d'une gravure en forme de croix sur le sol d'une proéminence rocheuse au fond de la grotte.

Art abstrait ?

« C'est le premier exemple d'un art des cavernes, d'une représentation abstraite faite par les Néandertaliens », avait alors déclaré Francesco D'Errico, directeur de recherche au Centre national français de la recherche scientifique (CNRS). « Il est difficile de dire s'il s'agit d'art. Il faut rester prudent », nuance la paléanthropologue et membre du CNRS, Isabelle Crevecoeur. Certains évoquent l'idée d'une carte pour se repérer dans l'espace. Fin 2021, une nouvelle cavité a été exhumée avec son lot de trouvailles qui seront révélées au grand public dans les mois à venir. ▀

L'Atlantide retrouvée ?

L'île mythique engloutie se trouverait entre le Maroc et l'Espagne. C'est ce qu'affirme le géologue Jacques Collina-Girard.



Jacques Collina-Girard a débuté ses recherches dans le détroit il y a vingt ans. Il travaillait pour le CNRS. © Jacques Collina-Girard

Comment avez-vous découvert cette potentielle Atlantide ?

J'étais au Maroc pour une mission d'archéologie préhistorique. Un collègue marocain m'a demandé d'estimer les profondeurs du détroit. J'ai repéré un haut-fond, le banc Spartel. Son sommet se trouve à 55 mètres sous le niveau de la mer. Là, j'ai fait une blague. Je lui ai dit : « Tu vois ça ? C'était une île émergée. Elle a disparu neuf mille ans avant nous. C'est drôle, tout le monde cherche justement une île engloutie à la sortie des colonnes d'Hercule¹. Nous avons trouvé l'Atlantide ! »

Vous avez donc lancé des recherches approfondies à la suite d'une plaisanterie ?

En rentrant, j'ai repris les textes de Platon et constaté des parentés assez troublantes avec cette découverte géologique. La temporalité et la surface de l'île correspondaient à l'Atlantide légendaire. Quelques années plus tard, en 2009, j'ai publié mon ouvrage *L'Atlantide retrouvée ?* : enquête scientifique autour d'un mythe.

Y a-t-il d'autres hypothèses scientifiques sur la localisation de l'île engloutie ?

Le Timée de Platon fait parler de lui depuis l'Antiquité. Pourtant, très peu de recherches véritablement scientifiques ont été menées. Les gens qui fantasment sur ce mythe ne sont souvent pas naturalistes. Beaucoup de doux rêveurs utilisent les écrits auxquels ils peuvent faire dire n'importe quoi. Certains géologues évoquent toutefois la ride médio-Atlantique, les Canaries ou Santorin. Mais cela ne correspond pas à ce que dit le philosophe. Avec mes recherches, j'ai apporté une entrée géologique combinée aux textes. Le détroit est un objet d'étude fantastique. ▀

¹Nom donné, dans l'Antiquité, aux montagnes bordant le détroit : le rocher de Gibraltar sur la rive européenne, le djebel Musa sur les côtes marocaines.

Propos recueillis par Océane Provin



La grotte de Gorham a été découverte en 1907. © The Gibraltar National Museum

Florian Mestres



Algue attaque

Un désastre se joue dans les eaux du détroit. Une algue nauséabonde recouvre les plages de la baie. Décryptage d'un péril écologique.

L'algue *Rugulopterix okamurae* colonise le détroit

Il s'agit d'une algue brune sous-marine originaire d'Asie du Sud-Est. Elle est visuellement semblable aux autres algues de Méditerranée, mais s'y développe de façon beaucoup plus rapide. C'est en 2015, du côté de Ceuta, sur la rive opposée, à 14 kilomètres au sud du Rocher, qu'elle a fait son apparition. Avant de lancer son assaut sur la baie d'Algésiras. Suivre sa piste est devenu facile tant elle est partout. Il suffit d'arpenter la première plage au nord de Gibraltar pour voir l'algue. Et sentir ses effluves malodorants. De la terrasse de son appartement à une centaine de mètres, Sonia Mateo, habitante de La Línea de la Concepción et militante du groupe écologiste Verdemar, l'observe chaque jour s'échouer sur la plage de Poniente. « C'est une catastrophe pour la pêche et le tourisme, lance-t-elle, vous voudriez vous baigner ici, vous ? » Non, merci.

Les causes de son invasion sont incertaines

La théorie scientifique la plus probable pointe les cargos qui déchargent, aux portes de la Méditerranée, leurs eaux de ballast, ces réserves contenues dans les cales pour équilibrer la cargaison. Mais difficile de le prouver avec certitude. « La présence de l'algue est une énigme. Aucun lien direct entre les activités maritimes et l'introduction de cette espèce dans la zone n'a été démontré », expose José Carlos Garcia Gomez, professeur de biologie marine à l'université de Séville. En attendant, l'invasive a gagné toutes les côtes du sud de l'Espagne, dopée par les microplastiques dont elle raffole.

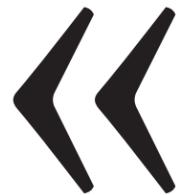
Des dégâts dramatiques pour l'environnement

« Elle nuit aux espèces endémiques et les oblige à migrer », déplore Sonia Mateo. Le détroit abritait jusqu'ici une flore à la diversité remarquable, composée d'une quarantaine de macro-algues essentielles à l'équilibre de la faune sous-marine. Un écosystème invisible se meurt. « La situation est catastrophique. L'algue a pratiquement anéanti toute la couverture naturelle. Il y a un processus de destruction des conditions environnementales du milieu », alerte Jesús Verdú Baeza, chercheur en protection internationale de l'environnement à l'université de Cadix. À terre, des tonnes d'algues sous-marines affluent chaque année, tant dans la baie d'Algésiras que sur les côtes africaines, nuisant aux activités touristiques locales. ▀

Juliette Brossault et Maxime Giraudeau

Un choix sous omertà

L'avortement était passible de prison à vie jusqu'à sa légalisation en 2021. Aujourd'hui, le tabou perdure dans cette société conservatrice.



J'étais enceinte. J'ai tout de suite su que je n'irai pas jusqu'au bout. » Assise sur la banquette noire d'un café en bord de mer, Selina Mellin raconte d'un ton assuré son avortement, fin 2020.

À l'époque, interrompre sa grossesse à Gibraltar est passible d'emprisonnement à vie. Pour avorter, il faut passer la frontière. « *Il y a une clinique à Algésiras, à 20 minutes en voiture d'ici.* » Sur place, les médecins enchaînent les rendez-vous. « *C'est un business. Le docteur ne m'a pas parlé ni regardée. Il s'adressait uniquement aux infirmières.* » Le tout, pour un montant de 600 euros.

Sur le Rocher, le sujet a toujours été tabou. « *On en parlait tellement peu que personne ne savait que c'était interdit. Les femmes partaient pour avorter, je pensais que c'était parce qu'elles préféraient les cliniques privées à l'hôpital* », opine Rachael Jackson, une amie de Selina, aujourd'hui militante féministe. Elle ne découvre la raison des départs que tardivement, à la télévision britannique. « *Notre communauté est très catholique. À l'école, j'avais une heure et demie de formation religieuse obligatoire par semaine* », se remémore la trentenaire.

« *En 2011, un médecin a refusé de me prescrire la pilule du lendemain pour raisons religieuses* », se souvient Rachael, en triturant un pendentif en forme de clitoris accroché à son cou. Pour Nicole Banda, elle aussi militante, « *certaines Gibraltariennes redoutaient de voir leur docteur de peur qu'il soit contre l'avortement* ». En 2018, elles se retrouvent avec une vingtaine de femmes dans un bar à pilotis dans le fastueux quartier d'Ocean Village, et créent l'association No more shame.

L'objectif est l'amélioration des soins de santé sexuelle et des droits des femmes. « *Nous distribuons des préservatifs dans des festivals de musique* », retrace Rachael. En 2019, les parlementaires britanniques légalisent l'avortement en Irlande du Nord, ce qui pousse le gouvernement gibraltarien à travailler sur le sujet. Même si aucune femme n'a jamais été condamnée, il propose un amendement pour décriminaliser l'arrêt de la grossesse au Parlement. Adopté à dix voix contre sept, le projet est finalement soumis au vote populaire.

Douze semaines, faute de mieux

« *Pour la campagne, nous nous sommes inspirées de l'Irlande du Nord. Nous avons rassemblé tous les groupes féministes sous le nom de Gibraltar for Yes* », explique Nicole, café à la main et bracelet orné d'une croix scintillant au soleil. Sur les réseaux sociaux, l'entité se divise en plusieurs satellites, comme Parents for Yes ou Doctors for Yes. Le collectif fait appel à des personnalités de la région, telles que le ministre en chef Fabian Picardo, en leur demandant de s'exprimer sur le référendum. « *Dès que les gens ont vu que cet avocat, ce policier ou ce médecin s'engageaient, ils ont eu envie, eux aussi, de soutenir la cause publiquement.* » Les manifestations s'enchaînent : « *il y a eu celle où nous tirions des valises comme si nous partions pour l'Espagne* », décrit Selina. Sur la sienne, une inscription : « *J'ai honte de mon gouvernement.* » Prévu en mars 2020, le référendum est reporté un an plus tard, le 24 juin 2021, en raison de la crise du Covid. Près de 63 % de l'électorat de Gibraltar se prononce en faveur de la nouvelle loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Désormais, une femme peut avorter jusqu'à la douzième semaine si sa santé

« *L'éducation sexuelle à l'école se réduisait à une horrible vidéo d'avortement* »

mentale ou physique est menacée, voire plus tardivement si ce danger est jugé irréversible. Et ce, sans risquer de passer par la case prison. Cette loi autorise aussi l'avortement lorsque le fœtus présente des déficiences physiques mortelles.

« *Ils ont repris les termes de la loi en vigueur au Royaume-Uni, explique Rosita Laila, productrice du documentaire sur l'avortement The Gibraltar Project. Mais là-bas l'IVG est autorisée jusqu'à 24 semaines, et non 12.* » Un compromis que Gibraltar for Yes a dû faire pour espérer obtenir une avancée dans ce territoire conservateur. « *Le ministre en chef nous a clairement dit : "descendez votre exigence, vous obtiendrez plus de votes de cette manière." Mais douze semaines, c'est peu* », soupire Rachael.

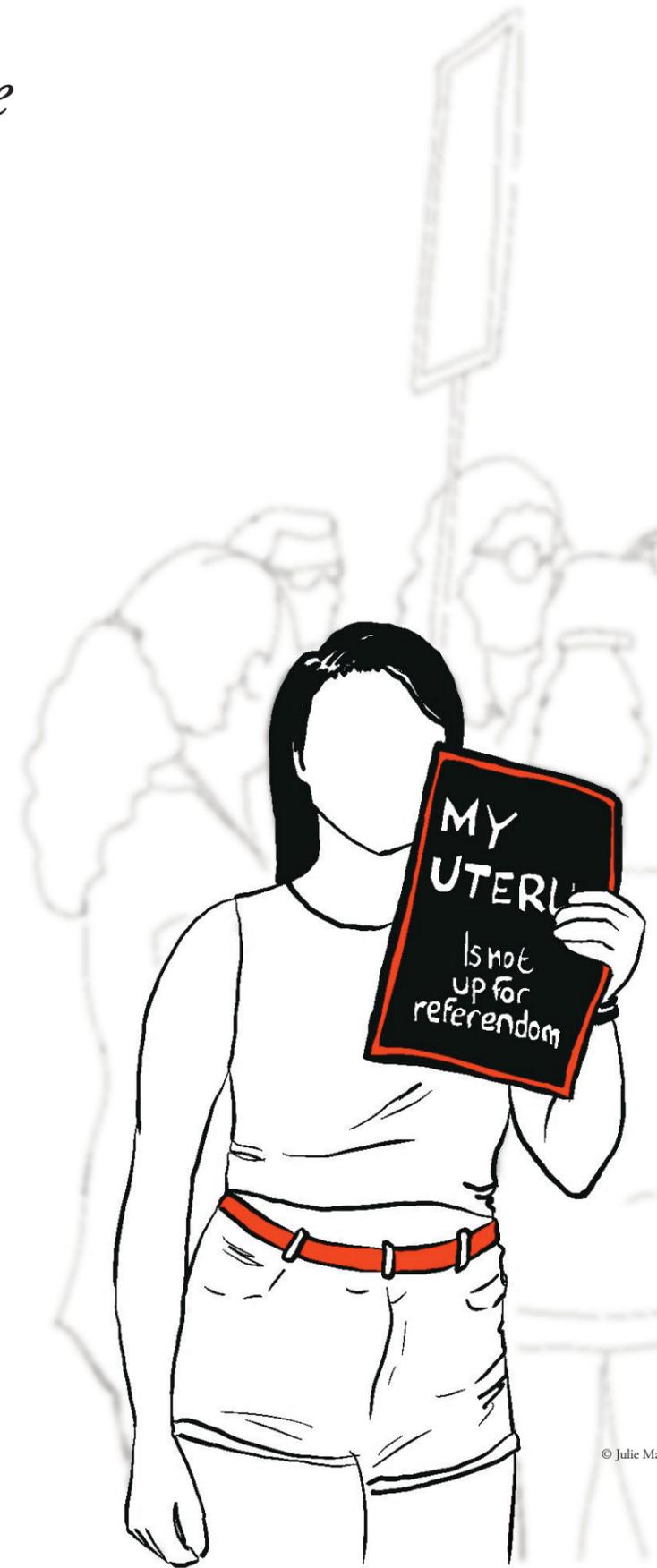
Rapports coupables

Seul le Gibraltar Health Authority, unique hôpital du Rocher, est autorisé à pratiquer les IVG. « *La personne doit obtenir l'aval de deux médecins avant d'aller plus loin, fait remarquer Nicole. Au moins, ils l'accompagnent dans tout le processus.* » Selon des données publiées par l'hôpital, 15 femmes ont entamé une procédure d'avortement entre juillet 2021 et janvier 2022. 11 d'entre elles sont allées jusqu'au bout. Aucun médecin n'aurait refusé à ce jour de pratiquer l'intervention.

« *J'étais très heureuse de voir ces statistiques, cela m'a rassurée de me dire que ce n'était pas que du vent, que nous ne nous étions pas battues pour rien* », sourit Selina. Une réaction loin d'être unanime. « *Certains étaient furieux que ces chiffres soient publiés* », ajoute-t-elle. Le sujet reste sensible. L'hôpital sollicité n'a pas souhaité répondre à nos questions. Rosita l'affirme : « *Tout le monde voulait juste glisser le sujet sous le tapis et arrêter de se battre avec ses voisins.* » Certaines femmes ont préféré continuer à se rendre en Espagne par discrétion. « *Gibraltar est un petit territoire, tout le monde se connaît et tout se sait.* »

Du chemin reste à parcourir. « *On ne peut pas espérer un réel changement tant qu'il n'y aura pas d'éducation sexuelle à l'école, se désole Selina. Jusqu'à peu, elle se réduisait à une horrible vidéo d'avortement.* » Quand elles tombent enceintes, les jeunes filles ne connaissent pas les options qui s'offrent à elles, « *la société les culpabilise d'avoir eu un rapport* ». Cette situation n'est pas propre à Gibraltar. Cinq autres territoires européens n'ont pas encore légalisé l'IVG. Monaco, la Pologne et le Liechtenstein la restreignent fortement. À Andorre et Malte, il reste illégal. ▴

Camille Bigot et Juliette Brossault



La revanche des amateurs

Au prix de quotas discriminatoires, la fédération gibraltarienne de football sacrifie la compétitivité de son championnat pour faire progresser l'équipe nationale. Avec succès.

La sono crache « *Highway to Hell* », le mythique son d'AC/DC, à l'entrée des joueurs. Les supporters et supportrices llanitas s'installent dans les gradins du Victoria Stadium, bières et hot-dogs à la main. Gibraltar reçoit Grenade le mercredi 23 mars 2022. Il y a quelques années, l'affiche aurait opposé le territoire britannique à la cité andalouse voisine. Cette fois-ci, c'est bien l'île des Caraïbes du même nom qui a fait le déplacement pour affronter l'équipe nationale. Reconnue par l'UEFA depuis 2013 et par la Fifa depuis 2016, la sélection de Gibraltar commence à s'ouvrir à l'international. Tout l'inverse de son championnat, qui se replie sur lui-même. Parmi les nombreuses anomalies du petit territoire – si étroit que le stade jouxte l'unique piste de l'aéroport –, sa National League figure sur le podium. Un championnat de football professionnel de 12 équipes dans la seule ville de Périgueux intra-muros, 30 000 habitants... Vous en rêviez ? Gibraltar l'a fait ! L'incongruité dépasse l'entendement avec une règle mise en place depuis 2019 : chaque équipe est tenue d'avoir en permanence au moins cinq joueurs originaires du Rocher sur le terrain. Autant dire que trouver plus de 60 footballeurs locaux capables de jouer au niveau professionnel semble illusoire.

Novices en Coupe d'Europe

« C'est l'équivalent d'un championnat de district [ndlr, le plus bas niveau des divisions amateurs françaises] dont les quatre premiers se qualifient en Coupe d'Europe ! » s'amuse Frédéric Peter, un passionné français qui tient un compte Twitter dédié au football de ce territoire bien qu'il n'y ait jamais mis les pieds. « Quand j'y jouais, les clubs prenaient n'importe quel Gibraltarien dans la rue pour remplir les quotas, se souvient Clément Loubière, milieu de terrain français passé dans le championnat entre 2014 et 2019. Si tu es d'ici et que tu sais faire une passe, tu peux gagner 2 000 euros par mois. »

Pour permettre à des footballeurs du dimanche de vivre de leur passion, la National League se repose quasi exclusivement sur les dotations de l'UEFA. L'instance européenne appuie à coups de millions la Gibraltar Football Association. Cette dernière n'a plus qu'à faire ruisseler la manne financière vers son championnat, dénué de droits télé. La foule ne se bouscule pas non plus dans les tribunes du Victoria Stadium, qui accueille l'intégralité des matchs et des entraînements.

Malgré des salaires intéressants, le niveau artisanal et la fameuse règle sur les cinq joueurs locaux peuvent vite lasser les étrangers. « Il y a beaucoup de matchs qui n'ont aucun intérêt. Les quatre ou cinq meilleures équipes jouent assez bien, mais le reste est d'un niveau très faible », regrette Ludovic Erhard, défenseur français du Glacis United, avec qui il lutte pour le haut de tableau. Dans la cafétéria du stade, une heure avant de jouer un match amical improvisé, il confesse ne pas vouloir s'éterniser ici. « Mon concurrent dans l'équipe, ce n'est pas un joueur gibraltarien qui joue au même poste, mais un attaquant argentin. » Pour avoir sa place sur le terrain le week-end, il ne s'agit pas d'être le meilleur défenseur, mais le meilleur étranger.

Du côté de la fédération, sise dans des bureaux flambant neufs au dernier étage du World Trade Center Gibraltar, on assume cette « règle discriminatoire » unique en Europe. Elle permet aux jeunes de jouer plus pour progresser. « Il y a quelques années, seuls un ou deux Gibraltariens par club avaient du temps de jeu, et quand les matchs internationaux arrivaient, cela devenait compliqué car l'équipe manquait de rythme, confie David Ochello, sélectionneur national des moins de 21 ans. Désormais, les joueurs gibraltariens ont plus d'expérience car les clubs sont obligés de les faire davantage jouer. »

Ponchos et chants en llanito

C'est un fait, les résultats suivent et donnent raison à la stratégie de la fédération. Gibraltar a gagné, il y a peu, ses premiers matchs en compétition officielle. « La victoire au Liechtenstein en octobre 2020 a débloqué quelque chose dans le cœur des gens, se réjouit Dennis Beiso, l'un des dirigeants de la fédération. Maintenant, avant nos matchs, il arrive même que les supporters défilent du port jusqu'au stade ! »

Pas de grand défilé pour Grenade. Refroidis par la pluie battante, seuls 400 fans se sont déplacés au Victoria Stadium pour encourager les rouge et blanc. Ponchos sur les épaules, une trentaine d'entre eux s'époumone en llanito, interrompue en première mi-temps par le décollage d'un avion sur la piste toute proche, puis par un atterrissage en seconde. La petite troupe célèbre le simple fait d'être là, d'avoir une équipe qui représente l'identité de son minuscule territoire. Ce soir, le résultat nul (0-0) sera accueilli dans l'enthousiasme général. Pas de petite victoire. ▲

Anthony Derestiat,
Maxime Dubernet de Boscq
et Théo Putavy



Depuis 2016, l'équipe de Gibraltar joue ses matchs officiels à domicile, de quoi ravir les supporters et supportrices qui devaient auparavant se déplacer jusqu'à Faro, au Portugal. © Anthony Derestiat



L'OMBRE DU ROCHER

*La Línea de la Concepción, ville mitoyenne
de Gibraltar, détonne face à son opulent voisin.
Pauvreté et chômage poussent ses travailleuses
et travailleurs à franchir la frontière.*



Parias du labeur

Travailler à Gibraltar est de famille chez les Valencia : le frère aîné de Miguel et d'Alfredo se rend aussi chaque jour dans l'antre du Rocher. Tout comme leur père avant eux. © Ludivine Ducellier

La main-d'œuvre espagnole nourrit l'économie de Gibraltar. Travailleuses et travailleurs s'affairent dans les hôtels, commerces, hôpitaux, chantiers. Une fourmilière indispensable qui survit dans des conditions précaires.

Deux silhouettes avancent au bout de la rue qui borde la place de la Constitution de La Línea de la Concepción. Le pas est souple. Miguel Valencia, carrure émaciée dans sa veste de chantier jaune fluo, détonne de son frère, Alfredo, épaules massives, mâchoire carrée. Les deux Espagnols suivent le chemin vers Gibraltar. Passage piéton. Halles du marché. Signes de la main. « *Buenos días !* » Un kilomètre dans l'effervescence d'un nouveau jour côté andalou. Puis la frontière. Le duo suit un rituel. Le même pour les 15 000 personnes – dont 9 800 originaires d'Espagne – qui travaillent dans l'exclave. Sortir la carte d'identité. Hochement de menton du douanier. Une fois. Deux fois. La traversée du tarmac. Puis la routine. Ici, le mythe du personnel transfrontalier aux conditions de travail profitables n'a pas lieu d'être. Face au chômage prégnant de La Línea, travailler de l'autre côté s'impose comme une nécessité. La question « *pourquoi exercez-vous là-bas ?* » entraîne le rire jaune d'Alfredo et de sa compagne Begoña Cabrera Recaño, 51 ans. « *À La Línea, il n'y a simplement pas d'emploi.* » Implacable. Selon l'Association socio-culturelle des travailleurs espagnols à Gibraltar (Ascteg), 48 % de la population de la ville andalouse travaille à Gibraltar. « *En 2010, je perds mon travail en Espagne, raconte Alfredo Valencia. Mon frère est allé voir son chef à Gibraltar. Comme l'entreprise cherchait de la main-d'œuvre, il lui a dit*

qu'il connaissait quelqu'un pour compléter l'équipe. J'ai fini par intégrer le personnel. » Avant lui, Miguel, 57 ans, dont 33 d'ancienneté chez Lewis Stagnetto, société de distribution agro-alimentaire, a remplacé son père – diminué – à la réouverture de la frontière en 1985 dans la même firme. Ici, la reproduction sociale est la norme. « *Ces travailleurs et travailleuses restent un véritable moteur économique pour le Campo de Gibraltar* », analyse Miguel Acosta Sánchez, professeur de relations internationales à l'université de Cadix. Pour Alfredo, « *détenir une activité professionnelle relève du miracle* ». Sinistrée, sans industrie, La Línea comptabilise un taux de chômage de 42 %. Une grande partie de l'offre du Rocher concerne « *les pires jobs* », s'offusque Begoña. Elle rétablit d'un geste sec ses cheveux carminés. Puis ses lunettes sur son nez. Ses phrases s'accroissent à l'image de son quotidien d'employée dans une station-service. Pour les autres, ménage dans les hôtels de luxe, les hôpitaux ou les cuisines.

La misère des salaires

À la différence de la Suisse ou du Luxembourg, les salaires n'atteignent pas des sommes mirobolantes. « *On parle de 10 à 15 % de plus à Gibraltar par rapport à l'Espagne* », confronte Juan José Uceda, porte-parole de l'Ascteg. Le changement de devise entraîne une conversion instable. Si le cours de la monnaie chute, les salaires s'écroulent avec. « *Je n'ai pas de revenu fixe, explique Alfredo Valencia. Je perçois 1 000 euros, mais le mois d'après ça peut être 200 de moins. L'essence, l'électricité, l'eau ou la nourriture, elles, augmentent.* » Le colosse, pompier volontaire et poète à ses heures perdues, ponctue son récit d'une gestuelle expressive. L'argent qui s'évapore. Haussement des épaules. Des temps difficiles mais la tête haute.

Alfredo, 52 ans, vit toujours avec sa mère dans un étroit appartement de La Línea. Il calcule tout. Les fins de mois sont rudes. Il mime son ressenti, les doigts serrés autour de son cou. Les transfrontalières et transfrontaliers sont soumis à une double législation et imposition.

Ces personnes ne sont pas résidentes à Gibraltar mais cumulent les impôts avec l'Espagne – une taxe supplémentaire concerne même l'ensemble du personnel de l'hôtellerie de l'exclave. « *Le droit du travail britannique qui s'applique à Gibraltar est excessivement néolibéral, pointe Miguel Acosta Sanchez. Il manque toute la portée de la protection de base concernant le personnel.* » Pour les accompagner, l'Ascteg réclame l'ouverture d'un bureau de coordination transfrontalière mis en place par l'UE.

Victimes sociales

Plus qu'un détail, le Brexit renforce l'apparition de situations difficiles en termes de prestations sociales. Toutes et tous doivent détenir une attestation d'emploi transfrontalier pour être remboursés en cas de visite chez le médecin. Pour le chômage, l'Espagne ne prend en compte que les cotisations réalisées sur son territoire. À 64 ans, Manuel Marquez, sans emploi, accepte les petits contrats. Parfois, il les signe sans prendre connaissance de clauses abusives écrites le plus souvent en anglais. Discret dans son pull mauve, il tripote un gobelet en plastique à l'écoute de l'histoire d'Anais María Felipe.

Cette dernière n'a que 27 ans. Cheveux blonds, regard absent. Assise sur une chaise dans les locaux de l'Ascteg, elle agite un éventail vert. Pose ses mains sur son jogging violet. Puis revêt un épais manteau beige. « *J'étais femme de ménage dans un hôtel, débute Anais María, les mots encore incertains. Un jour, le médecin me dit qu'il a repéré des ganglions. On me diagnostique un cancer du sein. Je suis opérée deux fois.* » Elle s'interrompt. « *Je demande à mon patron de me licencier. Il ne veut pas parce que je suis malade et que cela ne passerait pas.* » Elle ne reçoit aucune prise en charge. On lui prédit trois à cinq ans d'arrêt maladie. « *Je vis chez mon père. Il est au chômage.* » Les deux sur-



Considérée comme une espagnole sans le statut de résidente par le gouvernement de Gibraltar, Anais María Felipe ne bénéficie pas de prestations sociales. © Ludivine Ducellier



En cas de Brexit dur, beaucoup d'Espagnols craignent que leurs emplois soient remplacés par un personnel marocain © Ludivine Ducellier



La main-d'œuvre très qualifiée côtoie tous les jours les travailleurs et travailleuses précaires pour ce ballet du passage de la frontière. © Ludivine Ducellier

« Si tu quittes ton travail, tu n'as pas de droits »

vivent avec 120 euros par mois. Leur loyer leur en coûte 500. L'Ascteg et d'autres associations caritatives les soutiennent. Tant qu'ils peuvent. Au niveau européen, les structures de protection sociale n'ont pas été harmonisées avec le Royaume-Uni, et les situations d'arrêt maladie de longue durée ne sont pas reconnues. L'Espagne bloque la reconnaissance des droits sociaux, passe outre le « principe d'égalité de traitement » de l'Union européenne.

Les transfrontalières et transfrontaliers subissent les contrats précaires. L'exemple du « contrat zéro heure » appliqué à Gibraltar remonte les associations. « Si tu ne travailles pas, tu ne reçois pas d'argent », résume Antonio Sanchez, avocat et membre de l'Ascteg. « Si tu quittes ton travail, tu n'as pas de droits. » Pour éviter les indemnités chômage, des mentions de résiliation « de plein gré » déresponsabilisent la direction. Dans le cas d'un pseudo départ volontaire, aucune prestation sociale n'est alors assurée. « Beaucoup de personnes souffrent », assure Christian Duo, syndicaliste britannique de Unite the Union. « Nous sommes actuellement saisis d'un certain nombre d'affaires devant le tribunal du travail, dont un pourcentage de frontaliers. » Dernièrement, l'Ascteg a déposé une demande pour créer son propre syndicat. Selon eux, Unite ne les représente pas assez. « Il faut être membre depuis un an », regrette Antonio Sanchez.

Retraite minimum

Après trois décennies dans la même entreprise, Miguel Valencia n'a jamais eu la possibilité d'évoluer. Fidèle au poste. Il arrive à 8 h 30. Enfile un gilet sans manches à l'effigie de Lewis Stagnetto. Charge son diable d'un pack de lait. Traverse la rue pour livrer les colis à la cafétéria d'en face. Le quinquagénaire en sort avec un mug en carton dans la main. « J'apporte le café au patron. » Jusqu'à 16 h 30, il prépare les commandes pour les camions de livraison. « J'ai calculé. Je pense prendre ma retraite à 70 ans et je toucherai une pension d'environ 450 euros. » Il faut avoir travaillé quarante-deux années pour atteindre 370 livres de pension (443 euros), à raison de 20 livres par an (24 euros), selon Antonio Sanchez de l'Ascteg.

Toutes et tous sont pris en étau par les intérêts d'État et la souveraineté revendiquée sur l'exclave. « Le problème, c'est que l'Espagne ne veut pas reconnaître Gibraltar », résume Antonio Sanchez. Alfredo Valencia va jusqu'à dire que son pays ne l'aime pas. Il travaille du mauvais côté de la frontière. Le maire de La Línea, Juan Franco, se dédouane. Il considère que le conseil municipal n'a pas les compétences pour agir dans ce domaine. « Quelqu'un doit dire ce qu'il se passe ici », assure Miguel Valencia. « Le gouvernement espagnol devrait se préoccuper davantage de nous. » À la fin de la journée, il rentre avant son frère. Il a investi dans une trottinette électrique. Avec un peu de chance, il passera la frontière sans être bloqué par l'atterrissage d'un avion. ▲

Lucile Bihannic

Louer un château en Espagne

« J'ai d'abord pensé à un vice caché mais l'Andalousie est pleine de surprises. » Arrivé à Gibraltar en 2011 pour devenir trader dans un opérateur de paris sportifs, Clément Loubière n'a pas caché son étonnement en découvrant le prix des loyers du sud de l'Espagne. « Pour 800 euros par mois, nous avons une villa de plusieurs étages avec une vue imprenable sur la mer et un terrain de futsal au sous-sol »,

nous confie le natif de Rodez, encore installé en Andalousie – même s'il ne traverse plus tous les jours la piste d'atterrissage.

Comme lui, nombreuses et nombreux sont les transfrontalières et transfrontaliers à faire ce choix de vie. Et pour cause, plus de deux tiers du personnel de la finance et du secteur des jeux en ligne ont posé leurs valises de l'autre côté. Pas l'Espagne de La Línea de la Concepción et ses 42 % de chômage. Mais plutôt l'Espagne de Sotogrande et son très huppé Santa María Polo Club. « Pour le prix d'un deux pièces à Gibraltar, tu peux avoir un petit chalet avec piscine à Sotogrande, à seulement trente minutes en voiture », confirme le guide britannique Tito Vallejo Smith avec désarroi. L'inconditionnel du territoire n'a pas encore succombé à la tentation hispanique, alors qu'un « hard Brexit » menace l'avenir de la main-d'œuvre venue du monde entier.

Théo Putavy



Situées côté espagnol, ces villas à flanc de colline sont convoitées par les Gibraltariens à la recherche d'espace et de confort. © Herry Lawford

PORTFOLIO

La Línea, miroir inversé

La ville andalouse contraste avec son voisin britannique. D'un côté, l'argent, le travail et les cryptos. De l'autre, la précarité, le chômage et les narcos.

Texte et photos
Maxime Asseo et Julie Malfoy





temps.

Sur la route de Gibraltar, monnaie et cigarettes se jettent au sol. Les rires enveloppent l'un des rares bars ouverts, autour du jeu de la pièce. Elle touche le mur, il a gagné. Les regards bercent les jeunes qui se chamaillent. On observe, on se souvient. Nouvelle partie.



pastels.

Du jaune au rouge au bleu, les couleurs ont égayé les façades. Et ont vieilli. Elles détonnent sous la grisaille, symboles d'une ville en désuétude que le maire peine à rajeunir.



regain.

La place est bondée, les chiens font s'envoler les oiseaux. Les badauds tentent de s'entendre au milieu de la cacophonie ambiante. L'école est finie. Au soleil, les terrasses s'animent. L'été balbutie dans un centre-ville qui s'embourgeoise.





rivage.

Pas d'hôtels, des échoppes fermées ou abandonnées. Le littoral est vide malgré son ouverture sur la Méditerranée. Une scène que la météo n'arrange pas ; les passantes et les passants se comptent sur les doigts d'une main, moins présents que les goélands. Happés par le vent.

Juan Franco, l'édile des grandeurs

Le maire défend un projet d'autonomie encore abstrait pour La Línea. À un an des élections, il veut donner à la ville des airs de station balnéaire dorée. Portrait.



Juan Franco explique en long et en large son projet d'autonomie dans la salle du Conseil de sa mairie.
© Maxime Asseo

Il se gare en double file dans sa voiture citadine, warnings allumés. Propre, banale. Ni chère, ni bon marché. Il dépose son fils à un entraînement de foot puis remonte dans la voiture. Avec une allure à la Adam Sandler dans *Uncut Gems*, il est de ces politiciens enthousiastes. Originaire de La Línea et maire depuis sept ans, il invite, se montre serviable. Sourire enjôleur aux lèvres, il s'investit. Prend le temps d'inviter ses amis francophones pour aider à la traduction. Sert même de guide dans la ville. Il en ferait presque trop. Est-il foncièrement gentil ou emmène-t-il la rédaction dans une opération de communication bien rodée ? À La Línea, les personnes rencontrées décrivent un homme proche de la population, qui participe au carnaval avec tout le monde.

Quand il entre sans garde du corps (il insiste) dans le quartier sensible de l'Atunara, il fait signe à quelques personnes. Comme on saluerait des voisins ou des voisins. Puis se fait alpaguer par quatre femmes : la route, du moins ce qu'il en reste, est en travaux depuis bien trop longtemps. Ça crie dans la rue, ça prend à partie et montre l'état de la voie : pas de béton, des rubalises de chantier. Juan Franco reste un peu, il accompagne la dame qui pointe du doigt un bâtiment. Chaleureux, bon orateur, il calme les esprits, rassure, et s'en va. Cet avocat de formation porte un projet ambitieux : rendre la ville autonome. Se défaire du pouvoir central pour prospérer. Trois objectifs à cela. D'abord, créer un régime spécial pour

les fonctionnaires qui ne restent pas. À titre d'exemple, sept commissaires de police ont été nommés en sept ans. Ensuite, s'occuper de la main-d'œuvre transfrontalière, 9 000 « futurs pauvres », qui cotisent pour le système britannique, moins rémunérateur. Comment ? Il ne le dit pas. Enfin, créer une fiscalité propre à La Línea, compatible avec de nombreuses aides européennes.

Un troisième mandat

Après une quinzaine d'années à droite, puis quatre à gauche, la cité andalouse a voté pour dépasser ses clivages. Pas de couleur politique dans son parti, La Línea 100x100. « Refaire un stade, c'est de droite ou de gauche ? » s'amuse-t-il. Il se félicite de la baisse de la dette, passée de 177 à 133 millions d'euros depuis le début de son premier mandat, pour lequel il avait obtenu 9 sièges sur 25. En 2019, pour son deuxième, il en obtenait 21. Dans sa chemise rose sans cravate, il défend son programme pour un troisième mandat : la « gestion » de La Línea. « Il faut que les gens voient que la ville change. Nous essayons de la rendre plus accueillante, plus vivable. » Piétonnisation du centre, réhabilitation de sites historiques, golf et même un projet de marina pour les yachts à la place de l'ancien port de pêche. Bref, de quoi rendre la ville attrayante pour les sociétés qui souhaitent investir. Quand il montre les bâtiments abandonnés et les terrains vagues, on peine à imaginer ce qu'il en sera. Tout est à refaire. Mais Juan Franco fait de grands gestes, tel un architecte du capitalisme qui rêve de grandeur économique pour La Línea, en miroir de son voisin britannique. ▽

Maxime Asseo et Julie Malfoy



À l'Atunara, les narcotrafiquants indiquent leur présence sur les murs. © M. S-S

Spanish Connection

Le narcotrafic lui colle à la peau. Pourtant, loin des clichés d'une ville gangrénée par la drogue, La Línea n'est qu'une « zone de transit », une « entreprise de transport » illégale.

Le long de la côte, dans l'Atunara, l'un des quartiers « difficiles » de La Línea de la Concepción, l'état des bâtiments décrépis et multicolores attire l'œil. Des routes cabossées ou même pas bétonnées. Des barrières de chantier de-ci, de-là. Parfois entre deux murs, parfois au milieu de rien. La pauvreté est bien présente, mais rien ne laisse transparaître le narcotrafic qui gangrène le sud de l'Espagne.

« Contrairement à ce que racontent les médias, ce n'est pas le Mexique ici ! » s'anime Rafael León, conseiller municipal, la quarantaine, dont les parents vivent à l'Atunara. Exemple à l'appui : « Il y a quelque temps, deux chaînes de télévision différentes sont venues tourner. L'une voulait parler du narcotrafic, l'autre du projet politique du maire. Netflix a racheté les droits des deux sujets, et on se retrouve avec une série [ndlr, *La Línea*] où l'on croit que je suis un contrebandier ! » Le même terme revient dans toutes les bouches : les gens « normaux » représentent 99 % de la population, et les « narcos » 1 %. « Il y a un respect mutuel, tout le monde se connaît.

Entre contrebandiers et gens normaux, il n'y a pas de problème. » Pour cause, ici, le narcotrafic fonctionne comme une « entreprise de transport », explique Francisco Mena, président de l'association de lutte contre la drogue Alternativas. Situés à quelques kilomètres du Maroc, La Línea, et plus largement le Campo de Gibraltar, sont la porte d'entrée du haschich en Europe. Sur les plages de la ville, les narcotrafiquants débarquent la marchandise en provenance du continent africain. La drogue, stockée chez des « nourrices », est rapidement envoyée vers le reste du continent. « Ils sont parfaitement organisés, avec des organigrammes pour chacun des postes : les guetteurs qui surveillent lors du déchargement, les conducteurs de bateaux, les chauffeurs de voitures, etc. », détaille Juan Franco, maire de La Línea depuis sept ans. « On peut les assimiler à des sous-traitants, confirme Francisco Mena. Les personnes impliquées ne sont pas les propriétaires du haschich. Ils facturent au kilo ou à la distance parcourue. » La Línea est un lieu de passage plus qu'un lieu de consommation et de vente. D'où le faible niveau de violence. Loin de celui des quartiers



Francisco Mena, président de l'association Alternativas. © Maxime Asseo

Les « salaires » se chargent d'en convaincre plus d'un : 3 000 euros pour 15 minutes de déchargement la nuit, entre 35 et 50 000 euros pour traverser le détroit en bateau, selon ce dernier. Souvent, les narcos héritent du travail de père en fils. Un déterminisme social dont il est difficile de sortir lorsque l'argent coule à flots. Certains s'extirpent de la spirale familiale, comme ce jeune en apprentissage de métallurgie, formé par Rafael León il y a une quinzaine d'années. « *Il se sentait en prison chez lui : son père narcotraffiquant pouvait être agressé, alors tout était fermé à double tour.* » Et puis il y a les autres, qui « *ne veulent pas s'en sortir* ». Ceux qui « *flambent* ». Cette « *ostentation* » permet souvent de repérer les trafiquants. « *Un ami vendeur de portes reçoit de temps en temps des clients aux demandes excentriques, s'amuse le maire. Une fois, il a même construit une porte avec des pierres Swarovski incrustées !* » Si l'exemple semble futile, il illustre cette « *narco-économie* », qui représenterait 5 à 6 % de l'économie locale, selon les estimations de la municipalité. Cette « *culture de la contrebande* » a commencé par le trafic de tabac et a fait vivre la ville et ses commerces pendant des années, raconte Francisco Mena. « *Le système fonctionnait bien, alors pourquoi ne pas le rendre plus rentable ?* » Il a été favorisé par l'intervention militaire américaine en Afghanistan. Cette opération a engendré la fermeture des routes de la drogue utilisées pour financer le djihadisme. Elle a aussi permis au Maroc de s'imposer comme le premier exportateur de haschich vers l'Europe.

nord de Marseille ou du cœur de Naples. Les règlements de compte y sont moins fréquents : il existe des règles tacites et un partage du territoire. « *Ils ne sont pas en concurrence et collaborent même parfois. Des "co-entreprises", comme on dit. Il y a même des péages entre eux, pour passer d'une zone à l'autre.* »

Ambiance village donc, avec un trafic isolé ? Oui et non. « *Le conflit s'opère entre la police et les narcos* », admet Rafael León. Le constat semble plus mitigé pour Manuel, habitant de l'Atunara depuis de longues années. « *C'est bien qu'il y ait des policiers, mais leur présence pèse aussi sur la vie des habitants !* » Il se souvient de cette fois où il rentrait pour le déjeuner et n'a pas pu repartir pour le travail car les forces de l'ordre bloquaient le secteur. Ou de son fils, alors âgé de 19 ans, « *frappé par la police* » avant toute question. Ou encore de ce cousin, « *amené hors de La Línea par la police* » et contraint de rentrer à pied.

Un contexte unique

Cette institution qu'il critique est parmi les plus équipées du pays. « *Nous avons presque une police d'élite. La mairie est en constante collaboration avec la Police nationale et la Guardia Civil, dévoile le maire Juan Franco. Ils ont tous des gilets pare-balles, des fourgons, des motos, et des drones pour contrôler. Ils font face à des problématiques qu'il n'y a nulle part ailleurs.* » Outre les frontières avec un territoire concerné par le Brexit et revendiqué par l'Espagne, La Línea souffre d'une situation sociale préoccupante. « *Nous avons le niveau de revenu par habitant le plus bas parmi toutes les municipalités de plus de 50 000 habitants en Espagne.* » Le niveau de chômage s'élevait quant à lui à 42 % en 2021, soit le plus élevé du pays, où la moyenne se situe à 13 %. Ce contexte particulier favorise le narcotraffic. « *Il est facile de tenter les gens lorsqu'il y a du chômage, de la pauvreté, de l'exclusion sociale et un manque d'opportunités*, expose Francisco Mena. *Vous pouvez résister, jusqu'au moment où il faut payer la facture d'électricité.* »



Rafael León, conseiller municipal de La Línea. © Julie Malfoy

La tradition s'est perpétuée, favorisée par un code pénal plus souple qu'ailleurs. « *Les peines encourues ont baissé au fil des années*, poursuit le président de l'association, *pour réduire la surpopulation carcérale sans construire de nouveaux centres pénitentiaires.* » Jusqu'à une « *totale impunité* » : « *Pendant longtemps, personne ne s'occupait de La Línea, tous les problèmes propres à la pointe – narcos, absentéisme scolaire, etc. – étaient minorés. Mais au bout d'un moment, ça déborde.* »

L'avenir en question

Un tournant s'opère en 2017. Cette année-là, un narco est blessé par la police lors de son arrestation. En pleine intervention médicale, il est sorti de l'hôpital par ses complices. « *Ça a été un scandale international* », se remémore-t-il. L'événement oblige alors la classe politique espagnole à s'intéresser plus profondément au sujet.

Le plan de lutte contre le trafic de drogue, lancé en 2018 par Fernando Grande-Marlaska, dernier ministre de l'Intérieur, a permis de multiplier les arrestations, les saisies et les enquêtes sur le blanchiment d'argent. Il « *affiche de bons résultats* », d'après le

maire, mais jusqu'à quand ? « *Ils ne vont pas maintenir cette présence policière accrue éternellement vu le budget que cela représente, nuance-t-il. Et puis, que faire face à l'absentéisme et l'échec scolaire, le faible niveau d'éducation, les familles déstructurées ? Jusqu'à quand allons-nous servir de vivier à ces problèmes ?* »

Alors, concrètement, que fait la ville ? Son maire porte un ambitieux projet de cité autonome (voir portrait page 86). En attendant, elle a mis en place un plan de lutte contre l'absentéisme et des mesures sociales. « *Nous venons d'inaugurer un nouvel atelier intitulé El Pinta consacré à la formation, à l'insertion professionnelle et surtout à la prévention*, présente Francisco Mena. *Il faut que nos jeunes comprennent qu'il n'y a pas d'avenir dans le trafic de drogue.* » Enfin, la municipalité insiste sur l'importance des infrastructures pour rendre la ville accueillante. Attirer les entreprises pour créer de l'emploi, réduire la pauvreté, et par extension le narcotraffic. Mais aussi des touristes fortunés au travers d'un projet de port pour les méga yachts et les navires de croisière. « *Dynamiser le territoire* » au risque de le dénaturer. ▀

Maxime Asseo et Julie Malfoy



Dans le quartier de l'Atunara, les belles voitures contrastent avec les murs décrépis. © Julie Malfoy

« *Vous pouvez résister, jusqu'au moment où il faut payer la facture d'électricité* »



Esperanza Escobar a vécu toute sa vie dans le quartier de Los Junquillos, à La Línea de la Concepción.
© Raphaël Lardeur

Les reines désargentées

Elles s'appellent Sally, Esperanza, Ana-Belen. Elles font partie des milliers de femmes de La Línea qui jonglent au quotidien entre machisme et précarité.

Sally ouvre sa fenêtre à barreaux. En face d'elle, un homme perché sur un toit racle de la peinture jaunie. La jeune femme de 26 ans habite une maison de plain-pied, à côté d'une station-service abandonnée de Los Junquillos, un quartier populaire de La Línea de la Concepción. Sally connaît bien ses voisines et ses voisins. Elle rit moins fort qu'eux aux plaisanteries. Elle raconte lentement son histoire. Originnaire du Maroc, Sally a vécu à Algésiras, de l'autre côté de la baie. Malgré ses études pour devenir hôtesse de l'air, elle ne trouve pas de travail. Résignée, son seul rêve aujourd'hui est de s'occuper à temps plein de son fils de cinq mois, Juan. À La Línea, les mères élèvent en moyenne trois ou quatre enfants, contre un ou deux dans le reste de l'Espagne. Le chômage frôle les 60 % chez les femmes, selon la municipalité. Difficile d'étudier aussi. Il n'existe qu'une seule école supérieure, elle permet de rejoindre le corps professoral. Alors, elles s'exilent. À Séville, Barcelone ou Madrid. Celles qui restent subissent les effets d'un lieu sinistré. Ici, les femmes gagnent en moyenne 200 euros de moins que les hommes.

Le rêve d'Esperanza

Dans la maison mitoyenne à celle de Sally, la voisine ouvre volontiers sa porte. L'intérieur est clinquant. Un canapé en cuir blanc, des moulures argentées. Une partie du salon est en travaux

Les femmes de La Línea

6 sur 10
sont au chômage

Elles élèvent en moyenne
3 enfants

Elles gagnent en moyenne
200 € de moins
que les hommes

« Les femmes sont les premières victimes d'une société très stéréotypée »

et sent la peinture fraîche. Elle s'excuse de recevoir ainsi des invités. Vêtue d'une épaisse robe de chambre et de chaussons rose bonbon, elle s'installe dans une cuisine tout à fait assortie.

Son nom ? Esperanza Escobar. « Comme Pablo », précise Richard, son conjoint, en souriant. Elle s'assoit, règle l'éclairage et lance un direct Facebook. Chaque jour, la jeune femme de 33 ans se met en scène devant, en moyenne, 15 000 internautes. Elle parle fort, rit encore plus fort. Dans ses vidéos, elle incite à l'achat de produits cosmétiques, contre rémunération. Elle dit gagner sa vie comme influenceuse. Son souhait le plus cher : participer à *Gran Hermano*, une émission de télé-réalité espagnole adaptée de *Big Brother*, le célèbre programme né aux Pays-Bas.

Avant d'étaler sa vie sur internet, Esperanza travaillait sur le Sunborn. Un paquebot cinq étoiles amarré à Gibraltar. Elle y nettoyait les chambres, sous la responsabilité d'Ana-Belen, sa cheffe d'équipe. C'est elle qui lui a trouvé du travail : « Mon amie était dans une situation difficile. Son compagnon était narco et a fini en prison. Elle avait besoin d'argent », raconte la trentenaire, en sortant une bouteille d'eau du minibar de l'hôtel.

Ana-Belen l'assure, il y a deux types de femmes à La Línea. Celles qui cherchent de l'argent facile – 4 000 femmes dépendent « des revenus » de leur conjoint narcotraffiquant – et celles qui trouvent du travail côté britannique. Elle met un point d'honneur à appartenir à la deuxième catégorie.

Comme beaucoup de femmes de sa ville, son compagnon est parti. Elle attendait des jumeaux. Aujourd'hui, Ana-Belen prend son scooter chaque matin, traverse la frontière, et passe sa vie à courir. « Il y a huit ans, je nettoyais le sol des chambres à genoux pour que tout soit impeccable », mime-t-elle. Elle a depuis été promue et virevolte avec aisance dans les suites à 2 000 euros la nuit. « Une fois que j'arrive au cinquième étage, je suis la reine. Vous connaissez le chanteur Ricky Martin ? Il a dormi ici. »

De mère en fille

Ana-Belen oublie pourtant une troisième catégorie. Les travailleuses de La Línea. Loin du palace et des taies d'oreillers à 85 euros, María Dolores balaie les rues, résignée, dans sa tenue fluo. L'employée de mairie s'interroge. « Comment trouver un travail qui me convient sans baccalauréat ? » Après deux ans de chômage, elle a pris ce qui venait. Il faut bien nourrir les enfants. Sur les sept, un seul a quitté le foyer. La veuve de 52 ans survit avec 1 100 euros par mois et ne reçoit pas beaucoup plus de la part de l'État.

Pour Zuleica Molina, conseillère municipale à l'Égalité, « les femmes sont les premières victimes d'une société très stéréotypée ». Celles qui ont eu la chance de faire des études travaillent souvent dans les métiers du soin ou de l'accompagnement. Il est rare de trouver des architectes, des ingénieures, des cheffes d'entreprises. Depuis les années 1980, la première femme élue au conseil voit ce même schéma se reproduire : « Quatre générations de femmes perdues. » Dans son bureau près du port, Alejandro Azuaga, délégué municipal chargé de la Jeunesse, complète : « Certains

secteurs de travail restent transmis de mère en fille. Notamment le nettoyage dans les entreprises de Gibraltar. »

La municipalité souhaiterait que les femmes puissent suivre, en parallèle, des formations dans l'informatique, suggère le délégué municipal. Les diplômées « pourraient alors changer de secteur et travailler dans les paris en ligne par exemple ». Un rêve, vraiment ? Difficile de déroger à la règle pour Inma et Yolanda, respectivement 56 et 42 ans. Elles prennent des cours du soir, « pour casser la routine », au Centre de formation continue Almadraba. À l'issue de leur apprentissage, elles deviendront auxiliaires à domicile. Elles vivent dans le quartier, au cœur de Los Junquillos, dans des maisons voisines. Mais, « sans mec ». Elles ont eu leur dose.

La situation presse. En 2020, la police a recueilli 41 plaintes pour violences conjugales, auxquelles s'en ajoutent 217 du côté du planning familial. La même année, neuf femmes sont mortes, assassinées par leurs conjoints ou ex-conjoints, sur une population de 62 940 âmes. À titre de comparaison, Bordeaux avec environ 260 000 habitantes et habitants, subissait trois féminicides. « Dans les milieux peu éduqués, les femmes agissent encore à l'ancienne. Elles s'attendent à se marier et fonder une famille. Les femmes de narcos, en particulier, sont très dépendantes et plus souvent victimes d'abus », rappelle Zuleica Molina. Les tribunaux chargés des violences conjugales de La Línea et de San Roque ont disparu depuis le 1^{er} octobre 2021. Désormais, le tribunal le plus proche se trouve à Algésiras, à trente minutes de route.

Au mois de janvier 2021, la mairie s'est lancée dans un projet inédit. Voté à l'unanimité, le « Plan pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes » est censé enrayer la misogynie. Des associations, comme Lo sé y me importa, interviennent dans les collèges de La Línea pour sensibiliser la jeune garde aux inégalités entre les genres. L'élan féministe semble gagner la ville. La municipalité multiplie les tables rondes, chartes et événements en faveur de l'égalité. Mais, le 8 mars dernier, journée internationale des droits des femmes, pas de manif' à l'horizon. ▴

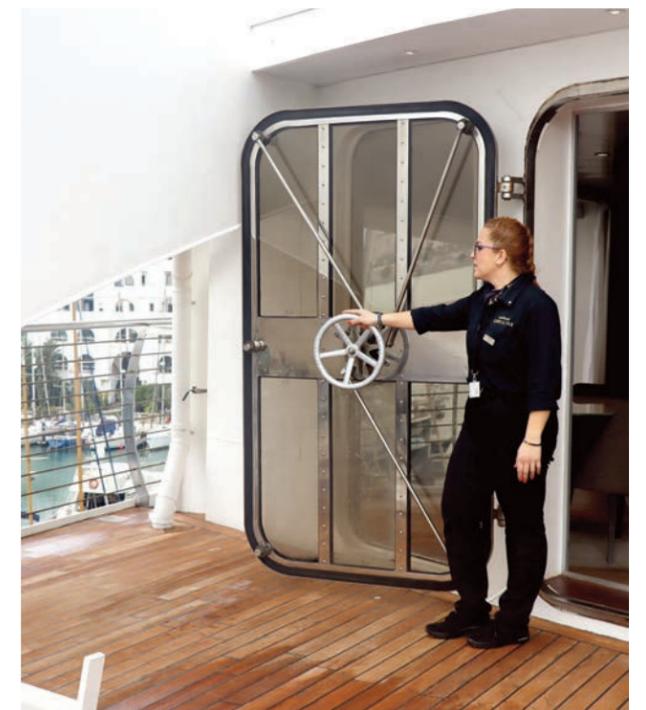
Maxime Asseo, Raphaël Lardeur et Océane Provin



Sally raconte son parcours à sa fenêtre alors que son fils de cinq mois dort.
© Raphaël Lardeur



Après deux ans de chômage, seule la municipalité a offert un travail à María Dolores. © Raphaël Lardeur



Ana-Belen traverse la frontière chaque jour pour travailler dans un monde qui n'est pas le sien. © Océane Provin

VISÓ

Directeur de la publication : Arnaud Schwartz

Coordination : Sophie Dufau, Nathalie Kouyoumdjian, Maria Santos-Sainz et Arnaud Schwartz

Rédactrice et Rédacteur en chef : Océane Provin et Théo Putavy

Chefs d'édition : Maxime Giraudeau et Tom Masson

Pôle iconographie : Maxime Asseo et Julie Malfoy. **Illustrations :** Julie Malfoy

Directrice artistique : Fred Augry

Infographies : Corentin Alloune et Fred Augry. **Une et quatrième de couverture :** Fred Augry

Remerciements :

Erwan Desplanques pour ses précieuses relectures.

Jennifer Ballantine, Maëlle Benisty, Javier Chaparro (directeur d'*Europa Sur*), Sonia Delesalle-Stolper, Chris Grocott (University of Leicester), Priya Gulraj, Marcelino Linares, Anthony Pitaluga, Hippolyte Radisson, Julio Ribas, Jeremy Suyker, Liam Walker.



1, rue Jacques Ellul
33080 Bordeaux Cedex



05 57 12 20 20 ou 20 21



@IJBA-école de journalisme



@ijbaOfficiel



IJBA - Institut de Journalisme
Bordeaux Aquitaine

Visó, revue éditée à 1 000 exemplaires et réalisée par les étudiantes et étudiants en Master 2 presse écrite/multimédia.
ISSN en cours.

LA RÉDACTION DE VISÓ 11

Illustrations Julie Malfoy



Corentin Alloune

@CorentinAlloune



Maxime Asseo

@MaximeAsseo



Nicolas Azam

@Nico_Azm



Camille Bigot

@CamilleGranon



Lucile Bihanic

@Lu_Bih



Juliette Brossault

@Juliettebro



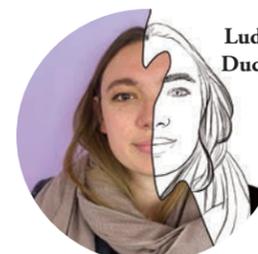
Anthony Derestiat

@Anthony_Derest



Maxime Dubernet

@MaxDubernet



Ludivine Ducellier

@ludivine_D



Maxime Giraudeau

@Max_Giraudeau



Raphaël Lardeur

@RaphaelLardeur



Julie Malfoy

@Ju_mlfy



Tom Masson

@MassonTom1



Florian Mestres

@FlorianMestres



Carla Monaco

@Carl_Mco



Mathilde Muschel

@MathildeMuschel



Océane Provin

@oceprovin



Théo Putavy

@TheoPutavy



Emma Rodot

@RodotEmma



Le podcast des master 2 spécialité radio de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine.

Dans cette deuxième saison, la parole est donnée aux ados : leurs corps, leur genre, leur sexualité.

Ils et elles ont entre 15 et 18 ans. En cours de sport ou sur un canapé, ils et elles se sont livrées à nos micros.

Podcast en 3 épisodes disponible sur Apple Podcast, Deezer et Spotify et Google Podcasts.



Scannez pour découvrir le podcast

L'ENGAGEMENT

C'EST MAINTENANT

L'émission des master 2 spécialité télévision de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine.



L'objectif ? Comprendre comment on s'engage aujourd'hui, avec quelles actions sur le terrain. Imposer des sujets dans le débat public, construire des collectifs, défendre l'environnement et la santé : l'engagement n'attend pas !

Scannez pour découvrir l'émission

« Des deux côtés de la bordure, les peuples espagnol et britannique ont été pris en otage par les intérêts des politiciens »

Juan José Téllez, écrivain
p. 8

« Gibraltar est la clé entre l'Atlantique et la Méditerranée. Aujourd'hui, son importance s'est démultipliée »

Jesús Verdú Baeza, chercheur en droit international à l'université de Cadix
p. 29

« Il devient de plus en plus compliqué d'accéder au logement. Si les subventions n'existaient pas, je ne pourrais même pas vivre ici »

Jessica Reilly, comptable
p. 61

« En cas de "no deal", tous les passeports devront être vérifiés et tamponnés. Ce qui signifie entre deux et six heures de queue, tous les jours »

Paco Oliva, auteur du roman *Love letter to La Línea de la Concepción*
p. 15

« Certaines Gibraltariennes redoutaient de voir leur docteur de peur qu'il soit contre l'avortement »

Nicole Banda, militante de Parents for Yes
p. 66



Visó n°11 • 2022 • 4,50 €



VISÓ

est une publication de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine

ijba
Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine

Université BORDEAUX MONTAIGNE